RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DEMANDE RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT DES TARIFS
D'ÉLECTRICITÉ D'HYDRO-QUÉBEC DISTRIBUTION
POUR L'ANNÉE TARIFAIRE 2012-2013

DOSSIER : R-3776-2011

RÉGISSEURS : Me LISE DUQUETTE, présidente
Me LOUISE ROZON
Mme LUCIE GERVAIS

AUDIENCE DU 20 DÉCEMBRE 2011

VOLUME 7

ODETTE GAGNON et JEAN LAROSE
Sténographes officiels

COMPARUTIONS

Me PIERRE R. FORTIN
procureur de la Régie;

REQUÉRANTE :

Me ÉRIC FRASER
procureur de Hydro-Québec Distribution (HQD);

INTERVENANTS :

Me STÉPHANIE LUSSIER
procureure de Association coopérative d'économie
familiale de l'Outaouais (ACEFO);

Me DENIS FALARDEAU
procureur de Association coopérative d'économie
familiale de Québec (ACEFQ);

Me PIERRE PELLETIER
procureur de Association québécoise des
consommateurs industriels d'électricité (AQCIÉ) et
Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ);

Me ANDRÉ TURMEL
procureur de Fédération canadienne de l'entreprise
indépendante (FCEI);

Me GENEVIÈVE PAQUET
procureure de Groupe de recherche appliquée en
macroécologie (GRAME);

Me FRANKLIN S. GERTLER
procureur de Regroupement des organismes
environnementaux en énergie (ROÉÉ);

Me ANNIE GARIÉPY
procureure de Regroupement national des conseils
régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);

Me DOMINIQUE NEUMAN
procureur de Stratégies énergétiques (SÉ) et
Association québécoise de lutte contre la pollution
atmosphérique (AQLPA);

Me HÉLÈNE SICARD
procureure de Union des consommateurs (UC);

Me STEVE CADRIN
procureur de Union des municipalités du Québec
(UMQ) .

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
PLAIDOIRIE PAR Me ÉRIC FRASER	5
PLAIDOIRIE PAR Me STÉPHANIE LUSSIER	58
PLAIDOIRIE PAR Me DENIS FALARDEAU	72
PLAIDOIRIE PAR Me PIERRE PELLETIER	104
PLAIDOIRIE PAR Me ANDRÉ TURMEL	148
PLAIDOIRIE PAR Me FRANKLIN S. GERTLER	
PLAIDOIRIE PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	203
PLAIDOIRIE PAR Me STEVE CADRIN	229

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 5 -

L'AN DEUX MILLE ONZE, ce vingtième (20e) jour du
mois de décembre :

LA GREFFIÈRE :

Protocole d'ouverture. Audience du vingt (20)
décembre deux mille onze (2011), dossier R-3776-
2011, demande relative à l'établissement des tarifs
d'électricité pour l'année tarifaire 2012-2013.

Poursuite de l'audience.

LA PRÉSIDENTE :

Bonjour à tous. Bonjour, Maître Fraser. Je pense
qu'on va commencer avec vous ce matin. C'est la
tradition.

Me ÉRIC FRASER :

C'est une longue tradition!

LA PRÉSIDENTE :

Est-ce qu'on a droit à un proverbe?

PLAIDOIRIE PAR Me ÉRIC FRASER :

Non, pas de proverbe ce matin, je vais vous
expliquer pourquoi. J'ai un plan ici, un court
plan. En fait, je pensais avoir le temps de faire
ça calmement hier soir, mais oh surprise en fin de
journée, mon risque réglementaire a beaucoup
augmenté et mon agenda a été un petit peu
chambardé. Mais, je ne sais pas, peut-être que je
verrai la lumière ou j'aurai de l'inspiration en

cours de plaidoirie. Puis on verra les résultats que ça donnera. Peut-être que ça sera heureux, peut-être que ça le sera moins. Mais ce sont les risques du métier.

Bien, avant de commencer, tiens, pour se réchauffer, je vous indiquais hier, je crois, que nous avons déposé tous les engagements vendredi. Il y aura un engagement révisé qui va être déposé via le système de dépôt électronique aujourd'hui. L'engagement numéro 14 qui concerne le PGEÉ. Il y aura une précision quant à la provenance des gigawattheures. Rien de substantiel. Alors allons-y!

Donc, je vous faisais mention du risque réglementaire qui a augmenté en ce qui me concerne et qui concerne mes clients impliqués en matière d'approvisionnement. Et je devrai concéder là-dessus que la prévision que nous avons au dossier s'est avérée hier... s'est avérée, je ne devrais pas dire erronée, mais a été contredite par les faits de la décision que vous avez rendue hier. Et, évidemment, j'imagine que, dans le cadre de la mise à jour du dossier, suite à la première décision, on devra retirer les gains que nous avons inscrits qui étaient relatifs à l'EGM puisque, maintenant,

il n'y aura pas d'EGM comme vous le savez. Les décisions réglementaires ont des impacts directs sur les opérations du Distributeur et nous en avons là le meilleur exemple.

Cela étant dit, abordons de front le dossier et non pas ses accessoires. Dans le cadre de l'audience du présent dossier, il y a eu une nouvelle que tout le monde a lue qui m'apparaît très pertinente dans le contexte des débats qu'on a eus, et notamment du plus important. La population du Québec est passé à huit millions (8 M) durant l'audience publique du dossier tarifaire 2012-2013.

Ces huit millions (8 M) de citoyens sont tous directement ou indirectement desservis par Hydro-Québec Distribution. C'est le Distributeur qui approvisionne, distribue selon de hauts standards de qualité à la maison, au bureau, à l'usine, à l'école, au cégep, à l'université, à l'hôpital, partout où que vous soyez, au nord ou au sud du 53e parallèle, à Schefferville comme ailleurs. Hydro-Québec a une obligation de servir l'ensemble des huit millions (8 M) de citoyens, même si vous êtes dans un réseau municipal, lequel est un client du tarif L.

Cela illustre bien et cela met en contexte

dans le fond l'ampleur des activités, la grosseur de la business. Et cela relativise certains éléments de détails qui sont importants, mais qui doivent être remis dans leur contexte. Notamment, par exemple, lorsqu'on parle d'un compte d'écart sur les taxes dans un contexte comme huit millions (8 M) de citoyens à desservir, il faut remettre en perspective ces petits écarts qui, à la rigueur, sont normaux dans un tel cadre d'activité. Et j'y reviendrai.

Ce qui m'amène au point 1. Donc, quel est le contexte du présent dossier? Évidemment, le contexte, j'aurai pu commencer avec des éléments plus négatifs. J'aurais pu dire que le contexte, c'était les écarts qui ont été constatés. C'est là-dessus que les demandes de renseignements ont beaucoup porté. Mais en fait, ce n'est pas selon Hydro-Québec Distribution le vrai contexte de ce dossier. Ce qu'il faut retenir de ce dossier, c'est que vous avez devant vous un distributeur qui est performant, qui est efficace et ça, à l'avantage de tous.

9 h 8

Vous avez en preuve des gains d'efficience de quatre-vingt-six millions (86 M\$) en gestion

courante depuis deux mille sept (2007), treize oint cinq millions (13,5 M\$) en deux mille douze (2012) gestion courante et action structurante. Je fais évidemment référence plus particulièrement à HQD-7, Document 2 à la page 14.

Vous avez en preuve un Distributeur qui fait une gestion serrée de ses coûts comme en témoigne éloquemment son indicateur de coût total par abonnement, dont la croissance moyenne est de zéro virgule deux pour cent (0,2 %) entre deux mille dix (2010) et deux mille douze (2012). Évidemment, je fais écho ici à la présentation de madame Isabelle Courville, HQD-16, Document 1, page 7.

Et vous me pardonneriez de ne pas être bilingue pour les citations, mais je vais apprendre, je vais apprendre. Je vais faire comme le nouveau coach des Canadiens, je vais me mettre à l'enseignement rapide de cette deuxième langue. Mais vous conviendrez qu'il y a des aspects pratiques qui font que c'est difficile pour moi de faire ça en plaidoirie maintenant.

Vous savez que c'est un indicateur qui est concentré sur les activités de base, sur le « core business » comme on le dit en anglais. Donc, il

reflète très bien la gestion serrée. Vous avez donc un Distributeur efficace et performant, et cela doit être pris en compte dans l'analyse du dossier et cela doit être pris en compte dans les décisions qui seront rendues, puisqu'on veut garder un Distributeur efficace et performant.

L'autre élément qui est capital c'est qu'on a des tarifs justes et raisonnables. Vous avez toujours en preuve les tarifs parmi les plus bas en Amérique du Nord. HQD-12, Document 2, page 27. On a tendance à l'oublier, c'est des choses que je plaçais beaucoup à l'époque du gel tarifaire et des premières hausses. On a tendance à ne pas y regarder, mais c'est une réalité incontournable qui est à l'avantage de tous. Et c'est un avantage qui n'a pas été perdu au fil des ans.

Vous avez en preuve des ajustements tarifaires toujours inférieurs à l'inflation. En fait, je vous dirais qu'on a des ajustements tarifaires tellement faibles qu'il nous est impossible d'amener à terme la réforme des structures tarifaires puisqu'il n'y a pas assez de marge pour permettre d'aller de l'avant de façon plus rapide sur la réforme des structures.

Je vous rappelle en deux mille neuf (2009)

il y a eu une hausse de un point vingt-deux (1,22 %), en deux mille dix (2010) de zéro virgule trente-cinq (0,35 %) et en deux mille onze (2011) il y a eu un ajustement tarifaire à la baisse de point quarante et un pour cent (,41 %).

Ce qui m'amène au point 2 qui est en lien direct puisque le contexte c'est un Distributeur efficace et performant, des tarifs justes et raisonnables, et tout cela à l'intérieur d'un processus réglementaire qui, je vous soumets, est tout aussi performant.

Il s'agit d'un cadre réglementaire complexe, un peu à l'image de l'ampleur de l'activité du Distributeur. Je vous ferai mention par exemple de la complexité de tout ce qui concerne la réglementation des approvisionnements, le caractère novateur du contrat patrimonial, le caractère complexe et parfois incompréhensible du Décret sur le patrimonial, la gestion des bâtonnets. Si quelqu'un m'écoute et qu'il ne nous connaît pas, se demande si je ne suis pas en train de jouer au Lego lorsqu'on parle des bâtonnets et de l'optimisation de l'utilisation des bâtonnets d'ici la fin de l'année pour le patrimonial.

Je vous fais mention des grands principes

dont nous avons convenu, lorsque je dis « nous » c'est les intervenants, la Régie et le Distributeur, au fil de toutes ces années où on a mis en place le cadre réglementaire qui découlait de la loi.

Vous avez eu dès deux mille deux (2002) la mise en place du cadre de l'année témoin projetée sur laquelle devaient être fixés les tarifs. On a mis en place les grandes règles de la politique financière qui s'applique aux entités réglementées, de la dette présumée. On a mis en place un instrument relativement complexe, mais en fait ça a pris deux dossiers avant d'y arriver, qui est la provision réglementaire découlant de l'inadéquation entre notre année tarifaire et notre année témoin. Et on a mis en place des comptes de frais reportés des « pass-on ». Le tout dans un contexte où il y a eu une évaluation des risques et du contrôle du Distributeur. Je fais référence aux « pass-on », je fais référence au compte de nivellement. Je fais aussi référence au compte relatif au coût de retraite, lequel a fait l'objet de débats dans deux dossiers, mais pour lequel au terme du deuxième dossier la Régie en est venue à la conclusion que ça bougeait beaucoup trop et qu'il fallait un

compte de frais reportés sur ce poste.

9 h 14

Vous avez donc un processus performant qui est basé sur un ensemble de règles qui ont été discutées et décidées et qui, jusqu'en deux mille neuf (2009), a donné des résultats très performants avec un écart cumulatif de seulement vingt-six millions (26 M\$). Et en fait, si on ajoutait le compte de frais reportés sur le coût de retraite dès deux mille neuf (2009), on aurait un écart défavorable de six millions (6 M\$).

J'ai de la difficulté à accepter l'argument que le cadre ne fonctionne pas, dans un contexte où, de deux mille deux (2002) à deux mille neuf (2009), les prévisions sont aussi... ou le résultat global est aussi juste à plus ou moins, moins six ou vingt-six (-6 M\$-26 M\$) sur le cumulatif.

Autre élément important et qui n'apparaît pas nécessairement dans le plan, je crois, c'est que tout ça s'est fait dans un contexte de transparence totale. Et j'en ai, pour le meilleur exemple, deux mille dix (2010) - deux mille dix (2010) et on y reviendra à deux mille dix (2010), l'année de tous les débats du dossier... du présent dossier - le Distributeur s'est présenté en deux

mille dix (2010) pour faire fixer ses tarifs deux mille onze (2011) avec un gel, les livres ouverts, avec une année de base qui aujourd'hui a fait l'objet de tant d'examen, mais le Distributeur, dans le contexte du présent processus, c'est fait en toute transparence, cette même année-là était devant la Régie pour un examen de son coût de service.

Lorsqu'on parle de biais systématique, lorsqu'on parle de tendance, ça, ça vient contredire les tendances puisqu'à chaque année le Distributeur a été prêt à défendre chacune de ses prévisions.

Évidemment, dans le contexte de tout ce processus, il va de soi que, outre les postes ou des comptes de frais reportés ou des comptes d'écarts ont été instaurés, le risque réglementaire appartient au Distributeur, en fait, le risque appartient au Distributeur, à la hausse ou à la baisse. Et il n'est pas à ce moment-là inhabituel qu'il y ait des gains et qu'il les conserve. C'est dans la nature de la bête. C'est un élément d'efficacité, c'est un incitatif puissant à l'efficacité et ça fait partie du modèle qui a été convenu pendant toutes ces années.

Venons-en à deux mille dix (2010) puisque, selon la prétention que je vous présente, jusqu'à deux mille neuf (2009), tout va très bien. Deux mille dix (2010), quels sont les éléments qui vous ont été présentés pour expliquer cette année? Contexte de perturbation économique important, je fais référence notamment à la variation du PIB entre deux mille neuf (2009) et deux mille dix (2010), donc de moins un (-1 %) à deux virgule huit (2,8 %) pour le Québec, c'est colossale comme variation et ça tronque la vision qu'on peut avoir de l'avenir.

Un écart favorable très très important, lequel s'explique notamment et essentiellement par trois grands postes budgétaires : la charge de retraite pour trente-sept millions (37 M\$), laquelle fait maintenant l'objet d'un compte d'écart, donc qui n'est plus un sujet de souci; la dette pour quinze millions (15 M\$); et les ventes pour soixante-dix-huit millions (78 M\$).

La dette, ce qui apparaît évident, c'est que ces gains qui sont faits par le Distributeur se reflètent nécessairement puisque c'est une performance meilleure dans la gestion de sa dette qui se répercute les années suivantes.

En ce qui concerne les ventes, c'est le contexte et c'est seulement le contexte. On le verra plus tard sur la question de la prévision des ventes, mais deux mille dix (2010), dans le contexte des trois années qui sont devant vous, est la seule année où le Distributeur a visé bas. Et cela s'explique par le contexte, la variation extrême du PIB, des choses qu'on ne retrouve pas dans les autres années, des choses qu'on ne retrouve pas pour deux mille douze (2012). Donc, ce qui nous reste, une fois identifiés ces trois grands écarts, c'est un résiduel de quarante millions (40 M\$), un résiduel de quarante millions (40 M\$), lequel est, à toutes fins pratiques, relativement modeste dans le contexte d'une année aussi exceptionnelle.

9 h 20

Toutefois, et tel qu'il a été relaté dans la dernière, la demande de renseignements numéro 2, et tel qu'en a témoigné madame Courville, le Distributeur convient de la pertinence que des rendements de l'ampleur de ceux de deux mille dix (2010), dans un contexte en fait exceptionnel, puissent faire l'objet d'un mécanisme et s'attellera à la tâche dès deux mille treize

(2013)... en fait, dès deux mille douze (2012) pour deux mille treize (2013).

C'est toujours un problème lorsqu'on fonctionne en dossier tarifaire, c'est qu'on vieillit un peu plus vite parce qu'on se projette toujours dans l'avenir et on finit par se tromper de date sur nos correspondances parce qu'on est toujours l'année d'avant à partir de, on est toujours une année en avance, donc pardonnez-moi s'il y a des petits lapsus, là.

Donc on s'attelle à la tâche en deux mille douze (2012) pour deux mille treize (2013), mais si on veut s'atteler à la tâche, il faut le faire correctement. Ce qui m'amène à l'autre élément : si on veut faire une réflexion sur un mécanisme de partage, il faut faire une réflexion sur le taux de rendement du Distributeur, les deux éléments sont liés. Pourquoi? Parce que le rendement déterminé est déconnecté de la réalité des marchés.

Tel qu'il apparaît notamment du graphique 3.1 à HQD-14, Document 1.3, page 12, en fait, le Distributeur a un rendement, si on le compare aux autres, presque famélique et si on veut déterminer des règles sur qu'est-ce qui constitue un rendement excessif ou qu'est-ce qui constitue un rendement

qui mérite partage, bien, il faut partir d'une bonne base. Il faut savoir d'où on part pour savoir où on va et qu'est-ce qu'on fait avec la destination.

Donc ce sont des réalités qui sont incontournables. Le Distributeur est prêt à aller de l'avant avec ces deux réflexions, notamment parce que le cadre réglementaire dont je vous faisais mention au tout début commence à être bien fixé et on est passés au travers, ou on compte terminer les dossiers des IFRS, qui sont des dossiers très importants pour les entités réglementées, ce qui fait en sorte qu'on sera en mesure d'aborder ces deux aspects, ces deux outils, ces deux éléments des dossiers tarifaires qui sont colossaux et qui vont requérir beaucoup de travail au cours de l'année deux mille douze (2012).

Comme je vous disais, ce seront une révision du taux de rendement et une réflexion, qui amènera probablement à un mécanisme de partage, qui s'inscrivent à l'intérieur d'un contexte et ce n'est pas parce qu'il y a eu une année deux mille dix (2010) exceptionnelle qu'on doit chambarder les règles qui sont applicables aujourd'hui et qui ont été fixées au cours des années.

Et à ce titre, on ne doit jamais oublier que le processus réglementaire, comme la décision de la Régie hier nous l'a rappelé, n'est pas désincarné de la réalité opérationnelle et chaque décision qu'on prend a une incidence sur les opérations du Distributeur, a une incidence sur le quotidien des gestionnaires.

Ainsi, l'imposition de nouveaux mécanismes, en l'absence de préavis ou de réflexion, introduit des incertitudes puis des risques qui, à la rigueur, sont inacceptables. Je fais par exemple référence, à titre d'exemple, aux risques liés à la mise à jour du coût de la dette; je vous réfère au témoignage de monsieur Éric Maillé, notes sténographiques du Volume 3, aux pages 213 et suivantes.

Le Distributeur... le Distributeur, en fait Hydro-Québec, pour ses deux entités réglementées, et le Distributeur dans le contexte de ses activités compose avec des règles établies, établit des budgets, prend des positions. Au niveau du coût de la dette, monsieur Maillé vous dira qu'ils prennent des positions à partir d'une réalité, à partir d'une réalité qu'ils connaissent et à partir de règles qui sont instaurées. C'est la raison pour

laquelle il disait qu'on ne peut pas changer les règles une fois la stratégie adoptée puisque sa stratégie, elle est adoptée, ses positions de couverture si on veut, elles sont adoptées à partir de règles qui existent.

Et ce n'est pas à la fin de l'année qu'on devrait changer ces règles puisqu'il a pris des décisions, le Distributeur a pris des décisions, déjà pris des décisions pour l'ensemble de l'année sur la base de ces règles. Ce qui fait en sorte que la modification de ces règles en cours d'année chambarde les décisions qui ont déjà été prises, et entraîne des incertitudes et entraîne de l'inefficacité.

(9 h 26)

Évidemment, il y a une interaction évidente entre le coût de la dette réel et les coûts de dettes des entités réglementées, puisque les activités réglementées, les coûts et les dépenses qui en découlent sont des réalités opérationnelles dont doit tenir compte Hydro-Québec dans son ensemble lorsqu'elle établit ses positions au niveau de la gestion de la dette. Et que l'ensemble de ces règles et les conclusions qui en découlent déterminent ou conditionnent les stratégies qui

seront données. Un changement de règle à la dernière minute n'est pas « fair play » à la rigueur et ne constitue pas un traitement équitable pour le Distributeur.

C'est la même chose lorsqu'on parle d'un compte d'écart provisoire. Parce que, premièrement, il y a le mot « provisoire ». Donc, on parle d'une part d'un changement des règles établies lorsqu'on plonge dans l'établissement de nos tarifs pour deux mille douze (2012) et, en plus, on nous dit que ce changement de règle sera provisoire, donc on n'en connaît pas les détails. Donc qu'est-ce qu'on va mettre dans ce compte provisoire, quels sont les écarts qui seront inscrits? Quelle est l'ampleur? quelle est la durée? Quelles sont les modalités de disposition dont on conviendra et à quel moment en disposera-t-on? On ne le sait pas, c'est provisoire. On déterminera plus tard.

Comment l'entreprise conciliera-t-elle un compte d'écart provisoire dont les modalités n'ont pas été établies avec la fermeture de ses propres livres?

Quel sera le bénéfice d'Hydro-Québec en deux mille douze (2012) si le bénéfice du Distributeur ne peut être déterminé puisqu'il fait

l'objet d'un compte provisoire qui va agir sur son rendement final?

Un ensemble de questions pour lesquelles il n'y a pas de réponse et qui constituerait un traitement inéquitable du Distributeur et de la société dans son ensemble. La société étant Hydro-Québec Distribution dans son ensemble. Bien que ce qui est mauvais pour Hydro-Québec est peut-être mauvais pour la société dans son ensemble aussi. Ça mérite réflexion.

Autre chose sur le compte d'écart provisoire c'est la capacité juridique de la Régie de l'imposer. Il me semble qu'un tel mécanisme ressemble à une fermeture réglementaire, non pas décidée mais qui sera décidée dans l'avenir s'il y a des éléments qui, peut-être, font en sorte que le décideur veuille modifier le rendement. Et ça, je vous soumetts qu'il existait un pouvoir à la Régie pour le faire sous l'ancienne Loi sur la régie du gaz à son article 36 où on disait :

Si la Régie constate après
l'expiration d'une année financière
que le taux de rendement résultant de
l'application des tarifs est plus
élevé que le taux préalablement

déterminé, elle peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une personne, inviter le distributeur en cause à présenter les raisons pour lesquelles le trop-perçu...

Et caetera, et caetera.

Donc, sous l'ancienne Loi il y avait une disposition qui permettait ex post à la Régie de demander des comptes et de rendre une décision rétroactive puisque l'année financière est terminée. Cette disposition n'existe plus. Et l'imposition d'un compte d'écart provisoire sur quelque chose d'aussi gros que le rendement constitue, et en fait on pourrait retirer ce « quelque chose d'aussi gros que le rendement », mais l'imposition d'un compte d'écart provisoire sur le rendement constitue un exercice après les faits, donc constitue à toutes fins pratiques une réglementation rétroactive qui n'est pas définie en plus. Donc, ce pouvoir existait avant, il n'existe plus, et le législateur ne parle pas pour rien dire.

Cela étant dit, ça ne retire pas les pouvoirs de la Régie sur 49 de convenir de modalités de fixation des tarifs. Encore faut-il

que cela soit fait avant les faits dans un contexte où le Distributeur aura pu, et là je tombe sur des arguments d'équité, où le Distributeur aura pu présenter une preuve documentée et faire valoir l'ensemble des arguments sur la modalité envisagée.

9 h 32

Ce qui m'amène un peu à la décision D-2005-34 que je cite au plan, qui découle du dossier tarifaire 3541-2004 pour les tarifs deux mille cinq (2005), qui établit certains des principes d'équité relativement à l'imposition de comptes d'écart. Et là je m'éloigne du compte d'écart provisoire pour parler de tous les comptes d'écart - parce qu'évidemment je vous ai fait un argument plus spécifique sur le compte d'écart provisoire portant sur le rendement - mais les arguments d'équité et les arguments de stabilité et les arguments de cohérence du régime réglementaire s'appliquent tout autant à l'égard des autres comptes d'écart qu'on serait porté à vouloir instaurer sur certains postes budgétaires.

En fait, cette décision a une petite histoire parce que je peux faire deux arguments avec. Il y a donc ces deux paragraphes-là que je ne vous lirai pas, mais ce qui m'apparaît important,

c'est une décision qui... un extrait de la décision qui portait sur le « pass-on » et qui souligne l'importance de faire une analyse de l'ensemble des risques, de tenir compte des circonstances et que lorsqu'on impose un compte d'écart, on doit faire ça dans un contexte de questionnement sur l'analyse des risques et savoir qui doit supporter ces risques et qu'est-ce qui relève du contrôle du Distributeur.

Ici, c'était une décision qui portait sur le « pass-on » qui découlait, premièrement, de considérations juridiques. Le « pass-on » nous avait été refusé la première fois. C'est une décision qui a été portée en révision qui a été révisée, donc renversée, pas sur la question des principes réglementaires, sur la question de la légalité du « pass-on », le « pass-on » découlant de l'obligation du Distributeur de refléter les coûts réels de ses approvisionnements postpatrimoniaux aux termes des articles... en tout cas, un des articles 52... 52.2 qui... un de ces articles fort complexes qui explique la mécanique réglementaire particulière au Distributeur lorsqu'il s'agit d'approvisionnements... en fait, lorsqu'il s'agit d'établir son revenu requis et

notamment avec les précisions relatives aux coûts d'approvisionnement patrimonial, postpatrimonial et les blocs. Donc, je vous épargne de tous les détails.

Mais, toujours est-il que lorsqu'on veut établir un compte d'écart, on doit examiner l'ensemble des éléments et se demander à qui appartient le risque et qui a le contrôle. Lorsqu'il s'agit d'un poste où le Distributeur a un contrôle, où le Distributeur assume les risques et doit assumer les risques parce que ça fait partie de son risque d'affaires, il n'y a pas lieu d'instaurer de comptes d'écart.

Et il faut éviter une analyse opportuniste compte tenu des circonstances qui ferait en sorte qu'on imposerait des comptes d'écart alors qu'il n'y a pas eu de telle analyse qui a été réalisée et, en tout cas, il n'y a certainement pas eu d'analyse du Distributeur sur ces éléments.

Mais, revenons à notre décision puisque je vous ai dit qu'il y avait deux arguments qui découlaient de cette décision. Donc, le premier argument est la cohérence avant ou la cohérence et le respect de l'équité procédurale quant à l'imposition de nouveaux mécanismes comme celui-ci.

Et il y a aussi, dans cette décision, un élément qui m'apparaît important. C'est qu'on a refusé le « pass-on » au Distributeur et on lui a, malgré les propos clairs de la Loi, imposé un risque de quatre-vingt-dix millions (90 M\$) sur ses achats d'électricité postpatrimoniaux.

Ce qui est intéressant parce que ça nous permet de mettre en perspective les débats qu'on a sur les questions d'écart et les débats qu'on a sur qu'est-ce qui constitue un écart, qui doit supporter le risque et jusqu'où ça peut aller et jusqu'où ça peut être acceptable.

Alors, dans ce dossier, l'aléa économique, l'aléa climatique sur les approvisionnements postpatrimoniaux, la Régie et tous les intervenants - parce qu'il n'y a personne qui nous a appuyés dans ce dossier-là - étaient d'accord pour dire que quatre-vingt-dix millions (90 M\$), il n'y a rien là, quatre-vingt-dix millions (90 M\$) dans nos poches ou dans les poches des clients. Personne n'a remis ce quatre-vingt-dix millions (90 M\$) en question et la révision a porté seulement sur les arguments de droit.

Donc, en deux mille cinq (2005), vous inflationnez les dollars là, mais quatre-vingt-

dix millions (90 M\$) à risque pour le Distributeur, ce n'était pas un enjeu.

(9 h 37)

Évidemment, toujours sur les comptes d'écarts, il faut éviter leur prolifération, notamment lorsque ce n'est pas matériel. Et à cet effet, je vous citerais la décision D-2009-096, au paragraphe 28, qui portait sur un projet de plus de dix millions (10 M\$), c'était le projet GE Smallworld, je crois, où la Régie nous a carrément dit qu'il fallait éviter qu'on ait ce type de compte de frais reportés lorsque les sommes n'étaient pas matérielles.

Alors c'est ma citation du jour, « ce qui bon pour pitou est bon pour minou », alors si on n'a pas de compte de frais reportés pour les sommes qui ne sont pas matérielles pour une mise en service en cours d'année qui n'a pas été prévue dans le dossier tarifaire précédent, un compte d'écarts pour des sommes qui ne sont pas matérielles en cours de dossier ne devrait pas non plus avoir lieu.

Et là, cette citation-là, je la dédierai à mon confrère Morel, donc c'est un moraliste, je sais qu'il l'utilisait souvent et, comme vous le

savez, bien il ne l'utilisera plus devant vous, à tout le moins puisque lui aussi prendra sa retraite, donc ce qui me permet d'ouvrir une page personnelle parce que, comme je disais à son party de départ, personnellement, je commence à en avoir marre des départs à la retraite chez Hydro-Québec parce qu'on perd beaucoup de bons éléments et puis... et puis c'est ça. Donc je voulais vous faire part de mes états d'âme, question de humaniser un petit peu tout ce discours; je trouvais que ça manquait un petit peu de... ça manquait de « jokes ».

Donc, où en suis-je? Peut-être que je vais revenir avec une autre citation!

Impact budgétaire des décisions et importance des règles de fixation des tarifs. Alors là, je crois que j'en ai épuisé pas mal sur ce sujet, mais évidemment, il y a deux choses qui méritent une réflexion ici. On a connu une recrudescence des mises à jour du dossier cette année puis, comme vous le savez, c'est toujours quelque chose que l'entreprise réglementée n'apprécie guère; c'est une objection classique, d'ailleurs, lorsqu'on procède à une mise à jour du dossier, sauf quand c'est la Régie, on ne peut pas

s'objecter, là, c'est dommage mais c'est ça.

Donc on a procédé à beaucoup de mises à jour de dossiers sur différents postes; là, je n'y reviendrai pas mais il y a un élément qui m'apparaît important. Lorsqu'on a déterminé, en deux mille deux (2002), que la méthode de réglementation était celle de l'année témoin projetée, on a, il y a eu des, en fait, il y a eu deux dossiers qui sont arrivés à ces conclusions-là, il y a eu un premier dossier pour le Transporteur et il y a eu le dossier du Distributeur aussi.

On est arrivé à ces conclusions-là parce qu'on croyait, la Régie croyait, et les décisions le démontrent, que c'était la meilleure façon de fixer les tarifs, pour différentes raisons. Et il y a une raison qui, sur laquelle j'aimerais revenir, et qui m'apparaît importante de souligner dans un contexte où on procède à plusieurs mises à jour. En fait, c'est un élément pratique puis un élément un petit peu plus théorique.

Mais l'élément pratique, c'est, les dossiers sont longs et sont complexes. Je vous dirais, le jour où la Régie me garantira qu'on peut faire un dossier à l'intérieur de deux mois, nous

n'aurons aucun problème à faire une mise à jour du dossier tarifaire; mais là, à un moment donné, il faut tirer la ligne, la ligne se tire lorsqu'on dépose. Donc on fait des prévisions sur la base du quatre/huit, c'est une règle qui a été entérinée, et on vit avec cette prévision-là, et c'est notre meilleure prévision.

C'est notre vision, huit mois à l'avance, de ce que constituera l'année deux mille douze (2012). Je vais revenir plus en détail sur cet élément, mais lorsqu'on procède à des mises à jour, et qu'on se donne une meilleure idée de ce qu'est deux mille onze (2011), par exemple, ou de ce qu'est, mise à jour, notre vision de deux mille douze (2012), on s'éloigne du processus, on s'éloigne de ce que le Distributeur pense qu'il devra faire.

Et ce qui est important dans le mode provisionnel, ce n'est pas nécessairement le passé, c'est l'avenir, ce n'est pas comment on a fait ça dans le passé, c'est comment on envisage l'avenir et quelles sont les activités qu'on veut faire pour deux mille douze (2012). Et à ce titre, la réalité qu'on envisage peut parfois être très différente de l'historique qu'on a derrière nous. Donc toujours

faire attention, lorsqu'on procède à des mises à jour, de l'utilisation qu'on fait de cette information.

Et un petit mot sur la formule paramétrique, mais je vais y revenir parce que c'est trop intéressant, la formule paramétrique (et là, c'était de l'ironie), ce qui amène en fait à la mise en garde suivante : autant le constat d'écart parfois peu matériel, parfois plus matériel, que la volonté de parfaire le modèle paramétrique ne doit constituer un prétexte pour réduire le coût de service de manière globale.

9 h 43

Parce que chaque décision prise a un impact sur les obligations et les activités du Distributeur et, finalement, sur la qualité du service. D'où la préférence pour le Distributeur pour des éléments de non-reconnaissance de coûts beaucoup plus spécifiques que des éléments généraux.

Prévision de la demande et approvisionnement en électricité. Alors, j'avais prévu faire ma plaidoirie la plus courte, mais c'était une mauvaise prévision de ma part. En fait, on ne le sait pas, il nous reste un petit peu de

temps. Alors prévision de la demande et approvisionnement. Pas beaucoup de choses, pas beaucoup de neuf ici.

Il y a, encore, pendant les audiences publiques, il y a une manchette du cahier Affaires de La Presse qui a attirée mon attention, c'était à la troisième journée des audiences, donc c'était après le témoignage de monsieur Nadeau. Je pense même que c'était au lendemain de son témoignage. Donc le hasard fait bien les choses. C'était le treize (13) décembre. Il y avait trois grandes manchettes que je vous cite.

La première, c'était « Enlissement économique européen et impact au Canada : Déprime sur les marchés boursiers ». Donc, la déprime se continue. Puis je pense que mon confrère de l'AQIC ne retrouvera pas le sourire de si tôt avec son portefeuille de régime d'épargne actions.

La deuxième manchette, c'était « Banque du Canada : Haro sur l'endettement des ménages! » L'endettement des ménages, prévision de mise en chantier, prévision de mise en chantier. Là, j'essaie que ça rentre. Je vais le répéter trois fois. Et trois « Pâtes et papier : Hémorragie ». L'hémorragie reprend. Deux autres fermetures

annoncées. Et, ça, qu'est-ce que ça dit?

Disparition des provisions.

Ce qui m'amène à la justesse des prévisions. Les prévisions ne sont jamais désincarnées de la réalité dans laquelle on opère. Ma première, mon premier élément, une méthodologie étudiée, examinée, approuvée et éprouvée. Quand je regardais mes vieux plans d'argumentation, je pense que je vous ai fait trois fois le même argument, ça fait que je ne vous le referai pas cette année.

Mais un des effets de... ce n'est pas un effet de toge, c'est un effet de complet, parce qu'on ne porte pas la toge à la Régie, mais je citais tous les dossiers où la Régie avait approuvé la méthodologie de prévision de la demande. Je ne le ferai pas cette année. Je vais aller plus rapidement. Mais il y a quand même huit dossiers tarifaires où la Régie a examiné la prévision de la demande. Il y a quatre plans d'approvisionnement. Il y a aussi le dossier sur le Suroît.

Donc, lorsqu'on dit que c'est une méthode qui est approuvée et éprouvée, bien, il y a un historique qui appuie cette prétention. En fait, c'est encore une fois ici qu'on constate que deux mille dix (2010) est une année d'exception puisque

c'est l'exception qui confirme la règle. Là, je pourrais peut-être utiliser une autre expression de maître Morel « If it is looks like a duck, walks like a duck and quacks like a duck, it must be a duck », deux mille dix (2010), c'est une année exceptionnelle, on s'entend, c'est le fameux canard.

Donc, encore une fois, deux mille dix (2010), la seule année, et, ça, je pense que je l'ai abordé en introduction, la seule année où le Distributeur a visé en dessous. Et par ailleurs, qu'est-ce qui découle du dossier dont notamment certaines des mises à jour, c'est que la prévision deux mille onze (2011) se réalisera à peu près dans les balises fixées. Effectivement, le Distributeur démontre qu'il est prudent, mais il n'est pas conservateur. Il vise juste, il fait sa propre prévision. Et la preuve démontre que cette prévision, elle est tout à fait adéquate.

Les provisions génériques, on est revenu là-dessus. Il y a du texte que vous pourrez lire évidemment, mais je ne reviendrai pas longtemps, mais les provisions génériques ne sont pas tombées du ciel du jour au lendemain. Ce sont des outils dont s'est doté le Distributeur à la lumière d'une

constatation scientifique à l'effet que, effectivement, il y avait un biais de constaté dans sa prévision Grandes entreprises, donc un biais statistiquement confirmé. Et c'est la raison pour laquelle il se dote de provisions puisque, avant que les améliorations au modèle puissent se faire sentir, il doit apporter certains ajustements comme celui-ci. Et je fais référence, entre autres, c'est une discussion qui a déjà eu lieu devant la Régie et qui a déjà été, un mécanisme qui a déjà été approuvé. Je fais référence à la décision D-2010-22 au paragraphe 60, entre autres.

Évidemment, ces provisions ne sont pas établies au gré du vent. Encore une fois, vous avez une preuve sur le fait qu'il s'agit de provisions qui sont établies de manière méthodique à l'égard de chacun des marchés dans lesquels elles s'appliquent.

Elles ont permis de réduire l'écart entre la prévision des ventes au secteur industriel, et je fais référence notamment au témoignage de monsieur Nadeau à l'effet que les provisions se sont réalisées en fait tant en deux mille dix (2010), deux mille onze (2011), que deux mille douze (2012) d'après son témoignage. Mais

malheureusement, je n'ai pas la citation. Mais en témoignage, il a confirmé qu'une bonne partie de sa provision deux mille douze (2012) était déjà réalisée notamment à la lumière de fermeture de certaines papetières. Je me demande si ce n'est pas White Birch d'ailleurs.

(9 h 37)

Ce qui m'amène à une petite parenthèse :
les prévision hydriques du client Rio Tinto Alcan.

Il y a eu deux questions à monsieur Marcel-Paul Raymond hier, est-ce qu'il connaissait le processus de prévision des ventes chez le Distributeur, et il a dit oui, c'est écrit dans la preuve, et est-ce qu'il connaît la fréquence à laquelle on procède à des demandes de prévisions chez le client, et il a dit non, et c'est malheureux parce que c'était la question à cent piastres (100 \$) puisque le Distributeur, comme on le sait, est en contact constant avec ses grands clients industriels pour avoir une idée exacte de la prévision de sa charge, et c'est un, et tel qu'il a été démontré notamment dans certains dossiers du Plan, c'est une fréquence hebdomadaire.

Alors, premièrement, le client n'a tout simplement pas intérêt à « gamer » le système,

puisqu'il est en contact constant, il doit nous faire une prévision de sa demande, qui, nous l'imaginons, tient compte de ses capacités hydriques, et l'évolution de ses capacités hydriques puisque celle-ci est faite de manière hebdomadaire.

Ici, évidemment, on confond l'opérationnel avec le tarifaire puisqu'il y a eu un événement exceptionnel sur l'état des réservoirs du client et c'est dans un contexte tarifaire où la prévision est établie en avril pour la fixation des tarifs et que la dégradation des conditions hydriques a fait en sorte qu'il y a eu, si on veut, un jeu dans les prévisions en ce qui était prévu aux fins des tarifs et la réalité qui s'est concrétisée par la suite. Mais cela ne découle pas d'une mauvaise capacité de prévoir ou d'obtenir la bonne information, cela découle du jeu réglementaire.

Ce qui m'amène aux approvisionnements, les transactions financières.

Donc, en mode prévisionnel, le Distributeur prévoit procéder à des transactions financières. Pourquoi? Parce que la vision d'aujourd'hui nous permet d'entrevoir un surplus ou un solde à plus de deux térawattheures (2 TWh) en deux mille vingt-

sept (2027). Je vous fais grâce mais dans la vision du Distributeur, évidemment que Alouette fait partie de la prévision de charge, de cette prévision de cinq cents mégawatts (500 MW), et Alcoa aussi.

Donc je ne vous apprendrai rien, il y a un constat que le solde va être positif substantiellement, deux térawattheures (2 TWh), ce n'est pas négligeable, et ça, ça entraîne la décision de différer. Les surplus doivent être vendus, comment entendons-nous les vendre? Via les transactions financières.

Il y a comme deux éléments : constatation de surplus, donc on ne diffère pas, et une fois qu'on ne diffère pas, on doit disposer de cette énergie supplémentaire et les transactions financières constituent une option tout à fait, en fait, constituent la meilleure option, dans la mesure où elle est basée sur des prix de marché et qu'elle évite les coûts qui sont liés à la revente sur les marchés.

Je vous ferais remarquer que le Distributeur ne possède présentement aucune marge de manoeuvre face à une baisse de la demande. Et c'est la raison pour laquelle l'application de

cette règle est pratique, on constate des surplus, on ne diffère pas, on n'a pas de marge de manoeuvre, donc ça nous prend une règle. Et celle-ci a été examinée et approuvée, et elle fait ses preuves, notamment dans la mesure où le Distributeur ne possède aucune nouvelle marge de manoeuvre sur une baisse, une nouvelle tendance à la baisse des ventes et que l'offre, par ailleurs, peut continuer d'augmenter, comme on l'a vu avec l'ajout du programme d'achat d'électricité pour la biomasse.

Donc pas de marge de manoeuvre par rapport à la baisse, une augmentation de l'offre, et aussi, qu'est-ce qui est apparu du dossier, c'est les conventions d'énergie différée. Elles sont simulées avec huit cents mégawatts (800 MW) de rappel, or on a vu au dossier que pour deux mille douze (2012), tel qu'il est possible contractuellement, ce rappel est limité à quatre cents mégawatts (400 MW). Ce qui fait en sorte qu'on diminue la capacité de... en fait, ce qui démontre qu'il existe un risque où le Distributeur n'aura pas tous les outils qu'il a simulés pour disposer de ces surplus.

Évidemment, je n'apprends rien à personne puisque c'est contractuellement possible, mais on

avait tendance à l'oublier, notamment parce qu'il était simulé à huit cents mégawatts (800 MW) et qu'il est apparu clairement dans le dossier de cette année que ce grand service pouvait être refusé.

9 h 55

Finalement, évidemment, la stratégie, cette stratégie, bien, elle est conforme à la finalité des conventions. Et je ne reviendrai pas là-dessus, mais je fais référence à la décision D-2011-028 au paragraphe 167.

Donc, j'en suis au point 4 « efficience et coût de distribution et du service à la clientèle ». En fait, peu de commentaires, vous voyez les deux points qui débutent cette section de mon plan. Donc, peu de commentaires sinon qu'on en a peu parlé. Et pourtant on est au coeur de l'exercice qui importe au Distributeur. Donc, c'est quoi les objectifs du Distributeur? C'est de contenir la croissance annuelle moyenne des indicateurs sous l'inflation sur la période de cinq ans, tout en conservant globalement le même niveau de qualité.

Or, qu'est-ce qu'on constate sous la période deux mille huit, deux mille douze (2008-

2012)? C'est que six des huit indicateurs affichent une croissance inférieure. Et les deux autres ont une très bonne explication. Donc, on revient à la même thématique. Le système fonctionne, le Distributeur est performant, réussit à maintenir la qualité du service, réussit à contenir ses coûts.

La formule paramétrique. La formule paramétrique! Encore là, je reviens avec des éléments que j'ai abordés ou que j'ai esquissés. Essentiellement, la formule paramétrique, c'est un outil utile au Distributeur. Pourquoi? Parce que ça permet d'établir un niveau de charges huit mois à l'avance, alors que le processus de planification budgétaire n'est pas encore terminé.

C'est une formule qui est simple, évidemment qui s'inspire de modèle de réglementation incitative. C'est un modèle qui est complet, cohérent, qui intègre des éléments comme la croissance des activités et des gains d'efficience. Rien de nouveau, rien qui sort de l'ordinaire. C'est évidemment un modèle qui s'évalue de façon globale. Et la modification d'un paramètre entraîne évidemment, c'est comme si on modifie la formule d'un bord, ça entraîne un certain déséquilibre de l'autre bord.

Mais bon an mal an, c'est un modèle qui permet d'établir un montant de charge approprié compte tenu des obligations du Distributeur. Et, là, je fais référence à mes huit millions (8 M) de citoyens qui sont tous desservis. Donc, c'est un modèle qui permet huit mois à l'avance d'établir le coût de distribution, en fait les charges d'exploitation du Distributeur dans le cadre de ses activités colossales que constitue le service à l'ensemble des trois point huit millions (3,8 M) d'abonnés.

Et encore une fois, lorsqu'on parle d'écarts, plus précisément d'écarts qui portent sur les charges d'exploitation du Distributeur, ça doit être mis en perspective dans le contexte, dans ce contexte-là, d'une grosse business, la préparation de budgets longtemps à l'avance. Donc, évidemment, entre le moment où on dépose le dossier et le moment où la réalité se concrétise, il y a des mouvements. La réalité se précise. Les événements font en sorte qu'il peut y avoir des changements, des enveloppes qui baissent, des enveloppes qui montent.

Par contre, il faut toujours garder en perspective que le modèle est là précisément pour

permettre d'établir des enveloppes globales qui vont évoluer au fil des ans. Donc, l'analyse doit être globale et doit toujours se faire en tenant en compte cette réalité.

Ce qui m'amène à une conclusion que j'ai déjà abordée. Si on a une formule paramétrique, mais qu'on procède par ailleurs à un examen exhaustif des charges, bien, on préfère et de loin que la Régie se prononce directement sur les charges puisqu'elle procède à un examen. Il faut éviter de toujours modifier la formule paramétrique puisqu'elle n'a plus à ce moment-là de... il n'y avait plus de cohérence puisqu'on ne peut plus la suivre d'année après année. Il faut peut-être éviter d'utiliser la formule paramétrique à des fins de non-reconnaissance de coût.

10 h 01

Le plan global en efficacité énergétique. Il y a un élément important évidemment c'est l'application évidemment qui est tributaire d'un dossier, un autre dossier qui est pendant devant la Régie, mais c'est l'application de la règle IAS38 qui aura un impact sur, qui aura potentiellement un impact sur une composante importante du coût de service lié au PGEÉ puisqu'une bonne partie de

celui-ci pourrait se retrouver dans les charges.

Et on a compris de certaines questions de la Régie qu'évidemment à l'époque où c'était concilié à l'intérieur d'un compte de frais reportés les conséquences étaient moins directes puisqu'évidemment bon comme on vous l'a expliqué seulement le treizième mois pouvait avoir... les écarts constatés seulement au treizième mois pouvaient avoir une incidence sur le coût de service dans les années ultérieures.

Évidemment là si ça passe aux charges la nécessité d'avoir des prévisions qui sont fines et précises devient un petit peu plus importante et ce qui m'amène à une question de mise à jour que maître Fortin a posé sur justement ce niveau de charge.

Et j'aimerais peut-être faire une référence à la pièce A-047, vous voyez je commence à apprendre lentement, qui est un document déposé par mon confrère en cours de contre-interrogatoire sur probablement de la preuve qui a été faite dans le dossier sur les IFRS.

Et s'il y avait une crainte quant au niveau de cette charge qui pourrait se retrouver potentiellement dans le dossier tarifaire, je vous

réfère au tableau R.5, R-5.1 de cette pièce A-047 où les données réelles tant deux mille huit (2008) que deux mille neuf (2009) sont au même niveau que le réel qu'on demande en deux mille douze (2012).

Par ailleurs, il va de soi que le cadre financier d'Hydro-Québec intègre directement les effets du passage aux IFRS et que ce sont seules les charges reconnues qui seront dépensées par le Distributeur à cette fin.

Impact tarifaire. Évidemment c'est une préoccupation légitime qu'on a vu ressortir avec plus d'acuité depuis le dossier de l'an dernier. On ne peut pas passer sous silence que c'est un impact qui est quand même fortement conjoncturel, étant donné la hausse des coûts de l'électricité patrimoniale et les faibles coûts évités.

On ne peut pas passer sous silence par ailleurs que le TCTR est toujours positif et démontre que le PGEÉ est toujours rentable pour l'ensemble de la société.

Sur les tests, il y aurait lieu de réitérer la, ma citation sur : ce qui est bon pour pitou est bon pour minou, parce qu'il faut être cohérent, donc si les gigawattheures qui sont inhérents aux opportunistes sont exclus des tests, il n'y a

aucune raison de ne pas exclure les dollars investis par ces mêmes opportunistes et il n'est pas apparu au Distributeur que les règles de la California Public Utility Commission contredisait cette réalité telle que l'affirme Stratégies énergétiques.

Programme industriel, écoutez, la preuve a été assez éloquente. Donc, sur la réintroduction du volet modernisation et de l'importance d'utiliser le coût total comme base de calcul. Probablement que les gens de l'AQCIE reviendront, mais qu'il s'agit d'un appui.

On a obtenu un appui de l'AQCIE qu'il s'agit d'un programme très important pour cette clientèle. Et que s'il s'agit de programme important pour la réalisation de la cible, c'est une approche qui est conforme aux meilleures pratiques.

Alors peut-être que je vais réaliser ma prévision parce que ça va très bien mes affaires en termes d'efficacité à livrer mon plan.

Réseaux autonomes. Bien essentiellement c'est Schefferville qui apparaît à mon plan et c'est la seule chose dont je vais vous parler. On a un critère de puissance à rencontrer qui a été

reconnu tant dans la décision D-2002-169, qui a été reconfirmé dans le dernier plan d'approvisionnement, vous irez au paragraphe 344.

La demande qui est relative à la permanentisation des groupes à Schefferville est basée sur le respect de ce critère de fiabilité, mais aussi basée sur des critères, que j'allais dire, de sécurité publique.

Il n'y a pas lieu de ne pas implanter les normes adéquates à l'égard de ce réseau et je vous réfère notamment au témoignage de monsieur Perron qui a été éloquent sur les risques qu'on pouvait faire courir aux populations qui sont alimentées par la centrale de Menihek en cas notamment de bris soit aux groupes soit au réseau de transport qui fait quarante-deux (42) kilomètres.

10 h 07

Ce qui, je ne peux pas m'empêcher de faire un commentaire, c'est qu'il y en a juste un qui a l'obligation de servir, il y en a juste un qui a l'obligation d'alimenter avec qualité, et si ça ne va pas, il y en a juste un qui est responsable, c'est le Distributeur, ce n'est pas le RNCREQ.

Tarifification. Tarifification... le tarif M, la réforme tarifaire, bien, comme vous le constatez

dans ce qui apparaît au plan, on vous fait un petit rappel sur les objectifs de la réforme, dont l'un des objectifs était de diminuer l'écart entre les niveaux d'intrafinancement. C'est malheureux que monsieur Knecht avait oublié cet aspect-là de la réforme mais il est toujours tout aussi important, donc le Distributeur persiste à croire qu'il va dans le bon sens en ce qui concerne l'application de la réforme au tarif M.

Tarif de transition et tarif de rodage, je vais inverser mon plan, je vais y aller avec le tarif de rodage puis je vais terminer avec le tarif de transition, parce que le tarif de rodage, c'est un peu « plate », le tarif de transition, c'est plus drôle pour un plaideur, donc on va terminer avec quelque chose d'un petit peu plus dynamique.

Tarif de rodage, bien écoutez, je pense que la preuve d'hier a démontré que... pourquoi le Distributeur faisait cet ajustement, justement pour éviter qu'il y ait des clients qui se trouvent trop confortables sur un tarif de rodage qui revient moins cher que l'application du tarif L, alors que les équipements sont rodés. Donc ça, c'est assez clair.

Ensuite de ça, on présente deux mesures

pour y arriver. Il y en a une qui relève un petit peu de la négociation, ou de la décision du Distributeur, mais on s'entend que le Distributeur est expert en livraison d'électricité, n'est pas nécessairement expert en ce qui concerne toute la machinerie qu'il y a chez le client et qui peut devenir difficile pour lui de juger de la nécessité ou non, ou de la pertinence ou non de demeurer sur le tarif de rodage, ce qui fait en sorte que les gens de Tarification vous diront, puis c'est leur job, qu'il n'y a rien de mieux qu'un tarif qui donne l'incitatif au client de ne pas demeurer sur un tarif qui pourrait devenir non seulement un tarif qui permet à des clients d'implanter des nouvelles mesures sans être pénalisés mais qui pourrait devenir un tarif préférentiel.

Donc, à cet égard, je pense que la preuve a été éloquent, notamment en ce qui concerne les Forges de Sorel. Et, par ailleurs, on ne saurait passer sous silence le fait que le tarif L est un tarif souple, que les dispositions actuelles permettent au client de s'ajuster. Alors, voilà.

Maintenant, tarif de transition. Ça, ce qui me... il y a un principe, moi, j'avais un de mes... quand j'étais en pratique privée, il y avait un

avocat avec qui je travaillais qui disait :

« Écoute, tu n'as jamais rien à perdre, si tu ne le demandes pas, la pire chose qui peut t'arriver, c'est qu'on te le refuse. Donc il ne faut jamais hésiter à demander quelque chose, même si c'est... tu sais... tu peux regretter, donc la pire chose qui peut arriver, c'est qu'on te refuse. »

Bien, notre confrère et nos, j'allais dire « nos amis » mais ça fait assez longtemps qu'on se fréquente, nos amis les Grands clients industriels connaissent très bien cette maxime parce que pourquoi ne pas le demander. Donc ils veulent garder un tarif de transition; non seulement on veut garder le tarif de transition mais on est d'accord avec le Distributeur, ce n'est pas à la clientèle de payer pour ça, non, c'est à l'actionnaire de payer pour ça.

Donc on s'entend que le tarif de transition, dans un contexte réglementaire, devient un tarif préférentiel et il n'y a aucune raison pour que le Distributeur absorbe ce risque. Donc le Distributeur demande une application immédiate, et je vous soulignerai qu'il n'y a aucun client présentement sur le tarif de transition, ça fait qu'il n'y a personne qui perd de droits, il n'y a

pas de question de droits transitoires qui s'applique, il n'y a personne sur ce tarif-là.

Un tarif, ce n'est pas un droit acquis. C'est comme n'importe quoi. Et la Régie peut abroger un tarif si elle le juge approprié, et je vous soulignerais le tarif DH de l'an dernier, qui a été abrogé de manière beaucoup plus directe que ne pourrait l'être le tarif de transition puisque le tarif de transition, bien, au moins, les clients savent à quoi s'en tenir et ont l'opportunité de faire leurs demandes.

Mais le tarif DH est disparu du jour au lendemain puis, effectivement, c'est la prérogative de la Régie, si elle juge qu'un tarif n'est plus adéquat, elle peut en demander le retrait. Et ici, je vous soulignerais également qu'au tarif DH, il y avait des clients; ici, il n'y a même pas de clients.

La proposition de l'AQCIE de faire supporter le manque à gagner de ce tarif par l'actionnaire contrevient littéralement tant à l'esprit qu'à la lettre de la LRÉ, puis là, je vous réfère à 52.2, au troisième alinéa, qui est limpide. Bien, « limpide », c'est un bien grand mot parce que quand on lit les cinquante-deux (52), là,

il n'y a jamais rien de limpide, mais pour les avoir... il est limpide aujourd'hui, compte tenu de toute l'interprétation qu'on en a fait.

Mais il y a une situation où le risque est transféré à l'actionnaire, où le risque est transféré au Distributeur, c'est lorsque ce sont des contrats spéciaux. Puis à partir du moment où ce n'est plus un contrat spécial, on tombe un abonné du Distributeur et il n'y a aucune règle qui permet de faire supporter ce risque par l'actionnaire. La seule règle qui permettrait de faire supporter ce risque par l'actionnaire, ce serait si on gaffait.

Hein! Bien non, ça n'arrive pas, c'est le Distributeur! Mais il faudrait qu'il y ait une détermination de la Régie que le Distributeur a pris une décision déraisonnable, entraînant une non-reconnaissance du coût de service. Mais ce n'est pas vrai que l'application d'une disposition des conditions, des Tarifs et conditions va faire en sorte qu'on va assumer le manque à gagner.

(10 h 14)

Et c'est encore moins vrai que la Régie peut rendre une décision déclaratoire là-dessus avant même qu'une situation ne se présente.

Alors, si vous me permettez de jeter un coup d'oeil à mes notes... nous en sommes à la fin, je crois.

Alors, pour terminer, peut-être une considération diverse. Il y a eu plusieurs références à des groupes de travail en deux mille douze (2012), on peut tout de suite vous dire qu'en deux mille douze (2012), on va être trop occupés pour faire des groupes de travail en matière tarifaire. Donc s'il y a des groupes de travail à y avoir à la lumière de l'arrivée des hausses du patrimonial, ça sera en deux mille treize (2013). C'est la position du Distributeur.

Alors le tout respectueusement soumis, Madame la Présidente, une heure et quart, je respecte mes prévisions.

LA PRÉSIDENTE :

Bravo. Cependant, ne quittez pas. Maître Rozon?

Me LOUISE ROZON :

En fait, je pense que vous avez déjà répondu à ma question, Maître Fraser, dans votre dernier commentaire. Peut-être juste avant, je voulais juste souligner que nous aussi, on souffre des départs à la retraite à la Régie, alors je partage avec vous cette tristesse.

Me ÉRIC FRASER :

Ah! bien... je me sens moins seul.

Me LOUISE ROZON :

C'est ça, en fait, vous aviez souligné, dans votre plaidoirie, qu'il n'y avait pas assez de marge de manoeuvre pour aller de l'avant avec la réforme des structures tarifaires.

Me ÉRIC FRASER :

Oui, bien...

Me LOUISE ROZON :

Mais je comprends de vos derniers propos qu'il y a tout de même place à la réflexion, à une réflexion éventuelle mais en deux mille treize (2013)...

Me ÉRIC FRASER :

Oui, définitivement. Définitivement. Le commentaire, ce n'est pas un refus d'aborder la réflexion mais c'est vraiment une question, je me fais le porte-parole de tous les ouvriers du droit réglementaire qui ont déjà un agenda très chargé pour deux mille douze (2012) et qui voient difficilement l'opportunité de pouvoir aborder de tels groupes de travail, qui quand même doivent être faits avec sérieux, puis c'est vraiment une question pratico-pratique, là, pour deux mille douze (2012).

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 56 -

PLAIDOIRIE
HQD
Me Éric Fraser

Me LOUISE ROZON :

Merci beaucoup, merci pour votre plaidoirie.

Me ÉRIC FRASER :

Il n'y a pas de quoi.

LA PRÉSIDENTE :

Je n'ai pas de questions mais, de façon générale, je vais vous inviter, parce que, effectivement, le calendrier 2012 semble déjà se remplir à une vitesse fulgurante alors, de la planification, et de nous aviser de vos planifications, c'est toujours apprécié.

Me ÉRIC FRASER :

On en prend bonne note.

LA PRÉSIDENTE :

Merci beaucoup. Et puis je vous remercie pour votre plaidoirie. Alors il est dix heures dix-sept (10 h 17), on a pris deux minutes sur votre temps en plus, alors maintenant il est dix-heures vingt (10 h 20), on va prendre la pause immédiatement et on va recommencer avec... je vais juste vérifier, ça devrait être l'ACEF de l'Outaouais... oui, alors on va recommencer avec l'ACEF de l'Outaouais à et quarante (10 h 40). Je vous remercie.

PAUSE

10 h 39

Me HÉLÈNE SICARD :

Je m'excuse.

LA PRÉSIDENTE :

Avez-vous besoin d'une chance?

Me HÉLÈNE SICARD :

Deux secondes. J'ai déposé une argumentation écrite. Je voulais juste vous souhaiter un joyeux Noël. Et j'ai remis une copie de l'argumentation à mon confrère. Je n'ai rien à ajouter, j'avais dit peut-être, ou à répondre qui n'est pas déjà dans l'argumentation. Alors je vous demanderais, si vous me permettez, de quitter ou si vous voulez que j'attende au cas où plus tard dans la journée vous auriez des questions sur l'argumentation pour moi. Puisque je présume que vous n'avez pas eu le temps de la lire.

LA PRÉSIDENTE :

Non. Alors, écoutez, non on ne vous retiendra pas. Si jamais il y a des questions, on vous transmettra une lettre.

Me HÉLÈNE SICARD :

Bien, vous êtes bien gentille.

LA PRÉSIDENTE :

On va vous souhaiter un joyeux Noël à vous aussi.

Me HÉLÈNE SICARD :

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 58 -

PLAIDOIRIE
HQD
Me Éric Fraser

À vous aussi.

LA PRÉSIDENTE :

Passez un bon temps des Fêtes. Oui, on va tous en avoir besoin.

Me HÉLÈNE SICARD :

Et on se revoit en janvier. Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Bonjour.

PLAIDOIRIE PAR Me STÉPHANIE LUSSIER :

Alors bonjour, Madame la Présidente, Mesdames les Régisseuses. Stéphanie Lussier pour l'ACEF de l'Outaouais. L'ACEF de l'Outaouais qui a pour mission de protéger, de défendre et de promouvoir les droits individuels et collectifs des consommateurs résidentiels en ayant un souci particulier pour les personnes à faible et moyen revenu.

L'ACEF de l'Outaouais qui constate aussi que, depuis deux mille quatre (2004), les consommateurs doivent assumer des hausses tarifaires de l'ordre de plus de dix-huit pour cent (18 %) et que, dans sa demande initiale, dans sa demande dans le cadre du présent dossier, le Distributeur souhaite qu'on lui accorde une hausse uniforme de un virgule sept pour cent (1,7 %).

Au sujet de l'évolution des coûts de distribution et au sujet du service à la clientèle, le Distributeur annonce que pour deux mille douze (2012) ses coûts de distribution et service à la clientèle augmenteront de cent quarante-huit virgule trois millions de dollars (148,3 M\$), ou quatre virgule huit pour cent (4,8 %) comparativement à ceux approuvés par la Régie pour deux mille onze (2011), atteignant en deux mille douze (2012) un niveau de trois mille deux cent neuf millions de dollars (3 209 M\$).

Dans le dossier tarifaire de deux mille onze (2011), le Distributeur annonçait une augmentation de ses coûts de seulement treize millions de dollars (13 M\$), ou de zéro virgule quatre pour cent (0,4 %), par rapport au montant demandé et autorisé pour deux mille dix (2010).

L'ACEF de l'Outaouais continue d'exprimer, comme elle l'a fait par le passé, ses fortes préoccupations par rapport au découpage des charges d'exploitation en activités de base et éléments spécifiques. Ce découpage semble donner davantage de justification à l'inclusion de plus en plus de dépenses élevées dans les charges d'exploitation. Ces dépenses sont souvent justifiées par leur

caractère spécifique, échappant au contrôle du Distributeur, bien qu'il soit l'initiateur de plusieurs de ces éléments dits spécifiques.

L'intervenante considère que les charges nettes d'exploitation, lesquelles sont ultimement payées par les clients du Distributeur, sont ainsi artificiellement scindées en charges pour activités de base et charges d'éléments spécifiques, seulement pour démontrer un effort fourni par le Distributeur aboutissant à un contrôle de ses coûts à un niveau de croissance plus bas que l'inflation.

Cependant, en réalité il n'en est rien puisque l'augmentation effective et globale des charges nettes d'exploitation en deux mille douze (2012) sera de trois virgule huit pour cent (3,8 %).

Au sujet du référentiel, PCGR ou IFRS. L'ACEF de l'Outaouais a procédé à un effort de réconciliation entre les chiffres présentés dans la preuve du Distributeur. Vous avez la référence au paragraphe 5 du plan d'argumentation que vous avez devant vous.

Cette réconciliation a permis à l'intervenante de faire une comparaison entre les chiffres de deux mille onze (2011) et ceux de deux

mille douze (2012) arrêtés sur le même référentiel comptable.

L'analyse présentée par l'intervenante a fait apparaître certains éléments dont il est question aux pages 8 à 10 du mémoire et que vous retrouverez au paragraphe 6 du plan d'argumentation que vous avez devant vous. Et en se basant uniquement sur ces exemples, l'intervenante s'interroge sur la fiabilité des explications avancées par le Distributeur.

Il est également à noter que ce dernier s'est limité à présenter les données de l'année deux mille douze (2012) selon les deux référentiels sans reprendre son analyse des différentes variations enregistrées sur la base de la comparaison des chiffres des années deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012), arrêtés selon ce même référentiel.

Et donc à défaut d'avoir obtenu une analyse fine des différentes causes de variations des composantes du revenu requis entre deux mille onze (2011) et deux mille douze (2012) établies selon le même référentiel, l'ACEF de l'Outaouais ne peut nullement appuyer la demande du Distributeur d'une augmentation des tarifs permettant de combler les

besoins de revenu additionnel de cent soixante-cinq millions de dollars (165 M\$).

Au sujet des charges d'exploitation regroupées dans la catégorie éléments spécifiques. Dans sa décision D-2011-028 aux paragraphes 318-319, la Régie demande au Distributeur de hausser le seuil minimal à cinq millions de dollars (5 M\$) pour les charges à traiter comme éléments spécifiques. Elle demande également que les montants pour les éléments spécifiques soient mieux justifiés au moment du dépôt de la demande tarifaire.

10 h 45

Le détail de cette demande est retrouvé au paragraphe 9 du plan d'argumentation que vous avez devant vous.

Le Distributeur revient dans le présent dossier avec sa proposition qui consiste à exclure du champ d'application du seuil de cinq millions (5 M\$) de dollars les charges d'exploitation découlant d'un projet de plus de dix millions (10 M\$) de dollars, et ce, sous prétexte que ces charges font partie intégrante du projet. L'intervenante ne partage pas cette justification et recommande le rejet de la proposition du

Distributeur à ce sujet.

Concernant le facteur de croissance des activités du Distributeur. Dans sa décision D-2011-028, la Régie demande au Distributeur de présenter une analyse sur un mode d'établissement plus raffiné du facteur de croissance des activités liées aux nouveaux abonnements.

L'ACEF de l'Outaouais entendait analyser la tendance des coûts futurs supportés par le Distributeur suite aux ajouts de nouveaux abonnés. Dans un objectif d'affiner cette analyse, l'intervenante a demandé au Distributeur une démonstration de la corrélation présumée des coûts par rapport au nombre de clients sur la base des données historiques.

L'ACEF de l'Outaouais est inquiète du fait que le système d'informations comptables du Distributeur ne lui permette pas d'avoir des données et des informations fines sur les coûts fixes et variables à la marge, les charges nettes d'exploitation, le coût total de distribution et le service à la clientèle, en fonction du nombre d'abonnés additionnels, ce qui empêche une analyse fine et profonde de l'impact à court, moyen et long termes de l'augmentation des abonnés sur chacune

des composantes fixes et variables des charges d'exploitation.

L'ACEF de l'Outaouais considère que ce manque de transparence quant au degré de sensibilité des charges nettes d'exploitation à l'augmentation du nombre d'abonnés et sur les économies d'échelle qui peuvent en résulter pourra pénaliser les consommateurs.

C'est pourquoi l'ACEF de l'Outaouais demande à la Régie d'ordonner au Distributeur de présenter, lors du projet dossier tarifaire, une analyse plus fine de ses coûts et de leur variabilité en fonction du nombre d'abonnés à court, à moyen et à long termes.

L'ACEF de l'Outaouais recommande également que la demande ou l'ordonnance concernant le calcul du coût marginal du Distributeur soit maintenue pour le prochain dossier tarifaire, et ce, même en parallèle avec une nouvelle approche basée sur le partage qui serait déposée par le Distributeur.

Pour l'ACEF de l'Outaouais, cette donnée, qui est le coût marginal, demeure très importante et très utile en vue d'assurer un suivi juste et rigoureux de la productivité et de l'efficacité du Distributeur.

Et quant aux variables explicatives du Distributeur, l'ACEF de l'Outaouais continue d'avoir des réserves par rapport au fait de se limiter à l'augmentation du nombre d'abonnés comme inducteur unique et incontournable de ces coûts. L'intervenante est d'avis que le Distributeur doit démontrer rigoureusement la corrélation entre l'augmentation d'électricité livrée, énergie et puissance, et l'accroissement de son niveau d'activités. L'ACEF de l'Outaouais est d'avis qu'une fonction économétrique à deux variables est aussi tout à fait plausible pour le cas à l'étude.

Au sujet de l'efficacité du Distributeur, l'ACEF de l'Outaouais n'est pas convaincue par les objectifs du Distributeur en termes de gains d'efficacité du fait que le Distributeur n'a pas mis en place les procédures et les moyens nécessaires pour la réalisation de ces objectifs, mais aussi du fait que l'objectif de un pour cent (1 %) de gains d'efficacité sur les opérations courantes demeure un objectif faible.

L'ACEF de l'Outaouais constate, de plus, que l'indicateur global « Charge nette d'exploitation par abonnement » affiche une augmentation de deux pour cent (2 %) par rapport à

sa valeur en deux mille onze (2011), pratiquement la même augmentation que l'indicateur « Coût total distribution et service à la clientèle par kilowattheure normalisé ». Ces deux taux calculés sur la période deux mille trois (2003), deux mille douze (2012) dépassent même l'inflation.

Pourtant, en raison de la structure monopolistique du Distributeur, ces indicateurs devraient évoluer à la baisse, traduisant le rendement d'échelle croissant des activités du Distributeur.

En conséquence, l'ACEF de l'Outaouais conclut qu'il n'y a pas, chez le Distributeur, de plan d'efficience structuré au niveau des charges d'exploitation qui optimise l'exploitation du potentiel existant.

L'ACEF de l'Outaouais recommande à la Régie de ne pas retenir la cible de un pour cent (1 %) proposée par le Distributeur, mais de retenir plutôt une cible de un virgule six pour cent (1,6 %) pour deux mille douze (2012), accompagnée d'une ordonnance qui obligera le Distributeur à déposer, lors du prochain dossier tarifaire, un plan détaillé d'exploitation des gains d'efficience dans les coûts d'opération du Distributeur.

Au sujet du potentiel technico-économique d'économie d'énergie du chauffe-eau monobloc, à la lumière de l'étude de l'OPA dont le lien a été indiqué et fourni en Annexe A du mémoire de l'ACEFO à la pièce C-ACEFO-7, l'intervenante maintient sa position concernant le fait que les gains de cette mesure calculés par Technosim n'auraient pas dû être appliqués sur l'ensemble du parc de chauffe-eau au Québec, mais plutôt sur la portion du parc de bâtiments où il est possible d'installer ce système, soit dans des milieux semi-chauffés, tels que des sous-sols non aménagés et dans des garages chauffés à dix-huit (18) degrés Celsius.

10 h 50

D'autre part, les deux études divergent considérablement en ce qui concerne le coût de la mesure. L'étude de Technosim considère un surcoût de trois cent dollars (300 \$) pour les systèmes monobloc et aucun coût pour l'entretien annuel du système, tandis que l'étude de l'OPA considère plutôt un surcoût de près de mille trois cents dollars (1300 \$) plus un coût d'entretien annuel de soixante-dix-huit dollars (78 \$).

Compte tenu du fait que l'économie d'énergie de cette mesure semble avoir été

largement surestimée et que son coût a visiblement été considérablement sous-évalué, l'ACEF de l'Outaouais considère que si cette mesure s'avérait rentable dans certains cas, son potentiel technico-économique d'énergie a été largement surestimé par le Distributeur. Et l'intervenante recommande donc à la Régie qu'il soit demandé au Distributeur de réexaminer cette mesure en fonction de la méthodologie et des paramètres utilisés en Ontario en ce qui concerne les effets croisés. Il est de plus suggéré que le Distributeur effectue des tests en laboratoire pour valider les hypothèses utilisées.

En ce qui concerne les récupérateurs de chaleur des eaux usées, concernant la prise en compte de l'impact en puissance des récupérateurs de chaleur des eaux grises dans les tests de rentabilité, l'ACEF de l'Outaouais est d'avis que le Distributeur n'a pas apprécié cette contribution à sa juste valeur. En effet, ce dernier considère que l'impact en puissance des récupérateurs de chaleur des eaux grises est similaire à toute mesure d'économie d'énergie et il calcule l'impact en puissance de la même façon qu'il le fait pour l'ensemble des programmes.

Or, bien que le coût évité en énergie du récupérateur de chaleur des eaux grises ait été pris en compte pour évaluer sa rentabilité, l'ACEF de l'Outaouais est d'avis qu'à l'instar du programme de chauffe-eau à trois éléments, le coût évité en puissance des récupérateurs de chaleur des eaux grises devrait aussi être pris en considération. Et ce faisant, la rentabilité de cette mesure serait accrue considérablement.

L'ACEF de l'Outaouais considère important que le Distributeur tienne compte de l'impact en puissance de cette mesure dans ses analyses de rentabilité de la même façon qu'il le fait pour le programme de chauffe-eau à trois éléments.

Par ailleurs, l'étude du professeur Bernier déposée dans le présent dossier sous la pièce C-ACEFO-0011 démontre clairement que les gains en puissance des récupérateurs de chaleur des eaux grises sont similaires à ceux des chauffe-eau à trois éléments qui ne produisent aucune économie d'énergie. Conséquemment, la rentabilité des récupérateurs de chaleur des eaux grises devrait être de loin supérieure à celle des chauffe-eau à trois éléments.

De plus, l'ACEF de l'Outaouais déplore le

fait que la stratégie promotionnelle du Distributeur pour ce programme consiste à calibrer l'aide financière octroyée sur une installation standard sans se préoccuper du type de configuration utilisée. Il s'agit, selon l'intervenante, d'une première faille dans la démarche promotionnelle du Distributeur pour ce programme.

Quant à une deuxième faille, elle se situe dans le fait que l'aide financière serait acheminée directement aux plombiers qui feront l'installation de ces systèmes alors que ces derniers n'ont pas nécessairement d'incitatifs à configurer le système de la façon la plus efficace.

En conséquence, l'ACEF de l'Outaouais recommande à la Régie, d'une part, qu'elle ordonne au Distributeur de faire preuve d'autant de rigueur avec le programme de récupérateurs de chaleur des eaux grises dans le cadre de sa collaboration avec la Corporation des maîtres mécaniciens des tuyauteries du Québec que ce qui a été fait dans le cadre du programme de géothermie avec la Coalition canadienne de l'énergie géothermique qui requiert la formation et l'accréditation des installateurs, et la certification des systèmes installés.

Et, d'autre part, l'ACEF de l'Outaouais recommande que l'aide financière versée aux plombiers varie en fonction de la configuration de l'installation de ces systèmes.

Enfin, au sujet de la géothermie résidentielle, l'intervenante est d'avis qu'un taux d'opportunité de soixante pour cent (60 %) dans la nouvelle construction résidentielle signifie que l'aide financière accordée représente davantage une récompense qu'un incitatif puisque plus de la moitié des participants auraient privilégié la géothermie même sans intervention du Distributeur.

Selon l'intervenante, cette situation va à l'encontre de la logique économique et contribue inutilement à augmenter la pression sur les tarifs des clients résidentiels. En conséquence, l'ACEF de l'Outaouais recommande à la Régie de rejeter la demande du Distributeur à ce sujet.

En conclusion et suite à la synthèse des positions de l'ACEF de l'Outaouais que nous venons de vous présenter, nous demandons respectueusement à la Régie de prendre en considération et de mettre en application les commentaires et les recommandations formulés par l'intervenante dans le cadre du présent dossier. Et le tout vous est

respectueusement soumis.

LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie, Maître Lussier. Maître Falardeau, avez-vous des plaidoiries?

10 h 55

PLAIDOIRIE PAR Me DENIS FALARDEAU :

Madame la Présidente, Mesdames les Régisseurs.

Denis Falardeau pour l'ACEF de Québec. Pendant la distribution des copies de la plaidoirie, je voudrais vous souligner deux remarques.

Premièrement, n'ayez pas peur, il y a beaucoup de pages, mais comme vous pouvez le constater, c'est quand même assez léger là, ça fonctionne par blocs. Donc, à mon avis, nous allons entrer dans le trente (30) minutes qui est prévu.

Deuxième remarque, nous sommes conscients que parmi les recommandations que nous avons, certaines ne sont pas applicables dans le présent dossier. Par conséquent, il faut les lire en fonction d'un dossier futur. Ceci étant dit, je pense que vous l'avez remarqué, j'ai un petit peu mal à la gorge. Allons-y.

Concernant les performances du Distributeur, indicateur d'efficience en lien avec les investissements, au premier chapitre, c'est-à-

dire le contrôle des charges d'investissements, le Distributeur n'a pas l'intention d'intégrer, à son plan d'efficience, le contrôle des coûts d'investissements. Le Distributeur préfère suivre ses dépenses en investissements via d'autres indicateurs. Et on fait référence à notre preuve, à sa page 4, et aussi au document HQD-7, Document 2, au tableau 1.

Selon le Distributeur, l'accent doit être mis sur ses initiatives ayant pour effet de réduire les charges d'exploitation car ce sont les charges d'exploitation qui font l'objet de la formule paramétrique. Pourtant, les coûts associés aux capitaux, incluant les dépenses d'entretien et réparation, représentent environ cinquante pour cent (50 %) des coûts de service propres au Distributeur.

Rappelons que les gains associés aux investissements des projets OSC et LAD dans la présente demande, se limitent aux réductions de charges qui suivront leur implantation. Selon notre analyse, la présentation d'indicateurs de suivi des investissements ne suffit pas à garantir la minimisation des coûts d'investissements. Ce qui nous amène la recommandation suivante : modifier la

formule paramétrique pour inclure la réduction des coûts de capitaux résultant des objectifs de contrôle des charges d'investissements ou fixer des objectifs précis de réduction de coûts.

Concernant l'objectif de gain d'efficacité, le Distributeur déclare avoir deux approches possibles en termes de gain d'efficacité : la réglementaire avec l'objectif de réduction de charges de un pour cent (1 %) intégré dans la formule paramétrique auquel s'ajoutent les réductions de charges d'exploitation apportées par les projets d'investissements une fois complétés; et l'approche interne qui consiste, elle, à absorber, par ses actions courantes et tous ses projets d'ensemble de l'inflation et de l'augmentation de la masse salariale de ses employés. Et là on fait référence aux notes sténos du neuf (9) décembre, aux pages 58 à 60.

Les réductions de dépenses mandatées par la Régie, on parle de vingt et un millions (21 M\$) pour deux mille onze (2011), peuvent être qualifiées de gains d'efficacité. Ces gains sont récurrents en totalité et ne peuvent se substituer aux gains d'efficacité décidés par le Distributeur, c'est-à-dire un pour cent (1 %) ou dix virgule neuf

millions (10,9 M\$) en deux mille douze (2012). Par conséquent, le potentiel de gains d'efficience peut dépasser le un pour cent (1 %) retenu comme objectif par le Distributeur.

La Régie doit favoriser des mesures ou mécanismes incitatifs qui visent à améliorer la performance du Distributeur. Elle doit ainsi s'assurer que le Distributeur livre tous les gains d'efficience qu'il peut accomplir à l'interne.

Recommandation : que la Régie applique la proposition de l'ACEF de l'Outaouais d'exiger du Distributeur qu'il présente, pour le prochain dossier, une analyse plus fine de ses coûts et de leur variabilité en fonction du nombre d'abonnés à court, moyen et long termes.

Le Distributeur n'a pas anticipé dans ses budgets les gains d'efficience des services corporatifs pour deux mille dix (2010) - et là on fait référence aux notes sténos du douze (12) décembre, à sa page 171 - ni les gains d'efficience réalisés par la mise en place du nouveau modèle d'affaires. Et là on fait référence aux notes sténos du douze (12) décembre, aux pages 177 à 180.

Le Distributeur peut réaliser plus que le un pour cent (1 %) de gains d'efficience utilisé

dans la formule paramétrique. D'ailleurs, la description des gains d'efficience possibles avec les réductions de charges proposées via les objectifs corporatifs, le démontre. Et on en veut pour preuve le document HQD-7, Doc 3, aux pages 25 et 26 et les notes sténos du neuf (9) décembre, aux pages 62 et 63.

Ce qui nous amène la recommandation suivante : que la Régie exige du Distributeur qu'il dépose un plan de gains d'efficience à moyen et long termes incluant les objectifs de réduction des coûts d'investissements, comme le fait déjà le Transporteur; que le Distributeur rehausse son objectif de gains d'efficience à deux virgule cinq pour cent (2,5 %), soit la moyenne entre le deux et trois pour cent (2 %-3 %) indiqués par celui-ci, et ceci par rapport au un pour cent (1 %) actuel - et on fait référence aux notes sténos du neuf (9) décembre, à sa page 60 - que les gains d'efficience des services partagés et corporatifs soient mieux précisés et planifiés à moyen et long termes.

11 h 01

Le gouvernement requiert d'Hydro-Québec une réduction de ses dépenses et une hausse de sa productivité de vingt-cinq millions (25 M\$) en deux

mille dix, deux mille onze (2010-2011) et de deux cent cinquante millions (250 M\$) d'ici deux mille treize, deux mille quatorze (2013-2014).

Le Distributeur nous assure que les mesures mises en place pour réaliser cet effort n'auront aucun impact sur le prix des produits vendus ou des services offerts aux consommateurs. Pour ce faire, nous comprenons que la hausse de profitabilité doit provenir de la réduction des coûts d'Hydro-Québec et des gains de productivité sans hausse de prix.

Pourtant, les frais corporatifs augmentent de deux mille dix (2010) à deux mille onze (2011) de trente et un virgule quatre millions (31,4 M\$) à trente-neuf millions (39 M\$) pour le Distributeur, et ceci autorisé par la décision D-2011-028, par rapport à trente-six virgule neuf millions (36,9 M\$) année de base deux mille onze (2011) et trente-sept virgule cinq millions (37,5 M\$) pour deux mille douze (2012).

Puisque la Loi 100 s'applique au Distributeur notamment dans la réduction de ses charges administratives. Recommandation : Que la Régie impose un gel des frais corporatifs idéalement au niveau de deux mille dix (2010) ou à tout le moins au niveau de deux mille onze (2011),

année de base, en retranchant les gains d'efficience, par exemple deux virgule cinq pour cent (2,5 %) des charges d'exploitation associés aux services corporatifs, du montant des charges de deux mille onze (2011).

Concernant les indicateurs de qualité de service. Le Distributeur indique une légère dégradation du taux de satisfaction de la clientèle, une hausse de l'IC et une hausse du délai moyen de réponse téléphonique au résidentiel. Le Distributeur attribue la dégradation de l'indice de continuité à des événements climatiques majeurs. On fait référence, entre autres, à HQD-16, Doc.1 à la page 6, et aux notes sténos du neuf (9) décembre à la page 28.

L'analyse de l'évolution du délai moyen de branchement devrait tenir compte du nombre de demandes de raccordements. Une réduction du nombre de branchements pouvant entraîner une réduction du délai de raccordement sans que cela ne résulte d'une amélioration de la performance du Distributeur. Et on fait référence à notre preuve aux pages 5 et 6.

Selon nous, le délai d'attente d'une réponse téléphonique devrait tenir compte du délai

pour retourner un appel suite à un message laissé sur le système de Réponse Vocale interactive. Ce qui nous amène la recommandation : Que la Régie tienne compte des indicateurs de qualité de service dans l'évaluation du rendement autorisé et du partage des profits excédentaires. Et le tout, bien, en conformité avec 49.4 de la Loi.

En ce qui concerne le balisage, le Distributeur mentionne ne pas y participer à chaque année tout en précisant qu'on ne retrouve plus aujourd'hui, et ce, depuis quelques années, le même niveau de participation qui caractérisait les exercices de balisage tenus de deux mille trois (2003) à deux mille six (2006).

Selon nous, même s'il y a quelques entreprises de même taille que le Distributeur qui participent au balisage, si ce nombre et la composition des participants varient, l'échantillonnage automatiquement ne sera pas stable et la comparabilité des résultats d'une année à l'autre en sera affectée. Ce qui nous amène la recommandation suivante : Pour assurer une meilleure représentativité et stabilité de l'échantillon, que la Régie demande au Distributeur de participer à chaque année aux exercices de

balisage.

Concernant le titre « Prévisions économiques/ énergétiques, besoins et coûts d'approvisionnements ». Premièrement, au chapitre « prévisions économiques et énergétiques ». Les données récentes de Statistique Canada indiquent que le taux d'inflation réelle, au Québec et au Canada, pour deux mille onze (2011) devrait dépasser le deux virgule deux pour cent (2,2 %) prévu par le Distributeur.

De même pour deux mille douze (2012), la hausse du taux de TVQ de un pour cent (1 %) exercera des pressions à la hausse sur le taux d'inflation au Québec par un facteur d'au moins zéro virgule six pour cent (0,6 %), ce qui risque, selon nous, de produire une inflation dépassant deux pour cent (2 %), tel que d'ailleurs prévu par le Distributeur. Et ceci en référence à notre preuve à la page 7.

Nous croyons toujours préférable d'utiliser le taux d'inflation pour le Québec, qui correspond, selon nous, au marché de référence du Distributeur au lieu d'un taux canadien.

Le Distributeur indique qu'il utilise des provisions uniquement pour les grands secteurs

industriels -nous faisons référence, entre autres, à HQD-14, Doc.1.1, réponse 1.7- et qu'il soustrait à cent pour cent (100 %) des prévisions de base et, là, on fait référence à HQD-14, Doc.3, page 10 dans le haut de la page. Ces prévisions tiennent compte des risques de fermeture, de retard dans l'implantation de nouvelles usines, et caetera, font suite au constat de biais de surestimation statistiquement significatif pour le secteur industriel.

Il n'est pas clair cependant comment les provisions sont établies et ajustées. La possibilité d'évaluation selon un certain arbitraire ou avec une marge discrétionnaire importe est présente. Ce qui nous amène les recommandations suivantes : Que la Régie demande au Distributeur de fournir des modèles prévisionnels de demande d'électricité mieux expliqués et justifiés; que la Régie demande au Distributeur de mieux justifier les valeurs de provisions qu'il retient pour le secteur industriel et qu'il démontre qu'il n'y a pas de biais prévisionnel pour le secteur résidentiel et le secteur commercial et institutionnel.

11 h 07

Concernant le chapitre des besoins et coûts des approvisionnements et coûts marginaux. Les coûts associés à l'interruption de la centrale TCE pour deux mille douze (2012) sont d'environ cent soixante-dix millions (170 M\$). Et là nous faisons référence à notre preuve aux pages 19 et 20.

D'autres coûts s'ajoutent aussi pour la disposition des surplus pour deux mille douze (2012) : conventions financières avec le Producteur pour ne pas différer l'énergie du contrat de base, revente sur les marchés à prix inférieur au prix des contrats postpatrimoniaux, revente des surplus du compte de modulation à prix inférieur au prix des contrats postpatrimoniaux assujettis à l'entente de modulation, etc., etc.

Ces coûts ne peuvent être envisagés malgré l'EDM. C'est pourquoi de nouvelles approches devraient être développées pour réduire les coûts pour disposer des surplus d'approvisionnement.

Recommandation : Que la Régie demande au Distributeur qu'il développe et évalue de nouveaux moyens pour réduire ses coûts, par exemple entente de stockage, résiliation du contrat avec TCE, etc.

Les nouveaux approvisionnements éoliens

sont plus chers que les approvisionnements patrimoniaux. Le total de ces nouveaux approvisionnements font une facture de cent trente-deux millions (132 M\$) de plus pour le Distributeur en deux mille douze (2012). De deux mille treize (2013) à deux mille quinze (2015) il y aura de nouveaux approvisionnements éoliens. La possibilité de subir un impact tarifaire pour l'ajout de nouveaux apports est à craindre. Et nous faisons en référence la note sténo du neuf (9) décembre à sa page 45.

Donc à partir de deux mille quatorze (2014), les impacts sur les tarifs des approvisionnements postpatrimoniaux s'ajouteront à l'impact sur les tarifs de la hausse du tarif patrimonial.

Recommandation : Que la Régie demande au Distributeur de développer des indicateurs pour comparer le coût des approvisionnements de long terme.

Au chapitre de l'évolution des coûts de service et du profit du Distributeur, plus particulièrement à la rubrique mauvaises créances, montants en souffrance et interruptions de services.

Les mauvaises créances nous apparaissent sous-estimées pour deux mille douze (2012), on parle de soixante-seize millions (76 M\$) et deux mille onze (2011) quatre-vingt-deux millions (82 M\$) et ceci si on extrapole par rapport à la base de soixante et un millions (61 M\$) qui est déjà cumulés au trente et un (31) septembre deux mille onze (2011). Et là nous faisons comme référence notre preuve à sa page 9.

Recommandation : Que la Régie demande au Distributeur d'améliorer son modèle de prévision des mauvaises créances, en tenant compte de certaines variables macroéconomiques telles que le taux d'endettement des ménages, le taux de faillite et le taux de chômage, etc.

Le nombre d'interruptions de services chez le Distributeur est passé de dix-huit mille six cent quarante et un (18 641) en deux mille neuf (2009) à trente-six mille dix (36 010) en deux mille dix (2010) et à plus de quarante-six mille (46 000) en deux mille onze (2011), à notre preuve à sa page 10.

Les interruptions touchent un nombre significatif de ménages à faibles revenus et nous donnons en référence HQD-14, Document 3, la réponse

31.b. On parle de quatre mille cinq cent trente-sept (4537) en deux mille dix (2010) et de quatre mille neuf cent dix-neuf (4919) en deux mille onze (2011) et ceci en date du trente (30) septembre deux mille onze (2011) ou plus de cinq mille cinq cents (5500) pour deux mille onze (2011) si on extrapole à partir de ce chiffre de septembre.

Nous considérons toutefois que le nombre d'interruptions chez les ménages à faibles revenus fourni par le Distributeur est sous-estimé. Selon nous, environ trente pour cent (30 %) des ménages interrompus devraient être des ménages à faibles revenus, soit près de quatorze mille (14 000) en deux mille onze (2011). Et nous donnons en référence notre preuve à sa page 10.

Le Distributeur doit tenir compte de la capacité de payer des clients résidentiels en retard de paiement tel que prévu par le Protocole d'engagement en matière de recouvrement, et ceci dans la décision D-2002-261, tiré du dossier R-3439-2000.

De plus, l'atteinte des objectifs visés par le programme MFR accuse un retard tel qu'en fait état la preuve de l'analyste de l'Union des consommateurs.

Recommandation : La Régie doit demander au Distributeur un redressement de la situation et prioriser la livraison de budgets et services prévus pour les ménages à faibles revenus, incluant les programmes en efficacité énergétique visant les MFR.

Au chapitre du rendement sur les avoirs propres et fermeture réglementaire. Le Distributeur est susceptible de générer plus de profit que ce qui a été prévu dans les situations de croissance plus faible que prévue, comme par exemple en deux mille neuf (2009) ou dans des situations de croissance plus forte comme celle prévue en deux mille dix (2010). Nous faisons référence à notre preuve aux pages 10 à 12 et à la pièce 18 déposée lors de la présentation de notre preuve.

Avec l'expérience réglementaire du Distributeur, la situation de profit excédentaire risque donc de se reproduire.

Recommandation : Un mécanisme de partage devrait être développé à l'intérieur d'une procédure de fermeture réglementaire.

Au chapitre autres éléments de dépenses. L'impact du recours à la main-d'oeuvre temporaire et au rajeunissement des effectifs est un élément à

considérer. D'ailleurs, le Distributeur a déjà fait l'exercice à la demande de la Régie et là nous faisons référence au dossier R-3708-2009, au document HQD-13, Document 1, réponse 36.1 à sa page 75.

(11 h 12)

Nos recommandations : Que la Régie demande au Distributeur d'estimer, en mode prévisionnel et ex post, l'impact du recours à la main-d'oeuvre temporaire et au rajeunissement de ses effectifs.

Il n'est pas justifié de faire une exception relativement au seuil minimal de cinq millions (5 M\$) pour les charges d'exploitation associées aux projets majeurs de plus de dix millions (10 M\$).

Recommandations : Que la Régie rejette la proposition du Distributeur de faire une exception relativement au seuil minimal de cinq millions (5 M\$) pour les charges d'exploitation associées aux projets majeurs de plus de dix millions (10 M\$). Et là on donne en référence le document HQD-7, Document 1 à sa page 9.

Le coût des pannes majeures est en hausse pour deux mille onze (2011). On parle de vingt et un millions (21 M\$). Il en est de même pour les

pannes non majeures. Et nous donnons en référence les notes sténo du douze (12) décembre deux mille onze (2011) aux pages 191 et 192.

De plus, l'année deux mille onze (2011) a été atypique par rapport à ce qu'on observe dans l'historique. On peut noter quarante pour cent (40 %) de plus d'événements de caractère météorologique.

Recommandation : Que la Régie demande au Distributeur de justifier les budgets associés aux pannes, majeures ou non, et de démontrer si le réchauffement climatique créera plus d'événements climatiques dans le futur avec plus de dépenses associées à ces pannes.

Des changements de durée de vie pour les actifs des réseaux autonomes et du réseau intégré ont été appliqués par le Distributeur, et cela dès deux mille dix (2010). Selon le HQD-14, Document 3 à sa réponse 21. Et cela avant que la Régie n'ait approuvé ces dits changements.

Par exemple, la Régie a autorisé le changement de durée de vie des poteaux à partir de deux mille onze (2011) seulement. Et on donne en référence HQD-14, Document 1.1 à la demande D-65.1. Alors que le Distributeur a appliqué partiellement

ces changements à partir de deux mille dix (2010).

Le Distributeur doit se conformer à l'exigence réglementaire d'obtenir l'autorisation de la Régie avant de procéder aux révisions de durée de vie et d'ajuster en conséquence la charge d'amortissement et le revenu requis.

Recommandation : Dans le respect de la juridiction de la Régie en matière de règles comptables, et là on fait référence à 32, paragraphe 3.1 de la Loi, nous demandons que les clientèles soient compensées de tout amortissement et rendement sur la base tarifaire payée en trop, dans les revenus requis autorisés, du fait que le Distributeur en augmentant les durées de vie de ses équipements se trouve en quelque sorte à réduire la dépense d'amortissement effective alors que les clientèles continuent déjà à payer les charges d'amortissement basées sur justement les anciennes estimations de durées de vie.

Les dépenses en retraits d'actifs trop élevées relativement à l'historique de ces dépenses, les revenus pour la revente de surplus d'actifs et la revente de métaux par exemple nous apparaît sous-estimés. De même, nous considérons que les retraits d'actifs associés au projet LAD,

on parle de dix millions (10 M\$), et au projet OSC, c'est-à-dire dix millions (10 M\$) aussi, devraient avoir un impact à la baisse sur les autres retraits d'actifs. Et on fait référence à notre preuve à la page 16.

Recommandation : Que la Régie applique la proposition de l'Union des consommateurs de réduire ses dépenses pour deux mille douze (2012). Nous appuyons la proposition de l'Union des consommateurs de réduire ces dépenses pour deux mille douze (2012), et ceci de quinze millions (15 M\$).

Historiquement, le Distributeur a sous-estimé les revenus autres que les ventes d'électricité d'environ quinze millions (15 M\$) en moyenne, et ceci, de deux mille quatre (2004) à deux mille onze (2011). En référence notre preuve aux pages 17 à 19.

Recommandation : Que la Régie accroisse la prévision des revenus autres de quinze millions (15 M\$) pour deux mille douze (2012) et que la Régie requiert du Distributeur qu'il développe un modèle de prévision pour ses autres revenus qui tient compte de l'historique des revenus autres, de l'inflation des charges associées et du niveau

d'activités prévisibles des clients requérant ses services. Et nous donnons en référence notre preuve aux pages 17 à 19.

11 h 17

Au chapitre « Modalités de disposition des comptes », plus particulièrement à la rubrique « Modalités de disposition du compte d'écarts du coût de retraite », c'est-à-dire le document HQD-3, Doc. 3. Recommandation :

Nous proposons que soit réglé en une seule étape le solde du compte d'écarts de frais de retraite.

Et nous donnons en référence notre preuve aux pages 21 et 22, et la décision D-2011-028 à sa page 41. Et ceci soit d'attendre que le coût réel de l'année de base une fois qu'elle soit connue, alors nous allons passer alors à l'année historique, ou soit d'attendre après décembre, ce qui permettra de limiter les frais financiers associés au maintien du solde dans le compte d'écarts et réduire la variabilité de la charge de retraite.

À la rubrique « Traitement réglementaire des coûts des projets supérieurs à 10 M\$ et non autorisés », c'est-à-dire le document HQD-3, Doc.3. Recommandation, et c'est en référence à la preuve

de l'ACEF aux pages 22 et 23 :

Pour les cas où un projet n'est pas autorisé avant le dépôt de la requête tarifaire, que soit placée dans un compte hors base la valeur des mises en service et des frais d'exploitation et de mise en exploitation, sans ajouter au préalable les dépenses associées dans le revenu requis de l'année témoin projetée et sans anticiper non plus sur la date et la décision de la Régie sur l'autorisation d'un projet d'investissement.

Ainsi, la Régie aura le soin de décider, au moment de la décision tarifaire, de l'intégration ou non de ces dépenses dans le revenu requis de l'année témoin projetée.

Au chapitre « Stratégie tarifaire, les hausses tarifaires et l'impact des hausses tarifaires », à la rubrique « Stratégie tarifaire et hausse des tarifs ». De deux mille trois (2003) à deux mille douze (2012), les consommateurs résidentiels auront subi des hausses de tarif d'électricité totalisant vingt virgule un pour cent (20,1 %) contre une inflation au Québec de dix-sept virgule cinq (17,5 %).

Le Distributeur maintient en deux mille douze (2012) sa stratégie de hausser plus fortement le prix de la deuxième tranche d'énergie, on parle de deux virgule cinq pour cent (2,5 %) de la hausse, que le prix de la première tranche, c'est-à-dire un virgule un pour cent (1,1 %). Et nous donnons en référence notre preuve aux pages 23 et 24.

Il y a un déséquilibre croissant entre le prix d'énergie et son coût marginal correspondant, entre la première et la deuxième tranche d'énergie, et ceci consécutives à l'application de la stratégie tarifaire du Distributeur à long terme. L'utilisation du prix du deuxième appel d'offres éolien comme prix référence pour la fourniture de transport et l'utilisation d'un coût marginal en puissance de quarante dollars du kilowattheure hiver (40 \$/kWh) à partir de deux mille quinze (2015) ne constituent pas, selon nous, de bons référentiels. Et nous donnons en référence notre preuve aux pages 23 et 24. Recommandation :

Que la Régie applique des hausses de prix d'énergie au tarif D uniformes, à tout le moins des hausses moins prononcées pour le deuxième prix d'énergie.

À la rubrique « Impacts des hausses tarifaires ».

L'approche retenue par le Distributeur pour l'évaluation des impacts des hausses tarifaires par décile de revenu est, selon nous, inadéquate car elle ne respecte pas la définition de ménages et de personnes à faible revenu qui doit tenir compte de la taille du ménage. Et nous donnons en référence le document HQD-12, Doc.2, aux pages 15 à 18 et notre preuve la pièce 14.

À partir des données de l'enquête deux mille dix (2010) sur la consommation d'électricité des ménages québécois du Distributeur, on peut constater que l'impact relatif des hausses tarifaires de deux mille quatre (2004) à deux mille douze (2012) croît avec la taille du ménage. Les ménages et les familles plus nombreuses ont été fortement affectés par la stratégie tarifaire du Distributeur. Et nous donnons en référence notre preuve aux pages 27 à 29 et la page 36.

Recommandation :

Que la Régie évalue si la stratégie tarifaire d'Hydro-Québec est socialement souhaitable.

À la rubrique « Recalibrage du tarif DT et stratégies tarifaire et commerciale ». La stratégie

proposée par le Distributeur en regard du tarif DT est de rééquilibrer en une seule année le tarif DT pour tenir compte du recalibrage occasionné par le changement de normale climatique puis d'appliquer la hausse pour deux mille douze (2012) et ce en ne haussant que le tarif de pointe du DT.

Le Distributeur n'a pas présenté la distribution des impacts du recalibrage du tarif DT en une seule année. Recommandation :

Que la Régie étale sur trois ans le recalibrage pour tenir compte de la nouvelle normale climatique du DT, ceci à l'instar de la recommandation de l'expert Co Pham de l'Union des consommateurs.

À la rubrique « Changements aux conditions de service touchant les compteurs croisés ». La détection du problème de compteurs croisés relève de la responsabilité première des propriétaires.

La clientèle en général ne devrait pas assumer les pertes associées au processus de compensation des locataires lésés et le Distributeur devrait tenter de récupérer du locataire avantagé le maximum qu'il peut. Par contre, nous considérons que la récupération des sommes auprès du locataire avantagé ne doit pas

mettre en péril sa situation financière,
considérant qu'il n'est pas habituellement
responsable du problème. Recommandation :

Qu'à l'égard du Distributeur, que le
propriétaire d'un immeuble locatif soit
présumé responsable des conséquences du
croisement des compteurs;

Qu'il y ait une limite à la rétroactivité
d'une dette produite suite à la découverte
d'un croisement de compteur.

11 h 24

Finalement, concernant les hausses tarifaires qui
selon nous sont considérées justifiées et
équitables par l'ACEF pour deux mille douze (2012).
Le Distributeur nous indique que la révision du
taux de rendement sur les capitaux propres, sur la
base des taux d'intérêts ayant cours en début de
décembre deux mille onze (2011), conduirait à une
hausse de zéro virgule huit pour cent (9,8 %) pour
deux mille douze (2012) au lieu de un virgule sept
pour cent (1,7 %) - et ceci en référence là aux
notes sténos du neuf (9) décembre aux pages 38 à
40.

Selon le Distributeur, cela donne une
occasion d'amortir le solde de l'ATPC/PTPC des

régimes de retraite sur cinq ans au lieu de douze (12) ans et ainsi faire économiser cent quatre-vingt-sept millions (187 M\$) de frais financiers, mais ceci en occasionnant une hausse de tarifs de un virgule six pour cent (1,6 %) en deux mille douze (2012).

Or, la période d'amortissement du solde ATPC/PTPC sera décidée dans le dossier R-3768-2011 et ce n'est, selon nous, que dans ce dossier que le Distributeur doit proposer une réduction de la période d'amortissement, et ceci, s'il le désire.

La hausse tarifaire de un virgule sept pour cent (1,7 %) en deux mille douze (2012) générera des revenus accrus de cent soixante-cinq millions (165 M\$), alors qu'une hausse de zéro virgule huit pour cent (0,8 %) impliquerait plutôt des revenus additionnels de soixante-dix-sept virgule soixante-cinq millions (77,65 M\$).

Nous considérons comme non justifié un total de soixante-treize virgule soixante-cinq millions (73,65 M\$) en dépenses et manques de revenus tel que demandé par le Distributeur pour deux mille douze (2012). Ce retrait de soixante-treize virgule soixante-cinq millions (73,65 M\$) conduirait à une hausse tarifaire de zéro virgule

zéro quatre pour cent (0,04 %).

Et notre analyste décline toute la série là de - comment dire - d'éléments qui pourraient être récupérés là pour avoir une hausse tarifaire plus avantageuse. Entre autres, les gains d'efficience de deux virgule cinq pour cent (2,5 %) des CNE, c'est-à-dire vingt-sept virgule vingt-cinq millions (27,25 M\$) au lieu du un pour cent (1 %), c'est-à-dire dix virgule neuf millions (10,9 M\$), soit seize virgule trente-cinq millions (16,35 M\$) de baisses des CNE.

Il faudrait réduire aussi les frais corporatifs de six virgule un millions (6,1 M\$) en deux mille douze (2012) si les charges de deux mille dix (2010) doivent être gardées constantes. On parle de zéro virgule six (0,6 M\$) si les charges de deux mille onze (2011), année de base, ont à être maintenues.

Il y a des économies liées au recours à la main-d'oeuvre temporaire et au rajeunissement des effectifs de l'ordre de six virgule cinq millions (6,5 M\$), et ceci est possible. Et on donne en référence notre preuve à la page 14.

Il y aurait aussi des corrections au revenu requis qui devraient être apportées suite au

changement de durée de vie. On évalue le trop-perçu à au moins cinq millions (5 M\$) suite aux changements opérés en deux mille dix (2010).

Il y aurait aussi une réduction de la durée de vie des compteurs, c'est-à-dire sept millions (7 M\$) d'impact que nous rejetons pour deux mille douze (2012). Et on donne en référence HQD-13, doc 3, aux pages 10 et 11.

Il y aurait aussi, concernant le retrait d'actifs, nous appuyons la proposition de l'Union des consommateurs de réduire la charge de retrait d'actifs à trente-cinq millions (35 M\$), soit une baisse de quinze millions (15 M\$).

Il y aurait aussi un rehaussement des revenus autres que la vente d'électricité, et nous demandons quinze millions (15 M\$) de plus. Et on donne en référence notre preuve aux pages 17 à 19.

Il y aurait aussi un rehaussement possible des revenus associés au vol, à la subtilisation de l'électricité au niveau de deux mille onze (2011). On parle de deux virgule sept millions (2,7 M\$) de plus, c'est-à-dire soit le maintien là des revenus prévus en deux mille onze (2011), année de base, et ceci en référence aux notes sténos du douze (12) décembre, à la page 210, paragraphe 263.

Il y aurait aussi une modification des modalités du compte d'écart de coûts de retraite, soit... voir selon... et ceci, il faudrait voir selon les données réelles une fois que celles-ci seront connues.

L'autre remarque est plutôt un commentaire, dépendant du sort réservé dans la décision 3768-2011, nous rejetons l'impact là de un virgule un pour cent (1,1 %) de IFRS si la proposition du Distributeur est rejetée dans le dossier 3768-2011. Et ceci conduirait à une autre baisse de tarifs pour deux mille onze (2011) de un virgule cinq pour cent (1,5 %). Ce qui nous amène à considérer qu'il devrait y avoir une autre baisse pour deux mille douze (2012).

Le tout respectueusement soumis. C'est pas pire, je pensais tousser, mais...

LA PRÉSIDENTE :

On va exiger encore un peu de votre voix. Maître Rozon, vous avez des commentaires.

Me LOUISE ROZON :

Maître Falardeau, merci pour votre plaidoirie. J'ai juste une petite question de précision. Au paragraphe 47 à votre recommandation, vous dites que la Régie évalue si la stratégie tarifaire

d'Hydro-Québec est socialement souhaitable. Est-ce que vous pouvez préciser votre pensée à cet égard-là?

(11 h 30)

Bien dans le fond c'est, on fait référence, là, au mandat social, je ne sais pas si la terminologie est adéquate mais dans la décision que nous avons mentionnée, il y a un protocole d'entente concernant le traitement que Hydro-Québec s'est engagée à avoir envers les personnes qui sont en difficulté de paiement, plus précisément les ménages à faible revenu.

C'est surtout dans ce qui a trait à cet élément-là, mais aussi, je pense qu'on pourrait l'étendre de façon plus générale, c'est qu'on peut constater, et ça, je le répète, le Distributeur l'a mentionné, et nous sommes d'accord là-dessus, le Distributeur doit, et ça, c'est pour une question d'équité envers l'ensemble des consommateurs, des clients d'Hydro-Québec, le Distributeur se doit de récupérer le plus possible de comptes qui sont en souffrance, on en convient.

Mais compte tenu du fait que, dans beaucoup de cas, et mettons de côté les ménages à faible revenu, nous sommes quand même en présence de

ménages qui, même s'ils ne sont pas dans la catégorie « faible revenu », tel qu'exprimé dans les critères reconnus par, ici, par la Régie, il y a quand même des familles qui sont en difficulté économique, et on fait référence entre autres, dans notre preuve, monsieur Dagenais vous mentionnait entre autres la comparaison entre les indices de pauvreté et la grandeur des ménages, faisant en sorte qu'on a bien beau, par exemple, avoir un revenu de cinquante mille dollars (50 000 \$) ou ainsi de suite, si on a un ménage de six ou sept personnes, bien, forcément, on peut être catégorisé à faible revenu.

Ce qui ne nous fait pas automatiquement reconnaître comme étant, selon les critères j'imagine d'Hydro-Québec, un ménage à faible revenu. Mais nous pensons que, dans la démarche que Hydro-Québec, et je le répète, a développée quand même, nous ne disons pas qu'il n'y a rien qui se fait, mais nous pensons que la Régie devrait avoir un souci particulier pour éviter qu'il y ait une espèce de débalancement, c'est-à-dire que ces ménages-là, qui ne sont pas encore catégorisés MFR, puissent avoir, bénéficier d'ententes de paiement compte tenu de leur revenu.

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 103 -

PLAIDOIRIE
ACEFQ
Me Denis Falardeau

Me LOUISE ROZON :

Parfait, je vous remercie. Donc c'est plus en lien avec la politique de recouvrement, là, finalement, du Distributeur. Bien, merci beaucoup.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Falardeau, moi aussi, j'ai questions, commentaires. En fait, j'ai des questions, je comprends qu'il y a certaines de vos recommandations qui sont pour l'avenir mais je me questionne un peu sur le côté pratique de certaines des recommandations que vous nous faites, particulièrement celle suivant le paragraphe 39, où vous nous demandez de :

Demander au Distributeur de justifier les budgets associés au pannes majeures ou non et de démontrer si le réchauffement climatique créera plus d'événements climatiques dans le futur avec des dépenses...

Alors j'imagine que c'est pour également notre région géographique puisque ça affecterait, vous avez envisagé ça comment, comment le Distributeur pourrait faire ça?

Me DENIS FALARDEAU :

Honnêtement, nous n'avons pas d'indice ou de,

comment dire, d'éléments d'examen précis à vous soumettre, là, c'est plus en termes, là, de, comment dire, là, de pistes à examiner. Étant donné que nous pouvons constater qu'il y a eu quand même, de la déclaration même du Distributeur, le Distributeur a connu une année quand même assez mouvementée côté aléas climatiques, nous pensons que ça serait quand même intéressant que, pour l'avenir, que le Distributeur s'équipe, se dote, là, de modèles pour essayer, pour tenter de prévoir le plus possible dans l'avenir comment cet indice climatique pourrait se traduire. Mais je n'ai pas de méthode particulière, là, à suggérer.

LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie. Alors ça va être tout, je vous remercie beaucoup, Maître Falardeau.

Me DENIS FALARDEAU :

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Alors on va demander à maître Pelletier de venir.

Merci.

11 h 35

PLAIDOIRIE PAR Me PIERRE PELLETIER :

Alors Pierre Pelletier pour l'AQCIE et le CIFQ. Je

n'ai pas de plaidoirie écrite dont vous remettre le texte, je vais essayer de conserver quand même un ordre qui puisse être suivi sans trop de difficulté.

Je vais vous parler, je vais vous parler de quatre sujets, encore que dans notre mémoire on en ait abordé huit. Il ne faut pas en conclure pour autant comme le fait parfois mon savant confrère, maître Fraser, que les autres sujets ne m'intéressent pas ou que les demandes qu'on a pu formuler à leur égard sont abandonnées. Ce n'est pas le cas du tout.

Le premier sujet sur lequel je voudrais vous dire un mot, c'est celui des écarts prévisionnels. Et je vous rassure tout de suite, je n'entends pas faire l'examen détaillé de toutes ses facettes.

Il n'y a pas de doute, il n'y a pas de doute que la question des IFRS ayant été étudiée cette année dans un autre dossier, le centre d'intérêt principal dans ce dossier-ci m'a paru être celui des écarts prévisionnels suivant la vision que nous en avons nous, celui des dépenses trop élevées selon les termes employés par d'autres intervenants, mais plusieurs intervenants se sont

adressés à la prévision du Distributeur.

Je rappelle, je rappelle à cet égard-là que le problème est majeur au niveau des écarts provisionnels et avec respect pas mal plus majeur si je peux m'exprimer de cette façon-là que ce que semble retenir Hydro-Québec.

On nous a martelé pendant toutes les auditions finalement qu'on a une situation exceptionnelle qui s'est produite en deux mille dix (2010). On en a encore parlé ce matin en plaidoirie, mais je pense qu'il est bon de rappeler que ce n'est pas seulement en deux mille dix (2010).

En deux mille dix (2010) il est vrai que l'écart prévisionnel a été favorable au Distributeur à raison de cent soixante et onze virgule quatre millions (171,4 M\$), mais en deux mille neuf (2009) cet écart-là favorable au Distributeur était de cent cinq virgule sept millions (105,7 M\$).

C'est ce qui apparaît de l'analyse qui a été faite par l'analyste de l'AQCIE et du CIFQ. Alors ce n'est pas une situation exceptionnelle en deux mille dix (2010) là à quoi on a affaire.

C'est à la répétition sur deux ans d'écarts

qui sont extrêmement favorables au Distributeur et qui comme l'a démontré notre analyste lors de son témoignage hier ne tiennent pas uniquement à une situation économique particulière.

Remarquez que le problème n'est pas unique au Distributeur, on connaît le même phénomène du côté du Transporteur même si les chiffres ne sont pas en détail dans le dossier ici.

Du côté du Transporteur on a quatre-vingt-sept virgule neuf millions (87,9 M\$) d'écarts favorables en deux mille neuf (2009) puis on a quatre-vingt-trois virgule six (83,6 M\$) en deux mille dix (2010).

Ce qui fait qu'au total quand on prend tout ça c'est quatre cent quarante-huit millions (448 M\$) d'écarts, d'écarts favorables à Hydro-Québec dans ces entités réglementées à quoi on a à faire face.

Le Distributeur s'est jusqu'à un certain point rendu à l'évidence qu'une solution globale à la problématique doit être étudiée. Il se propose d'en faire l'enjeu principal de son prochain dossier tarifaire et nous incitons évidemment la Régie à prendre acte de cette intention dans sa décision.

Je note cependant des propos de mon collègue ce matin que la portée de ce qui sera soumis à la Régie est peut-être un peu moins grande que ce qu'on avait pu comprendre en cours de route.

Je comprends que le projet qu'on compte soumettre à l'étude de la Régie serait plutôt un projet qui tendrait à déterminer ce qu'il y a lieu de faire lorsqu'on rencontre ce que le Distributeur appelle une année exceptionnelle.

Ce qui n'implique pas nécessairement qu'on doive étudier une procédure ou un procédé différent de celui qui est en usage présentement. Ce qui implique qu'on ne s'intéresse pas nécessairement à la possibilité d'une fermeture réglementaire ou en tout cas que dans des cas limités.

Il reste que pour deux mille douze (2012) on a encore la problématique, il n'y aura rien de ce genre-là qui va régler le problème cette année. Il y a des écarts nombreux qui ont été constatés dans les dernières années.

Si la tendance devait se maintenir bien évidemment ça serait encore des écarts extrêmement favorables dont bénéficierait le Distributeur cette année. Et quand je dis cette année, en fait je parle de deux mille douze (2012), je suis comme mon

collègue un petit peu en retard sur les années,
mais il faut faire quelque chose à propos de deux
mille douze (2012).

Et le quelque chose en question il paraît
pouvoir se situer dans trois possibilités. Ou bien,
ou bien comme ça a été suggéré par plusieurs
intervenants puis notamment par notre analyste on
crée plusieurs comptes d'écarts et on s'assure que
de cette façon-là bien si encore une fois il y a
des écarts favorables au Distributeur, mais ils
peuvent aller dans l'autre sens aussi évidemment.

Bien personne n'en souffrira parce qu'ils
seront placés dans des comptes puis on en disposera
dans les années à venir, comme on fait avec le
compte de retraite de l'an passé.

Là-dessus mon collègue dit : Bien il y a
plusieurs raisons de s'y opposer, on n'est pas pour
se ramasser avec une multitude de comptes d'écarts
dont certains ne porteraient finalement que sur des
montants peu substantiels ou significatifs, suivant
son expression, et il donnait l'exemple des taxes.

(11 h 41)

C'est vrai, c'est vrai que d'une façon
générale on a retenu ici, et notre propre expert
d'ailleurs avait retenu ce critère-là l'an passé

lorsqu'il avait fait des recommandations à la Régie sur les coûts de retraite, que la création d'un compte d'écarts se justifie normalement si les écarts attendus ou craints sont substantiels. Et l'exemple que donnait mon confrère des taxes, bien, effectivement ça ne représente pas des montants formidables.

Évidemment, on n'a pas eu beaucoup d'information sur les taxes, car il semble que je sois très malchanceux dans mon choix de sujets d'interrogatoire des témoins du Distributeur. L'an passé c'était à propos du coût de retraite et les témoins du Distributeur ne connaissaient rien. Cette année c'est à propos des taxes et ils connaissent encore rien. L'an prochain j'en prendrai plusieurs de sorte qu'ils auront leur chance.

Mais, néanmoins ce qui ressort de la preuve qui est devant vous c'est que, d'année en année, puis là c'est vraiment chaque année, on se retrouve avec un écart qui n'est pas magistral sur le plan des montants, mais c'est cinq pour cent (5 %) à peu près. C'est toujours deux millions (2 M\$) sur quarante millions (40 M\$). Chaque année on se retrouve avec des écarts de l'ordre de grandeur de

cinq pour cent (5 %) sur cet élément-là.

Je veux bien que pris individuellement on n'en fasse pas un plat, mais le problème c'est que les écarts on les retrouve partout. Et, par conséquent, il faut bien qu'on fasse quelque chose avec. Si on devait ne pas retenir la solution des comptes d'écarts, soit dans tous les cas où on les a proposés, soit dans certains des cas qui ont été proposés, bien je pense que la façon de régler notre problème ce serait de se retourner vers une des deux autres solutions qui ont été proposées. La solution qui a été mise de l'avant, je ne dis pas qu'elle a été proposée, elle a fait l'objet d'un questionnement de la part des membres de la Régie de dire est-ce qu'on devrait avoir une provision transitoire. Et là-dessus on vous dit, écoutez, ne faites pas ça, vous n'avez pas le droit. Vous n'avez pas juridiction pour faire ça, oubliez ça.

Je n'ai pas eu l'occasion d'étudier cette question-là, c'est la première fois que j'entendais cette objection-là ce matin. Mais si elle est fondée, bien il resterait une autre option, une option de repli qui serait de dire, bien écoutez, on constate que, manifestement, aux vues de tout ce qu'on connaît, la prévision qui est devant vous est

trop élevée et puis il s'agirait de la réduire.

Il y a un grand nombre de postes à propos desquels des réductions ont été suggérées et je dois dire que, d'une certaine façon, ça va profiter aux consommateurs plus rapidement que les autres solutions qui ont été mises de l'avant. Parce que s'il y a des coupures qui sont faites dans la prévision de cette année, bien c'est les tarifs de l'an prochain qui vont immédiatement en percevoir l'impact.

Du côté de l'AQCIE/CIFQ, la suggestion qui a été faite c'est de retenir un montant global qui était établi à quarante-neuf millions (49 M\$). C'est peut-être conservateur si on prend en considération la tendance des dernières années. Mais je pense que le dossier comporte suffisamment d'information pour qu'à tout événement la Régie puisse se faire une idée de ce qu'il y a lieu d'établir comme montant à cet égard-là, soit par l'établissement d'un montant global, soit par la coupure de différents postes qui, finalement, au total bien vont nous donner un montant qui va faire en sorte que le revenu requis va être réduit d'autant.

Le tarif M. Bien, là le tarif M je ne sais

pas trop s'il va être pertinent cette année. Mon collègue, mon collègue Fraser faisait remarquer tantôt que les augmentations des dernières années ont été tellement modestes qu'elles n'ont pas permis au Distributeur de faire progresser aussi rapidement qu'il l'aurait souhaité sa réforme tarifaire.

Évidemment, de notre point de vue c'est fort heureux. Non seulement qu'il est fort heureux qu'on ait des augmentations tarifaires moins importantes, mais il est également fort heureux, à notre avis, que la réforme n'ait pas progressé aussi rapidement qu'envisagée parce qu'à notre sens cette réforme-là devrait être réorientée.

Ce n'est pas moi qui vais me lancer dans le détail des motifs pour lesquels ça devrait être fait, je suis n'importe quoi sauf un expert dans ça. Mais je vous invite à prendre en considération sérieuse les arguments qui sont mis de l'avant par monsieur Knecht dans son rapport élaboré puis dans notre petit résumé qu'il en a fait hier. Il y a de très nombreuses raisons pour lesquelles, à notre sens, la Régie devrait reconsidérer l'évolution que devrait connaître le tarif M.

La seule objection que j'aie entendue aux

prétentions mises de l'avant par l'AQCIE/CIFQ dans leur mémoire et par monsieur Knecht dans son rapport c'est celle qui était faite ce matin par maître Fraser qui disait « Écoutez, monsieur Knecht n'a même pas pris en considération que dans un dossier en deux mille neuf (2009) il y avait eu une analyse qui avait été faite par le Distributeur qui aurait démontré qu'il y avait une forme d'interfinancement en faveur des grands M et au détriment des petits M.

11 h 47

Bien, je répondrais là-dessus qu'il n'y a rien de tel en preuve dans le dossier qui nous occupe ce matin. Il y a eu une question à ce sujet-là posé par maître Fraser à laquelle monsieur Knecht a répondu en disant « Bien, écoutez, non, moi, lorsque j'ai étudié la question en deux mille neuf (2009) » évidemment il travaillait pour le compte d'AQCIE/CIFQ, il était préoccupé par le Tarif L, il ne s'était pas intéressé particulièrement au Tarif M et il n'avait pas la possibilité de confirmer ce que lui suggérait maître Fraser.

Mais, par ailleurs, il a essayé de le faire cette année en adressant des questions à cet effet-

là au Distributeur et les réponses que lui a données le Distributeur, c'était que cette information-là, qui était nécessaire pour établir s'il y avait une forme d'interfinancement, le Distributeur ne la possédait pas. Alors, s'il ne la possédait pas, je vois mal comment on pourrait nous reprocher, nous, de ne pas en avoir tenu compte cette année, qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas interfinancement, parce que franchement, au moment où on se parle, on l'ignore complètement.

La modification proposée à l'égard du Tarif de rodage, le Distributeur a identifié un problème à l'égard de son Tarif de rodage et il l'a identifié correctement. Il a constaté qu'un client qui avait utilisé ce tarif pour mettre en place un nouvel équipement et qui a constaté, après le fait, qu'il serait plus avantageux pour lui de rester aussi longtemps que possible assujetti au Tarif de rodage plutôt que de revenir au Tarif L. C'était le cas des Forges de Sorel, on l'a évoqué ce matin.

Les dispositions actuelles du tarif lui permettait de faire ça et il l'a fait de façon fort honnête, et il l'admet, de façon tout aussi honnête, devant la Régie lors de sa présentation d'hier, qu'effectivement, l'usage qui en a été fait

n'est pas un usage qui est conforme à ce qu'on attendrait d'un Tarif de rodage et, par conséquent, a montré, comme les autres membres de l'AQCIE et du CIFQ, une ouverture à ce qu'il y ait correction du problème. La difficulté survient lorsque vient le temps de mettre en place les moyens pour régler le problème.

Le Distributeur a proposé, dans son document de présentation, que lui soit octroyé un droit de mettre fin à l'application du Tarif spécial de rodage quand il constate que le rodage prévu a pris fin, alors que pour l'instant, bien, il ne peut pas faire ça et le rodage va durer douze (12) mois ou va durer vingt-quatre (24) mois.

Ce que je trouve étonnant, ce que je trouve étonnant, c'est que ce matin, on nous plaide que, malheureusement, cette situation-là ne suffit pas parce que les ingénieurs ou les représentants du Distributeur sont malheureusement pas des experts dans ça, ils ne connaissent pas les équipements de la clientèle, de sorte qu'ils ne savent pas, eux, quand le rodage est fini.

Là je ne sais pas qui je dois croire là. Est-ce que c'est... est-ce que c'est la preuve écrite qui a été présenté à l'effet que les clients

en question ont tous un représentant d'Hydro-Québec qui leur est attribué; que ce représentant-là peut facilement discuter avec le client en question pour déterminer à quel moment le rodage devrait commencer, prendre fin, et caetera?

Est-ce que je dois croire ce que nous dit monsieur Chéhadé que c'est l'enfance de l'art que de mettre en application cette disposition-là? Ou est-ce que je dois conclure que, non, ils ne sont pas capables de le faire?

Je soumets que la preuve qui est devant vous est à l'effet que non seulement les représentants d'Hydro-Québec ont une connaissance intime des installations de leur client et qu'ils sont parfaitement en mesure de discuter avec eux le coût et de déterminer quand le rodage devrait commencer, quand il devrait finir et puis si les équipements sont encore en rodage ou ne le sont pas. Mes clients n'ont aucune objection à ce qu'effectivement cette mesure-là soit prise et il nous semble, il nous semble évident qu'elle suffit.

L'autre mesure qui est proposée est celle d'une augmentation de la facturation minimale, manifestement n'est pas nécessaire. C'est ce qui a été mis en preuve, me semble-t-il, de façon assez

claire hier. Elle n'est pas utile et elle est même contraire finalement au principe même du Tarif de rodage. L'idée du Tarif de rodage, c'est de faire en sorte que la mise en place de nouveaux équipements puisse se faire sans que le client soit pénalisé par des coûts très élevés en regard d'une consommation qui n'a pas lieu.

Et, que je sache, le Distributeur ne s'amenait pas devant la Régie avec une proposition qui aurait pour objet de mettre de côté, en tout ou en partie, le Tarif de rodage.

La présentation que fait le Distributeur, c'est la suivante et elle est courte. La plupart des propositions sur les tarifs spéciaux sont assez courtes. On identifie la problématique comme ceci, on nous dit : « les difficultés économiques récentes ont permis de constater que la majorité du prix moyen... que la majoration, pardon, du prix moyen et les modalités d'application de la facture minimale n'étaient pas toujours suffisantes pour inciter le retour au Tarif L d'un client existant une fois que les nouveaux équipements sont opérés normalement ». Ça, c'est sa problématique.

Le problème, comme il revient au client de décider du moment à partir duquel il veut cesser de

s'en prévaloir, on n'a pas de contrôle là-dessus.
La solution, on nous la donne à 9.2.1 de leur document : mettre en place du tarif dissuasif qui nous paraît totalement inutile, alors que l'autre solution qui est mise de l'avant, celle de mettre fin au rodage, elle, elle est parfaitement praticable.

Évidemment, on a des... on a suggéré des modifications quant aux mesures d'application de cette solution-là.

(11 h 53)

D'une façon générale, ce qui a été suggéré, c'est que les représentants des clients et les représentants du Distributeur se mettent d'accord dès l'origine sur ce que seraient les opérations de rodage à faire, ce que seraient les mesures qui devraient être prises et ce que devrait être la durée de l'opération de rodage, quitte à ce que, au cas de besoin, on puisse rediscuter le coût, raccourcir la période de rodage si les circonstances le justifient, rallonger la période de rodage dans le cas contraire.

Et je pense que ces mesures-là sont à la fois raisonnables, suffisantes pour régler le problème qui a été identifié par le Distributeur et

admis par sa clientèle et qu'il n'y a pas lieu d'aller plus loin. Lors d'interrogatoires au cours de la semaine, quelqu'un a mentionné, je crois que c'est le procureur de la Régie, oui, qui a mentionné qu'il y avait une proposition de l'AQCIE-CIFQ à ce sujet-là puis il s'est ravisé en disant : « Bien non, en fait, on n'a pas encore de proposition mais il y en a une qui est à venir. »

Je me suis posé la question : bon, est-ce que le procureur suggérerait, finalement, qu'on arrive avec un texte précis pour modifier, ou suggérer la modification de la proposition du Distributeur? J'ai conclu que non, je pense que la façon de procéder à la Régie serait plutôt la suivante : si la Régie décide de ne pas faire droit à l'ensemble des propositions du Distributeur à cet égard-là, bien la Régie, je crois, va lui demander de proposer la rédaction de textes, textes qui normalement seraient soumis d'ailleurs à la critique au besoin des intervenants.

Ce qui me paraît une bonne façon de procéder parce qu'il est sûr que pour un intervenant, rédiger les textes précis des tarifs, c'est une opération qui est empreinte d'un risque d'erreur considérable.

Néanmoins, ce que je voulais signaler à la Régie ce matin, c'est qu'il y a des modifications qui devraient être faites à quelques-uns des textes qui ont été proposés en relation avec le rodage.

L'article 5.29, qui est maintenant proposé, qui modifie l'article 5.34, devrait être modifié pour prévoir que les parties devraient s'entendre sur différents points, dont la durée du rodage. Ça vient à deux places, à 5.34 devenu 5.29, ça suppose des modifications également à 5.30b), l'ancien 5.35b), parce que c'est là qu'on réfère notamment au critère énergie et non plus seulement au critère puissance.

C'est la même chose pour 5.36a), qui est devenu 5.31a); 5.36b), devenu 5.31b); et puis finalement, 5.37, qui deviendrait 5.32. Et à 5.37, je pense, je pense qu'on devrait insérer là la disposition qui est venue à la fois de la suggestion de mes clients et des explications fournies par le Distributeur, à l'effet qu'il y aurait lieu de prévoir la possibilité, pour le Distributeur et les consommateurs, de revoir la durée du rodage au besoin. Parce que ça, c'est l'article qui traite de la cessation des modalités relatives au rodage, alors je pense que c'est là

qu'il faudrait prévoir ce mécanisme nouveau qui est proposé.

J'ai référé aux deux séries de chiffres parce que je ne suis pas certain du tout que la renumérotation devrait se faire, parce que la renumérotation se ferait en raison de la disparition du tarif de transition.

J'ai été surpris, en fait, mon confrère Fraser, c'est un de ses grands mérites quant à moi, m'inspire. C'est pourquoi souvent je ne prépare pas d'argumentation écrite à l'avance parce que je m'aperçois à l'usage que, dans le fond, j'en rajoute tellement à mon écrit qu'il ne se ressemble plus, on est aussi bien de lire les notes sténographiques.

Alors ce matin, il m'a encore surpris, il a commencé ses remarques au sujet de la problématique du tarif de transition en disant : « Ah! on me disait, mes seniors me disaient : "Bien, pourquoi ne pas faire la demande? Dans n'importe quel cas, le pire qui peut arriver, c'est que ça soit refusé!" » Et là, je me disais : « Bien, c'est merveilleux, ils viennent de changer d'idée! Ils vont retirer leur demande d'abrogation du tarif de transition! »

Mais non, ma deuxième surprise, c'est qu'il nous attribuait l'idée de faire une demande sans fondement, le pire qu'il puisse nous arriver étant qu'elle soit refusée.

Me ÉRIC FRASER :

Que de surprises!

Me PIERRE PELLETIER :

On a, on a déjà produit une argumentation finalement assez élaborée sur cette question de tarif de transition dans le mémoire qui a été produit. Pour nous, le tarif de transition, c'est simplement un ensemble de modalités qui font partie des contrats spéciaux.

12 h

Le contexte qu'évoque le Distributeur pour nous indiquer comment il est né d'ailleurs ne fait que confirmer la compréhension qu'on a de ces dispositions-là. On a un tarif, on a la possibilité qui était offerte au gouvernement ou parfois au Distributeur avec l'approbation du gouvernement de convenir de contrats spéciaux avec certains grands clients.

On a encore une fois le Distributeur et le gouvernement constatés à un moment donné qu'il y aurait lieu d'inclure, dans le tarif que ça a été

fait, mais d'inclure des dispositions ne visant que les titulaires de contrats spéciaux et ayant pour effet de prolonger les conditions favorables offertes présumément aux détenteurs de contrats spéciaux. Je dis présumément parce que ça suppose évidemment que les conditions en question prévoient un tarif inférieur au tarif L sans quoi les dispositions du tarif de transition sont, sont sans intérêt.

Alors pour nous c'est un tout. Et je répète ce qui a été indiqué à cet égard-là dans notre mémoire, à savoir que la responsabilité du manque à gagner résultant de l'application du tarif de transition devrait reposer sur la même personne que la responsabilité du manque à gagner résultant des autres dispositions des contrats spéciaux.

Le gouvernement a prévu, le législateur en fait a prévu que comme le gouvernement peut faire des ententes particulières et comme le résultat de ça c'est qu'il va y avoir des montants moins élevés qui vont être payables au titre du tarif par les détenteurs de contrats spéciaux, bien pour éviter de pénaliser l'ensemble de la clientèle ou des clientèles, dépendant comment la Régie établit ses tarifs, bien on a prévu que c'est Hydro-Québec.

On ne sait jamais si on doit parler d'Hydro-Québec du Producteur, de l'actionnaire ou du gouvernement, mais en fait ça revient au même. C'est qu'il s'agit que ce ne soit pas les consommateurs qui le supportent.

Lorsque le panel d'Hydro-Québec a témoigné sur cette question-là, des demandes lui ont été adressées par le procureur de la Régie et des explications ont été données par Hydro-Québec à l'effet que, et répété ce matin par mon collègue, qu'il n'y a pas un droit acquis qui existe aux consommateurs d'Hydro-Québec au maintien d'un tarif.

On est d'accord avec ça. On est d'accord avec ça. Monsieur Boulanger en réponse à une question de maître Fraser hier a répondu que oui il souhaitait le maintien du tarif, mais notre prétention n'est pas du tout que nous avons un droit acquis au maintien du tarif.

De sorte que les gens qui n'ont pas passé pour le moment de contrat spécial avec le gouvernement ou avec le Distributeur ces gens-là qui n'en ont pas de contrat ne peuvent pas, à mon sens, prétendre à un droit acquis au maintien de ce tarif-là.

C'est sûr qu'il faut être dans les conditions visées par le tarif pour pouvoir prétendre à quelque chose à cet égard-là. Le procureur de la Régie a invité les intéressés à adresser cette question-là de droits acquis lors des plaidoiries.

On a déjà indiqué nous dans le mémoire qui a été produit, c'est au paragraphe 4 à la page 24 que la Régie devrait refuser de s'immiscer dans les ententes intervenues en donnant à l'abrogation demandée un effet rétroactif à l'avantage d'Hydro-Québec et au détriment de ses cocontractants.

À cet égard-là, je désire attirer l'attention de la Régie sur le fait qu'il serait prudent qu'elle se prononce spécifiquement sur l'effet qu'elle voudrait donner à une éventuelle abrogation du tarif. L'effet qu'elle voudrait y donner sur les contrats en cours. Dans le cas toujours où elle déciderait qu'il y a lieu d'abroger le tarif de transition.

La Régie devrait en effet choisir à mon sens entre trois options à cet égard-là. Première option, abroger le tarif en précisant que l'abrogation vaut même à l'égard des contrats en cours.

Deuxième question, abroger le tarif en précisant que l'abrogation sera sans effet sur les droits des actuels détenteurs de contrats spéciaux de bénéficiers du tarif de transition à l'échéance des contrats déjà conclus.

Troisième option, abroger le tarif sans rien prévoir à l'égard des droits des détenteurs des contrats en cours.

J'inciterais quant à moi la Régie à ne pas choisir la troisième option car elle aurait pour effet de laisser les intéressés pour une période qui pourrait être très longue dans une incertitude qui n'est pas souhaitable quant à l'étendue de leurs droits.

12 h 6

La question qui se poserait alors en effet qui serait celle de savoir si les détenteurs actuels de contrats spéciaux bénéficieraient de droits acquis ou si leurs droits se seraient éteints en raison de l'abrogation.

J'ai effectué des recherches sur la théorie des droits acquis suite à la suggestion qui avait été faite par le procureur de la Régie. Alors sur la théorie des droits acquis qui va de pair de toute façon avec la règle d'interprétation suivant

laquelle les lois et les règlements sont présumés ne pas avoir d'effet rétroactif.

Et je dois que je n'ai malheureusement pas pu conclure, et là avec le moindre degré de certitude, sur la décision qui devrait éventuellement être rendue, si les tribunaux, au premier chef d'ailleurs la Régie était appelée plus tard à décider de l'effet d'une abrogation pure et simple, ne précisant pas sa portée sur les contrats en cours.

J'ai apporté, on est près de Noël quand même, je vais vous remettre des exemplaires d'extrait du Traité de Pierre-André Côté sur l'interprétation des lois. J'ai ici la quatrième édition de son traité sur cette question-là qui date de deux mille neuf (2009). Alors c'est tout récent. Évidemment, Côté, maître Duquette et maître Rozon sont familières avec le fait que c'est vraiment la bible en matière d'interprétation au Québec. Madame Gervais le savait peut-être également, si ce n'est pas le cas ça me fait plaisir de lui annoncer.

Mme LUCIE GERVAIS :

Je vous remercie. J'en avais entendu parler aussi.

Me PIERRE PELLETIER :

Les nombreuses considérations qui sont énoncées dans la vingtaine de pages de texte que je vous ai remis là, puis les divers exemples qui illustrent ces considérations-là font voir à quel point la notion de droits acquis est incertaine et combien périlleuse peut être toute spéculation sur la portée qu'un tribunal pourrait éventuellement lui reconnaître dans un cas particulier. D'où la suggestion que je fais à la Régie de préciser ce qu'elle entend faire à cet égard-là.

J'attire néanmoins votre attention sur le paragraphe, en particulier sur le paragraphe 648 à la page 196 de cet extrait de document où Côté rappelle que :

Si le législateur, quant à lui, n'est pas présumé porter atteinte aux droits acquis, il n'en va pas de même quant à l'administration. L'administration, quant à elle, n'a en principe pas le pouvoir de porter atteinte aux droits acquis.

De sorte que la Régie, dans sa fonction de réglementation, ne saurait, à mon avis, décréter qu'elle écarte les droits acquis. Et on ne saurait non plus lui imputer, dans une éventuelle

interprétation, l'intention de le faire. Ça tient ça à ce que sa loi constitutive ne lui accorde pas expressément ce pouvoir-là.

Je vous remets à cet égard-là, c'est mon dernier cadeau, rassurez-vous, je vous remets à cet égard-là copie d'une décision. Pour des avocats évidemment c'est une décision récente, elle date de mil neuf cent quatre-vingt-seize (1996). Dans notre monde c'est hier. C'est une décision qui a été rendue par la Cour d'appel sous la plume de l'honorable juge LeBel, qui est maintenant à la Cour suprême, où toute cette question-là est examinée de savoir dans quelle mesure un corps constitué, autre que l'Assemblée nationale, en l'occurrence c'était une municipalité, a ou n'a pas le pouvoir d'affecter les droits acquis.

Ceci dit, qu'on décide ou qu'on ne décide pas de se prononcer sur l'étendue des droits acquis, on reste avec un problème majeur à savoir qu'est-ce qui devrait être considéré dans une situation comme celle qui nous occupe comme conférant un droit acquis au bénéfice du tarif de transition.

Est-ce que le fait d'avoir commencé à en bénéficier au moment de l'abrogation du tarif

serait le facteur déclenchant? Je comprends des propos de mon collègue ce matin que, oui, ça serait ça le facteur déclenchant. Il nous dit il n'y en a pas de clients qui en bénéficient présentement de sorte qu'il n'y a pas de droits acquis.

Est-ce que ça serait le fait d'avoir fait la demande d'adhésion dans le délai prévu à l'article 5.31 des Tarifs qui serait le facteur déclencheur? Est-ce le fait que le délai prévu à cet article-là n'ait pas encore expiré quant à un contrat donné au moment de l'abrogation? Est-ce que ça serait le fait d'avoir conclu un contrat spécial après la mise en vigueur du tarif de transition en quatre-vingt-treize (93)? Ou encore le fait de l'avoir conclu avant? Parce que, évidemment, quand on a édicté ce tarif-là en mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993), il avait manifestement effet aussi bien à l'égard des contrats conclus avant que de ceux qui pourraient l'être après.

Je vous soumets que la particularité du cas, puis, quand je parle de la particularité du cas, c'est que c'est quand même quelque chose d'assez exceptionnel là, ce n'est pas le cas ordinaire du règlement municipal qui entre en vigueur et à propos duquel on doit se demander si

le citoyen qui a fait une demande de permis bénéficie ou non de droit acquis au zonage de son terrain. Ici, c'est beaucoup plus particulier que ça.

Ici, la situation qu'on a, c'est des dispositions tarifaires qui visent des contrats particuliers qui ont été conclus. Et on n'est pas dans une situation rencontrée usuellement. D'ailleurs, des cas qui ressemblent le moins à celui-ci, dans la littérature que je vous ai remise tantôt, vous allez voir que c'est pour le moins limité.

Alors, la particularité du cas exigerait, à mon avis, que la Régie précise très nettement l'effet qu'elle entendrait donner à l'égard des droits acquis à l'abrogation sollicitée au Tarif, dont l'abrogation est sollicitée par le Distributeur plutôt que d'en décider d'une manière qui donne ouverture à des débats qui seraient loin d'être sans intérêt pour nombre de mes confrères plus jeunes parce que ça peut venir beaucoup plus tard. Mais, il y a une façon de contourner, je le suggère, cette difficulté-là.

À mon avis, la façon la plus simple de procéder à l'abrogation du tarif, si tel est le

désir de la Régie, sans porter atteinte aux droits de la clientèle qui détient actuellement des contrats, ce serait de modifier quelques mots dans la phrase introductive de l'article 529... 529... l'article 5.29 des Tarifs et conditions, de manière que l'article se lise désormais comme suit :

La présente section vise les clients industriels de grande puissance, titulaires d'un contrat spécial conclu avec le Distributeur, avant le premier (1er) avril deux mille douze (2012), qui arrive à échéance.

De cette façon-là, on s'assure que le tarif ne s'applique pas aux contrats qui seront conclus après le premier (1er) avril deux mille douze (2012) et, d'autre part, on s'assure que les titulaires actuels voient leurs droits protégés sans que se pose de question sur l'étendue des droits qu'on veut protéger. Tout ce qu'on prévoit, c'est que, pour l'avenir, pour le passé, pardon, le tarif est applicable et, pour l'avenir, il ne l'est pas.

C'est l'ensemble des considérations que j'avais à vous soumettre sur ces quatre questions-là.

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
AQCIÉ/CIFQ
- 134 - Me Pierre Pelletier

LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie beaucoup. Je vais vous demander de rester là. J'ai l'impression que, comme d'habitude, maître Rozon et moi, on a quelques questions.

Me LOUISE ROZON :

On aime beaucoup les plaidoiries, on ne sait pas pourquoi là, mais, Maître Pelletier, merci beaucoup. Votre façon de plaider illustre votre très bonne connaissance du dossier et très bonne connaissance des besoins de vos clients. Alors, c'est agréable vous écouter.

J'ai deux questions, une première concerne votre premier... le premier point que vous avez soulevé. Est-ce que je comprends que dans les trois solutions là qui étaient... qui sont avancées, celle que vos clients privilégient, c'est de réduire de façon globale le revenu requis plutôt que d'opter pour la multiplication...

Me PIERRE PELLETIER :

Des comptes d'écart.

Me LOUISE ROZON :

... pas des pains là, mais la multiplication des comptes...

Me PIERRE PELLETIER :

La multiplicité des comptes d'écart, oui.

Me LOUISE ROZON :

Oui.

Me PIERRE PELLETIER :

Ce que mes clients privilégient, suivant la connaissance que j'ai de leurs désirs, ce serait idéalement qu'on puisse régler, au moins en partie, le problème pour plus qu'une année. Bon. Néanmoins, lorsque mes clients ont constaté que le Distributeur faisait preuve d'ouverture à l'examen de procédés qui pourraient permettre effectivement la mise en place de solutions long terme qui soient plus globales que la création de comptes d'écart multiples, je dois dire que ça leur a souri.

Leur analyste vous l'a indiqué, je crois, mais peut-être très rapidement, dans sa présentation hier. Mes clients pensent que les comptes d'écart risquent fort de demeurer requis dans certains cas, même dans l'hypothèse d'une formule nouvelle. Ce qui a été évoqué souvent, c'est la fermeture réglementaire, de sorte qu'ils privilégieraient encore que ça se fasse.

Néanmoins, dans le contexte particulier où on se trouve, où on se propose d'amener la problématique devant la Régie l'an prochain, ils ne seraient certainement pas malheureux que le

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
AQCIE/CIFQ
- 136 - Me Pierre Pelletier

problème soit réglé autrement et, comme je le mentionnais tantôt, qu'il soit réglé aussi bien via la solution qui a été mise de l'avant par la Régie que via celle qui a été mise par eux et par d'autres intervenants, de dire « bien, écoute, pour ce qui est de cette année, on voit bien que les prévisions budgétaires qui sont là sont trop... sont trop libérales et puis il faudrait en conséquence réduire le montant requis ».

12 h 19

C'est un petit peu plate comme réponse parce qu'ils n'ont pas vraiment de...

Me LOUISE ROZON :

O.K.

Me PIERRE PELLETIER :

... ils ne tiennent pas mordicus à l'un ou à l'autre, ce à quoi ils tiennent c'est qu'on puisse se retrouver avec une situation équitable pour ce qui est des dispositions tarifaires à venir cette année ou l'an prochain, mais aussi qu'on ne perde pas de vue qu'il y a lieu de faire le nécessaire pour que des solutions à plus long terme soient apportées.

Et c'est simplement qu'ils ne voient pas la nécessité d'insister pour agir précipitamment si

par ailleurs tout le problème est pour être examiné l'an prochain.

Je n'ai pas de réponse ferme à dire, l'option quant à nous c'est celle-là. Si on peut mettre en place des solutions qui d'une part réduisent le problème substantiellement pour cette année et puis par ailleurs laissent entrevoir qu'on peut faire mieux pour l'avenir. Bien tant mieux, c'est ce qu'il recherche.

Me LOUISE ROZON :

Parfait. Mon autre question porte sur le tarif de transition. Un de vos témoins a précisé lors des audiences suite à une question que j'ai posée que dans le cadre des contrats spéciaux qui sont négociés avec le gouvernement il y a des modalités particulières qui sont prévues quant au tarif L et quant à la possibilité que la Régie puisse modifier ce tarif-là dans l'avenir.

Par contre, il a précisé qu'il n'y avait aucune modalité de prévue en ce qui concerne le tarif de transition. Et ma question c'est juste d'essayer de comprendre la logique des droits acquis même si elle est complexe et ce n'est pas évident de l'appliquer dans un cas comme celui-ci.

Si la Régie modifiait le tarif L, est-ce

que vous maintiendrez la même logique, c'est-à-dire que ça ne pourrait pas s'appliquer aux contrats existants, alors que dans les contrats on a prévu des modalités qui, à cet égard-là?

Me PIERRE PELLETIER :

Ce coup-là, ce coup-là je vais pouvoir vous donner une réponse plus satisfaisante. Je crois pour ma part avoir compris de la réponse de monsieur Dalmau hier qu'à l'égard de certains sujets qu'il a qualifiés de majeurs et en particulier à l'égard de l'existence du tarif L, il y a des dispositions dans le contrat, que son entreprise en tout cas, parce que ça ne veut pas dire que c'est le cas pour tout le monde, ça dépend si Hydro-Québec ou le gouvernement exige la même disposition dans tous les contrats.

Ça malheureusement je ne le sais pas, puis manifestement il ne le savait pas lui non plus, mais ce qu'il a indiqué en réponse à cette question-là je crois, c'est que pour des éléments majeurs comme l'existence, le maintien en existence du tarif L, il y avait une disposition prévoyant ce qu'il faudrait faire dans le cas où il disparaîtrait.

Manifestement parce que le tarif L est le

tarif auquel il est référé dans leur contrat particulier à eux. Alors ça paraissait d'après ce que j'en comprends essentiel pour les deux parties, de dire bien si le tarif L disparaît puis que c'est le tarif L qui est la base de tous nos calculs, il va bien falloir qu'on substitue par autre chose.

Un peu comme parfois on prévoit dans des contrats que des prix seront ajustés selon l'indice des prix établi par Statistique Canada. Bien avec les années les gens ont commencé à mettre dans leurs contrats que si Statistique Canada ne sort plus son indice général des prix tel numéro, bien à ce moment-là ils faudra le remplacer par un indice équivalent.

Bon alors pour le tarif L en particulier ma compréhension de sa réponse c'est ça qui est couvert. Mais ce qu'il a précisé par ailleurs c'est qu'à l'égard du tarif de transition dont tout le monde était bien conscient de l'existence, bien évidemment les gens qui sont à la table c'est le gouvernement, c'est le Distributeur puis c'est des clients importants qui connaissent ça, ce qu'il dit, puis il n'y a personne qui a mis de l'avant l'hypothèse de l'écarter.

C'est ça sa réponse. Alors c'est sûr, c'est

sûr que quant à ma compréhension des choses la logique entre les deux éléments ne va pas dans la direction de dire on va considérer le tarif L de la même façon que ce qu'on dit à propos du tarif de transition.

Me LOUISE ROZON :

Mais si la Régie abolissait le tarif L pour l'avenir et pour les contrats existants ou pour les contrats futurs, cela a un impact sur les droits des parties inévitablement?

Me PIERRE PELLETIER :

Mais c'est ça, ce qu'il dit, c'est que les parties ont prévu ce qui arriverait dans ce cas-là.

Me LOUISE ROZON :

Bien merci beaucoup.

Me PIERRE PELLETIER :

Je vous en prie.

LA PRÉSIDENTE :

En fait je dois être plus lente que maître Rozon parce que cette réponse-là m'échappe dans le sens où, excuse-moi, je pense que le point qu'on voulait faire ici c'est qu'il était possible pour la Régie de modifier le tarif L ou même de l'abolir dans la réponse.

Alors si on est capable d'abolir le tarif L

qui est une considération majeure, pourquoi qu'on ne serait pas en mesure d'abolir le tarif de transition? Je pense que, en tout ça c'est comme ça que j'avais compris la question puis votre réponse...

Me PIERRE PELLETIER :

Je ne suggère pas, je ne suggère pas que vous n'êtes pas en mesure de le faire. Ce que je, ce que je plaide devant vous c'est que si vous décidez de le faire bien il n'y a pas de problème en droit à ce que ce soit fait sans affecter les droits acquis des gens.

C'est simplement ça que je plaide, je ne mets d'aucune façon en doute votre pouvoir de dire on abolit le tarif de transition.

LA PRÉSIDENTE :

Mais si on modifie le tarif L ou on l'abolit, on modifie nécessairement les droits de ceux qui sont déjà dans les contrats spéciaux là?

Me PIERRE PELLETIER :

Exact. Sauf que dans le cas du contrat spécial dont on discutait hier les parties ont déjà prévu ce qui arriverait dans un tel cas.

LA PRÉSIDENTE :

O.K.

Me PIERRE PELLETIER :

C'est juste ça, elle est majeure, c'est juste ça la distinction entre les deux.

LA PRÉSIDENTE :

Oui. Je vais rester dans les tarifs de transition, ensuite je vais retourner au tarif de rodage. Vous nous avez soumis à Pierre-André Côté votre paragraphe 648, vous me donnez, bon, l'administration, et je n'ai pas eu le temps de le relire au complet alors j'y vais comme ça, là, mais que cette règle des droits acquis pour l'administration est d'autant plus rigide que pour les législateurs :

... à moins que la loi habilitante ne lui confère ce pouvoir explicitement ou implicitement...

Je voulais juste savoir si vous seriez d'accord à l'effet que la Loi sur la Régie de l'énergie donne la possibilité ou le droit à la Régie de modifier les tarifs.

Me PIERRE PELLETIER :

Il n'y a pas de doute, il n'y a pas de doute que la Régie a compétence pour modifier les tarifs, c'est ce qu'elle fait d'ailleurs à l'année, là. Ma restriction n'est pas là.

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
AQCIE/CIFQ
- 143 - Me Pierre Pelletier

LA PRÉSIDENTE :

O.K.

Me PIERRE PELLETIER :

Ma restriction est sur l'affectation des droits
acquis, simplement.

LA PRÉSIDENTE :

Excellent. J'ai une petite dernière question,
« petite », on verra. Vous nous avez fait...

Me PIERRE PELLETIER :

Remarquez, si je peux me permettre de...

LA PRÉSIDENTE :

Oui.

Me PIERRE PELLETIER :

Non, ça serait trop compliqué.

LA PRÉSIDENTE :

Je suis lente mais pas tant que ça!

Me PIERRE PELLETIER :

Quand je conclus que c'est trop compliqué, ce n'est
pas parce que je crains votre capacité à
comprendre, c'est que je crains mon incapacité à
expliquer.

LA PRÉSIDENTE :

D'accord, je vous remercie, je vous remercie de la
précision. Alors tarif de rodage, vous nous avez
fait un bel exemple, à 5.29, de ce que votre

proposition de texte pourrait être si on veut modifier les tarifs ou les conditions, vous ne l'avez pas fait pour le tarif de rodage. Je comprends que normalement, la Régie demande au Distributeur d'écrire le texte; toutefois, ce qui serait peut-être apprécié, ou qui aurait été peut-être apprécié, c'est que vous nous donniez les caractéristiques de ce qui pourrait être dans le texte, parce que là, on parle assez largement de négociation avec le Distributeur, ou entre le Distributeur; je suis une personne, ou j'aime à croire que je suis une personne assez pragmatique et si on devait tomber dans les plaintes et que le texte était écrit d'une façon aussi large, on pourrait avoir de la difficulté ici à distinguer le bon grain de l'ivraie.

Alors j'aimerais savoir, si on devait aller dans cette direction-là, les caractéristiques, alors est-ce qu'il y a un temps pour faire cette négociation-là, est-ce que, qu'est-ce qui arrive s'il n'y a pas de, personne se met d'accord? Et ça serait peut-être, si vous pouviez offrir, à moins que vous fassiez complètement confiance à la Régie d'écrire les meilleurs textes en ce qui vous concerne, mais on sait des fois que le diable peut

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
AQCIE/CIFQ
- 145 - Me Pierre Pelletier

être dans les détails et j'aimerais vous entendre.

Me PIERRE PELLETIER :

Vous avez raison, il aurait pu arriver que je propose un texte et puis ça aurait été, bon, peut-être avantageux, peut-être désavantageux, c'est pour ça que je ne m'y suis pas risqué. Cependant, ça me ferait plaisir de vous transmettre une proposition de texte à ce sujet-là dès demain matin.

Les éléments, les éléments... je cherche mon document, là...

LA PRÉSIDENTE :

Savez-vous, Maître Pelletier...

Me PIERRE PELLETIER :

... le voici enfin...

LA PRÉSIDENTE :

... plutôt que demain matin, parce que là, c'est avec la réplique puis je ne voudrais quand même pas... mais il est midi trente (12 h 30), c'est la fin, si vous voulez revenir après la pause du dîner juste pour nous fournir quelles seraient les grandes caractéristiques, ça serait peut-être une solution à ce moment-là pour l'ensemble de parties, est-ce que ça vous conviendrait?

Me PIERRE PELLETIER :

Bien, remarquez que, dans le fond, je peux déjà le faire. Le problème que j'ai, c'est que je n'avais pas les moyens techniques pour essayer de le faire là; je sais très exactement quelles sont les caractéristiques, effectivement, qu'on veut vous proposer.

Si on revient aux différents textes que j'ai mentionnés tantôt, le premier qu'on aimerait voir modifié, c'est le numéro, l'article 5... appelons-le 5.29, le nouveau. Dans ce texte-là, tout ce qu'on voudrait ajouter, c'est une petite mention à deux endroits. Alors si on prend la deuxième page de la pièce en question, je ne sais pas si vous l'avez devant vous, vous ne l'avez pas devant vous?

LA PRÉSIDENTE :

Non, mais je vais... je vais noter vos...

Me PIERRE PELLETIER :

Je pourrais même... je peux même faire mieux que ça, je vais suivre votre suggestion et je vais vous remettre, je vais vous remettre dès cet après-midi une photocopie du texte que j'ai des tarifs actuels et proposés, avec mes annotations manuscrites, que j'essaierai de mettre le plus clair possible, des modifications qu'on souhaite. Ce n'est pas, elles

ne sont pas très nombreuses.

À quelques endroits, on prévoit d'ajouter que, parmi les choses qui vont être établies au départ par les parties, il va y avoir, en plus, la durée du rodage. Il y a un texte que je propose qui vient à la toute fin de la série, où on propose que, au cas où les faits le justifieraient, les parties devraient négocier de bonne foi une augmentation ou une diminution de la durée de la période de rodage. Et puis pour le reste, c'est des « X » sur des projets actuellement soumis par le Distributeur. Alors je peux facilement le faire, ça, oui, après le lunch, là, vous remettre ça après le lunch.

LA PRÉSIDENTE :

Excellent. Je vous remercie beaucoup.

Me PIERRE PELLETIER :

C'est moi qui vous remercie.

LA PRÉSIDENTE :

Il est douze heures trente (12 h 30), on va recommencer à treize heures trente (13 h 30), avec la FCEI. Alors, Maître Turmel, à treize heures trente (13 h 30), on va laisser un trois minutes à maître Pelletier pour qu'il dépose son document et puis on commencera avec vous par la suite. Alors je

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 148 -

PLAIDOIRIE
AQCIE/CIFQ
Me Pierre Pelletier

vous remercie beaucoup.

PAUSE

13 h 36

LA PRÉSIDENTE :

Bonjour, je pense qu'on n'attendra pas après maître Pelletier. Maître Turmel. Je vous remercie.

PLAIDOIRIE PAR Me ANDRÉ TURMEL :

Alors, bonjour, Madame la Présidente. Bonjour aux Membres du panel. Vous vous attendiez à compléter avec maître Pelletier. Vous devrez vous contenter de votre humble serviteur après le lunch. Alors, permettez-moi de commencer. J'ai déposé le plan d'argumentation à madame la greffière pendant qu'elle vous le passe, donc j'entends le suivre généralement.

Vous savez que dans le dossier donc la FCEI a déposé une preuve écrite.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Turmel, je pense que je vais vous arrêter une seconde avant que vous entamiez pour vrai...

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

... parce qu'il y a un fantôme qui vient de revenir.

Me ANDRÉ TURMEL :

Ah! Bon. Alors, écoutez, je ne le prendrai pas personnel, je vais le prendre historique.

LA PRÉSIDENTE :

Je suis absolument désolée, je ne voudrais pas...

Je sais que c'est désagréable de se faire interrompre quand on commence là, mais...

(Discussion hors dossier)

PIERRE PELLETIER :

Alors, j'ai ici, Madame la Présidente, le document en question. J'espère que, malgré la hâte dans laquelle on l'a fait, ça couvre bien les choses. La seule chose dont je peux vous assurer, c'est que vraiment c'est mon écriture du dimanche, autrement que ça... Ça, c'est l'original. Ça, c'est le paquet de copies.

LA PRÉSIDENTE :

Alors, je vous remercie beaucoup.

Me PIERRE PELLETIER :

C'est moi qui vous remercie de m'avoir donné le délai pour le faire.

LA PRÉSIDENTE :

Et puis, si on devait aller dans ce sens-là, bien, évidemment, ça va nous être très utile. Alors, je vous remercie beaucoup.

Me PIERRE PELLETIER :

Si vous allez dans ce sens-là et que ça va mal, ce sera de ma faute.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, Maître Pelletier. Je m'excuse, Maître Turmel. On va pouvoir vous écouter sans distraction à partir de maintenant.

Me ANDRÉ TURMEL :

Merci, Madame la Présidente. Alors, donc prise 2. Donc, vous avez l'argumentation qui a été déposée devant vous.

Évidemment, cette année, je m'attendais à ce que maître Fraser perpétue la tradition des citations historiques, il ne l'a pas fait. À mon corps défendant, j'avais dans ma besace quelques citations, mais il ne les a pas utilisées, il n'en a pas utilisé, alors je n'en ferai pas donc utilisation ici aujourd'hui. Sauf qu'il a quand même... il y est allé avec quelques citations de son cru que je vais peut-être reprendre cet après-midi.

Alors, donc les remarques préliminaires. Bon. Vous connaissez la FCEI. J'aimerais vous rappeler que nous représentons vingt-quatre mille (24 000) PME au Québec. Nous sommes des... nos

clients sont des consommateurs G, G9, M, qui ont un intérêt à ce que les coûts... à ce que le tarif soit raisonnable, et ce, établi sur la base de coûts qui soient justifiés.

Alors, parfois les coûts sont tout à fait justifiés et la FCEI n'a pas de problème avec cela, mais la FCEI intervient à la Régie, année après année, pour faire valoir ses vues sur ces questions.

Donc, le premier aspect de la preuve qui a été développée par la FCEI dans le présent dossier a trait aux provisions génériques qui ont un effet quand même ou un impact quand même significatif sur la prévision de la demande déposée dans le présent dossier.

Vous vous rappelez donc - je suis au paragraphe 6 - la preuve de la FCEI, la preuve écrite. Il est de notre avis qu'HQD, bon, indique que l'introduction des provisions génériques au tarif L et aux contrats spéciaux fait suite à un constat de biais de surestimation statistiquement significatif de la demande et à une préoccupation entre - je le mets entre guillemets, on y reviendra - exprimée par la Régie.

Alors, je ne vous lirai pas les citations

que j'ai mises, mais les quelques paragraphes qui suivent sont un peu la genèse - et je pense là-dessus, tout le monde s'entend - d'où vient la nécessité de regarder ce biais à l'égard des prévisions pour les grands industriels. Ça émanait donc du dossier 3648, ensuite ça a migré dans 3708 via les deux plans d'approvisionnement également.

13 h 42

Les provisions génériques ont fait leur entrée dans les causes tarifaires, donc dans le dossier 3708, le dernier dossier tarifaire sauf erreur, ou l'an dernier, pardon, et il n'existait alors aucun constat quant à un biais de surestimation de la prévision de court terme. Ici, je veux mettre en opposition la surestimation de la prévision long terme versus la surestimation court terme. C'était le sens de notre démarche, la preuve qu'on a voulu faire.

Quant à nous, le constat portait plutôt sur la prévision sur un horizon de long terme, trois à huit ans. Et je tire cela donc du dossier 3648, la note de bas de page 2. Et ça émanait du Distributeur qui indiquait que, qu'il convenait que la prévision présente un biais statistiquement significatif de surestimation de la demande

d'électricité pour les horizons trois à huit ans.

Donc, il n'y a pas d'enjeu ici sur cette question. Simplement pour nous rappeler. Or, évidemment, lorsque l'on est dans une cause tarifaire, on fait référence aux prévisions de court terme, soit un an. Et quant à nous, elles sont, celles-ci sont bien différentes. Donc, cette citation au paragraphe :

La prévision de court terme à l'Industriel Grandes entreprises s'effectue par clients à partir de leur consommation historique et d'informations particulières provenant des clients tels les ajouts d'équipements, les arrêts de production et les variations de la charge mensuelle.

Ceci vient de la preuve d'HQ. La préoccupation de la Régie dont faisait mention HQD dans sa preuve dans le présent dossier, bien sûr, s'assoyait sur la décision, le constat de 2008-133. Mais on est retourné à -comment dire- à la genèse de cette décision-là, dans cette décision-là dans la preuve que la Régie utilisait, notamment les questions et réponses échangées entre ROEE à l'époque et HQD, a

fait dire à la Régie ce qui suit, sur cette question-là :

La Régie note de l'analyse effectuée par le Distributeur que la prévision des ventes totales ne comporte pas de biais statistiquement significatif. Quant au biais observé pour le secteur Industriel Grandes entreprises, la Régie constate, tout comme le Distributeur, que l'impact des correctifs apportés peut mettre du temps à se faire sentir et elle lui demande de poursuivre l'amélioration de son modèle de prévision de la demande.

Alors voilà. Alors, c'est à partir de ce moment-ci qu'on diverge un peu d'opinion avec HQD. À notre avis, la demande de la Régie ne visait qu'à poursuivre l'amélioration de son modèle de prévision. Ce qui visait la prévision trois à huit ans. Mais force est de constater que le Distributeur s'autorise de cette décision-là pour étendre le constat de cette décision-là aux prévisions un an. Et nous sommes en désaccord avec cette approche.

Par ailleurs, de manière plus technique, on fait référence aux tests des biais qui étaient basés sur les périodes quatre-vingt-cinq (85) à deux mille six (2006), dans le dossier 3648-2007. Et à l'époque, le Distributeur indiquait qu'à partir de quatre-vingt-dix-sept (97) « le souci de prévision était devenu un enjeu important ».

Et dans les paragraphes qui suivent, on explique qu'avant quatre-vingt-dix-sept (97), c'est un peu l'historique, la genèse, HQD avait une provision positive qui est incluse à sa prévision. Vous l'avez au paragraphe 13 et cité à partir du dossier toujours de 3648-2007 qui va donner la décision D-2008-133. Je note avec vous au haut de la page 5 à la fin de la citation, note de bas de page 4, comme quoi, on mentionnait :

Toutefois, l'impact de ces correctifs ne peut se faire sentir immédiatement sur les résultats de l'analyse de la performance de la prévision qui, pour plusieurs horizons, compte plus de vingt observations.

Toujours pour établir que ces questions sont des questions de long terme. Donc, le Distributeur admet que, pour plus de la moitié de la période sur

laquelle les tests ont été effectués, dans ce cas-ci quatre-vingt-cinq (85) à quatre-vingt-seize (96), le souci de prévision n'était pas un enjeu important et que la prévision y était sciemment surestimée.

13 h 47

La valeur des tests est donc questionnable et ces tests sont faussés en faveur de la détection d'un biais de surestimation. Bon ça alors ça termine un peu le volet qu'avions-nous dans le dossier.

Dans la présente audience celle-ci a permis de constater que les provisions génériques sont établies de façon relativement arbitraire et implique une part de jugement hautement subjectif.

Je vous ai mis ici un échange, des passages d'un échange que j'ai eus avec monsieur Nadeau où il a été un témoin tout à fait candide et coopératif en discutant sur comment lui faisait le jugement additionnel qu'il nous disait au-delà de ce que la prévision classique donnait, c'est-à-dire la rencontre avec les Grands consommateurs, les projets que l'entreprise avait.

Mais celui-ci nous dit que dans les faits quand on regarde les notes sténographiques,

question 135 et suivantes, une fois qu'il avait la prévision du client, bon HQD s'autorisait de faire un jugement de valeur, un jugement au meilleur de leurs connaissances, à ce que j'ai compris, pour dire bien peut-être qu'ils en mettent un peu trop, l'entreprise X ou l'industrie X ou Y.

Et on va passer un deuxième, deuxième coup de, de râteau là-dessus je dirais, on va écrémer. Mais la question c'est encore si HQD avait des outils, comment dire, hyper sophistiqués, très adéquats, nouveaux pour venir vraiment, comment dire là, passer par-dessus les prévisions de ses clients qui sont les meilleures, les personnes pour connaître les prévisions, ça aurait été intéressant.

Mais la preuve révèle puis sans cachotterie aucune, qu'ils n'ont pas d'équipe, monsieur Nadeau fonctionne avec une petite équipe nous dit-il. Je suis au paragraphe 16. Que dans son équipe il n'y a pas de sous-direction pâte et papier, mines et métaux, de gens qui vont être capables de dresser un portrait très, très, très fin ou raffiné de l'industrie.

En tout cas je vous dirais qu'a priori nous on se serait attendu que peut-être quelqu'un qui

pose un jugement au-delà des spécialistes par exemple de l'aluminerie ou des mines et métaux, devrait techniquement avoir un certain bagage et ce qu'on apprend bien c'est qu'il y a peu ou pas d'outils.

Dans ce cas-ci il n'y a pas d'étude. Monsieur Nadeau nous dit que peut-être à certaines occasions il pourrait y en avoir, mais dans ce cas-ci il n'y a pas d'étude. Bref, que ça se fait de manière très, très, très, très à haute altitude.

Ici je ne peux pas m'empêcher de faire un parallèle peut-être est-il boiteux, mais ce matin maître Fraser mentionnait à l'égard d'un autre dossier, à l'égard du tarif, je crois, de transition que HQD, son métier c'est de livrer de l'électricité. Ce avec quoi on s'entend tous. Ce n'est pas de connaître l'installation de manière détaillée. Ce avec quoi on était d'accord.

Alors, mais moi je, comment dire, j'élargirais la proposition en disant aussi on comprend que ce n'est pas non plus leur, leur métier de bien connaître le monde complexe des pâtes et papiers, le monde complexe des alumineries, le monde complexe des mines et métaux.

Donc ça rend leur méthodologie sur la

provision générique à l'égard des grandes entreprises un peu hasardeuse et aléatoire. C'est le sens de notre message.

(13 h 51)

Paragraphe 17, pour se, comment dire, se renforcer, monsieur Nadeau nous amène quelques cas, je dis « anecdotiques », en référence à des, épisodiques, de deux mille dix (2010), deux mille onze (2011), où il dit : « Ah! bien, finalement, nos prévisions n'étaient pas si pires que ça », bien, nous, on vous plaide qu'on ne peut juger de la validité d'une méthode sur la base de quelques observations épisodiques.

À ce compte, on pourrait tout aussi bien remarquer que l'écart entre le réel et la prévision au tarif L en deux mille dix (2010) est entièrement causé par la provision générique. L'année deux mille douze (2012) n'est pas encore commencée alors il apparaît, il paraît prématuré de présumer ce qu'elle sera. C'est sûr qu'on peut être chanceux avec... avec... mais la chance, ce n'est pas une méthodologie, c'est ce qu'on vous dit.

Tel que mentionné dans la demande d'intervention de la FCEI, les provisions génériques entraînent, ou peuvent entraîner une

double protection puisque la provision, si elle ne se réalise pas une année, peut être intégrée dans l'année subséquente. C'est la crainte de la FCEI. Si elle ne se réalise pas, le Distributeur bénéficie d'un écart favorable et reprend la provision l'année suivante; si elle se réalise, elle est neutre, il est donc, le Distributeur, certain de gagner sur cet aspect. Et ça, ça inquiète les consommateurs que nous représentons.

Donc terminons ce premier volet pour rappeler la recommandation que nous avons dans la preuve, qui est celle de... qui est la suivante, là, je vous la relis :

Considérant que les analyses du Distributeur ne révèlent pas de biais dans l'estimation des ventes industrielles sur un horizon de un an...

on a vu que pour le long terme, ça va;

... et que le niveau des provisions génériques n'est supporté par aucune preuve probante, la FCEI demande à la Régie de rejeter l'utilisation des provisions génériques pour l'établissement des prévisions de

ventes au tarif L et aux contrats
spéciaux et recommande par conséquent
que la prévision de demande du
Distributeur soit rehaussée de la
valeur des provisions génériques.

Et il y a quand même là, si on se rappelle, je
pense trois à quatre térawattheures (3 - 4 TWh) de
mémoire, donc ce n'est pas mineur.

Parlons maintenant des provisions
génériques adoptées par le Distributeur pour les
tarifs G, G9 et M. Encore ici, la même logique
s'est appliquée pour le Distributeur, il y va de
ses provisions génériques pour ces tarifs. Nous
avons ici, encore là, la même approche : court
terme un an versus long terme.

Quant à nous, le contre-interrogatoire des
témoins d'HQ a révélé quand même un caractère
encore plus, je dirais, patent dans ce contexte-ci,
caractère arbitraire de la provision. Lorsqu'on a
interrogé monsieur Nadeau, on lui demandait si HQD
considérerait que sa prévision de taux de change
était biaisée, et il a répondu simplement :
« Non. » Alors quand on... nous, on comprend que
quand c'est biaisé, il faut, il y a donc, il y a
une surestimation, il faut corriger le biais,

c'était la compréhension qu'on en avait. Or, là, on nous dit, bien, à l'égard de ce qui affecte singulièrement les provisions génériques pour le tarif G9, ce n'est pas biaisé. Alors on a un peu de difficulté à comprendre cet aspect. Aussi :

Q. [171] Est-ce que HQD considère [...] que le risque de variation de taux de change est plus important à la baisse qu'à la hausse?

Bon :

R. Le Distributeur l'ignore.

De plus, notre échange avec monsieur Nadeau, très très clair, nous indique qu'il n'y a pas d'étude supportant le lien entre la volatilité du taux de change et la demande; et ça, vous avez ça en haut de la page 8, c'est là, c'est clair, je ne vous le relirai pas, ça... ça ne souffre pas d'ambiguïté quant à nous.

Alors donc, pour la FCEI, HQD n'apporte donc aucun fondement acceptable à ces provisions génériques qui sont, rappelons-le, importantes. Donc pour G, G9 et M, nous demandons à la Régie de rejeter l'utilisation des provisions génériques pour l'établissement de prévisions aux tarifs G, G9 et M, et on recommande par conséquent que la

prévision des ventes pour ces tarifs soit rehaussée de la valeur des provisions génériques.

(13 h 55)

Donc ça affecte nécessairement la demande à la hausse.

Parlons maintenant des charges d'exploitation. Nous avons abordé notamment le facteur de croissance des charges d'exploitation. Vous avez ça dans la preuve de la FCEI.

Encore ici on s'en remet à la preuve, mais rappelons-nous simplement pour nous situer, je suis aux paragraphes 23-24. Suite à la décision D-2011-028, la Régie avait demandé à HQD une analyse plus raffinée du facteur de croissance des activités liées aux nouveaux abonnements pour savoir comment les nouveaux abonnements influent sur la croissance, sur les coûts. À ça, HQD a fait son travail, entre guillemets, et nous répond dans le présent dossier que la formule paramétrique, somme toute, compte tenu que c'est une gestion à long terme que ça fait le travail et qu'à long terme donc on doit voir tous les coûts comme étant, qu'à long terme tous les coûts sont variables.

Et donc, pour la FCEI cette façon de voir une cent pour une cent pour les coûts, pour la FCEI

on ne peut pas conclure que tous les coûts sont variables simplement parce que tous les postes de dépenses sont variables. On pense que HQD doit faire une approche plus raffinée, ce qu'elle n'a pas fait malheureusement. Elle a fait une analyse sommaire, mais elle conclut trop vite, selon nous, sur une thématique quand même importante.

De plus, en audience la preuve a révélé, bon, que la réglementation incitative inclut les économies d'échelle. Et monsieur Gosselin, l'analyste de la FCEI, en a parlé. Il nous mentionne, bon il faisait une comparaison, en parlant d'HQD, entre la formule paramétrique et les mécanismes incitatifs en général. Et puis HQD disait, bon, dans la réglementation incitative on utilise généralement le nombre de clients comme base de la formule et donc il n'y a pas d'économie d'échelle qui est présumée dans la réglementation incitative. C'est inexact.

Monsieur Gosselin, qui est un analyste chevronné, notamment dans le gaz naturel, qui participe aux dossiers du mécanisme incitatif dans le gaz depuis plusieurs années maintenant, en tout cas je vous dirais qu'il a un regard, je pense que je demande à la Régie de regarder avec tout le

sérieux que ses commentaires peuvent amener.

Pour la FCEI, le lien proportionnel entre le nombre de clients et les charges d'exploitation n'est pas supporté par la corrélation entre le nombre de clients et les charges d'exploitation nettes des processus distribution et service à la clientèle en dollars constants.

Et on en veut pour preuve, notamment pour pousser plus loin dans cette idée l'engagement numéro 4 du Distributeur qui a répondu à la demande de la FCEI. Et cet engagement montre une corrélation de quatre-sept pour cent (47 %) entre le nombre de clients et les charges d'exploitation nettes en dollars constants.

HQD argumente que cette corrélation sous-estime la réalité puisqu'elle ne prend pas en compte les efforts d'efficience passée par le Distributeur. Or, pour ce faire, le Distributeur doit présumer que la source de l'efficience passée ne provient pas d'économies d'échelle.

HQD indique notamment, l'engagement 4 c'est un extrait de cet engagement :

En effet, ces efforts sont venus
freiner le rythme d'évolution
naturelle des charges d'exploitation

du Distributeur, alors qu'on cherche à démontrer le lien qui existe entre les abonnements et les coûts, sans contraintes.

Pour nous, HQD fait un argument qui est circulaire. D'une part, les efforts d'efficience de HQD « sont venus freiner le rythme d'évolution naturelle des charges d'exploitation ». Les corollaires sont que l'efficience ne provenait pas d'économies d'échelle et que l'« évolution naturelle des charges » dépend du nombre de clients. Donc, la corrélation entre le nombre de clients et les charges est forte. Et donc, l'« évolution naturelle des charges » est affectée par le nombre de clients.

13 h 59

De plus, HQD présume d'une efficience de un pour cent (1 %) uniforme et récurrente depuis dix (10) ans. Cette hypothèse est arbitraire, selon notre analyse, et n'est supportée par aucune analyse. Par ailleurs, la seule conclusion que tire le Distributeur de son exercice de corrélation est que le nombre de clients est un inducteur de coût. Ce avec quoi, bien sûr, la FCEI n'a pas de difficulté. On ne conteste pas cette dernière affirmation.

Le vrai enjeu n'est pas de savoir si le nombre de clients est un bon inducteur de coût. Le vrai enjeu est de savoir si un pour cent (1 %) d'augmentation du nombre de clients entraîne un pour cent (1 %) d'augmentation des charges d'exploitation tel que présumé par la formule. Ou, dit autrement, est-il justifié de présumer que l'élasticité des coûts relativement au nombre de clients est de un?

À juste titre, HQD ne tire, de son exercice de corrélation, aucune conclusion relativement à l'élasticité.

En effet, parce qu'une corrélation parfaite entre deux variables, bien qu'elles impliquent que ces deux variables - excusez-moi, il y a une coquille là - varient en même temps n'implique pas qu'elles varient dans les mêmes proportions.

Alors, notre analyste a préparé un petit tableau qui n'est pas de la preuve, mais c'est juste pour illustrer le propos. Donc, un exemple qui démontre que la corrélation entre deux variables dont l'une croît de un pour cent (1 %) par année, et l'autre de zéro virgule un pour cent (0,1 %) est de un, tout comme elle est de un pour deux variables croissant chacune de un pour cent

(1 %) par année.

Quand vous regardez le petit tableau, on prend... c'est purement théorique là, le nombre de clients qui croient de un pour cent (1 %) par année, à l'année 1, 2, 3, 4, vous l'avez. Donc, nous avons mille dix (1 010) clients la première année, mille vingt (1 020), mille trente (1 030), mille quarante et un (1 041), le coût des activités 1, par exemple, qui connaissent une croissance de un pour cent (1 %), on pourra les répercuter et on verra que ça donnera mille (1 000), mille dix (1 010), mille vingt (1 020), mille trente (1 030), pour une corrélation de un, mais le coût 2, pour un autre type donc de coût qui, eux, dans son cas pourrait connaître une croissance de zéro virgule un (0,01 %) aura un ajout, sera lié donc avec un coût de mille un (1 001), mille deux (1 002), mille trois (1 003), mais on voit quand même une corrélation de un.

Alors, comme vous voyez, je sors un peu de mon champ et c'est une question un peu peut-être d'économiste, mais je pense que, j'espère que ça illustre assez bien le fait que les coûts... que la variabilité des coûts là sur dix (10) ans, on ne peut pas dire que c'est un pour cent (1 %), tous

les coûts suivent en conséquence.

Pour nous, nulle part dans sa preuve, le Distributeur fait-il la démonstration que l'élasticité présumée dans la formule paramétrique soit un est justifiée. Ce qui nous amène à la recommandation numéro 3 dans la preuve de la Régie... de la FCEI, pardon, sous le tableau là qui est la suivante.

Donc, la FCEI ne peut souscrire à la conclusion du Distributeur à l'effet que la croissance du nombre de clients n'entraîne aucune économie d'échelle, et ce, aussi bien à court terme qu'à long terme. Par exemple, la réglementation législative, quant à nous, le démontre.

Suite de la recommandation, la FCEI réitère la demande faite dans le cadre du dossier tarifaire 3740-2010 à l'effet qu'une analyse détaillée du coût marginal associé à l'addition de nouveaux clients soit réalisée. Ce qu'on a tenté de faire ici, ce qu'on a fait, quant à nous, en partie, mais on pense que la Régie devrait ordonner à HQD de pousser plus loin son étude.

Dans l'attente de données probantes, elle réitère également, la FCEI, la recommandation de fixer à cinquante pour cent (50 %) l'élasticité des

dépenses d'exploitation relativement à la croissance du nombre de clients. Alors, c'est la recommandation numéro 3.

14 h 3

Cette fois-ci, maintenant, quant aux critères d'établissement des éléments spécifiques, la FCEI s'en remet aussi à sa preuve. Vous vous rappellerez, dans D-2011-028, la Régie avait retenu les cinq critères suivants pour établissement des critères spécifiques : le coût hors de contrôle pour HQD; les coûts reliés à des nouvelles exigences; les coûts extraordinaires; le quatrième élément, le coût temporaire découlant des investissements. Et c'est sur ce quatrième aspect-là qu'HQD, et l'an passé la Régie avait fixé le coût minimum à cinq millions (5 M\$), HQD nous arrive avec une proposition pour faire en sorte qu'à l'égard de ce quatrième élément-là, les coûts temporaires reliés, découlant d'investissements, que le seuil soit haussé à dix millions de dollars (10 M\$).

Il nous apparaît que les projets d'investissements de plus de dix millions (10 M\$) ne sont pas nouveaux. Les charges d'exploitation incluent depuis longtemps des charges associées à

des projets d'investissements importants. Les projets les plus importants, par exemple la lecture à distance phase I et l'optimisation des systèmes clientèles AD, OSC, ont un impact sur les charges d'exploitation nettes qui excèdent cinq millions (5 M\$) et qui donc, selon nous, ne requièrent pas le critère proposé. Donc, on vient un peu donner, rendre le critère numéro 4 un peu plus, bien, différent de l'an passé. Quant à nous, les justifications données par le Distributeur ne sont pas, ne font pas preuve d'une manière probante tel qu'on devrait simplement changer ce critère et le faire hausser de cinq (5 M\$) à dix millions (10 M\$).

Donc, la recommandation numéro 4 à cet égard est que la FCEI recommande à la Régie de rejeter la demande du Distributeur à l'effet que le quatrième critère d'établissement d'un élément spécifique ne s'applique pas aux charges d'exploitation découlant de projets d'investissements supérieurs à dix millions (10 M\$).

Quant aux frais corporatifs, encore là, on s'en remet à la preuve écrite et aux constats faits à l'audience. Vous savez que donc, j'ai eu un

échange avec la représentante d'HQD, la présidente d'HQD, et on a convenu rapidement, bien sûr, que les charges reliées aux frais corporatifs étaient en décroissance depuis deux mille sept (2007), deux mille huit (2008), et c'était très bien. Tous nous étions contents. Mais ce que j'ai noté avec madame Courville, c'est que donc, ceci étant dit, l'écart entre les prévisions et le coût réel depuis quelques années va de manière fort croissante. C'est bien noté à la preuve de la FCEI.

Et dans l'audience, autant avec madame Courville qu'avec les autres témoins d'HQD, on n'a pas entendu de justification à ça autre qu'une justification fort générale que vous savez, une prévision, c'est une prévision. Et on a demandé donc à madame Courville à la page 23 lors de la première journée... page 83, pardon, s'il y avait un élément particulier cette année qui ferait en sorte, comme elle est une gestionnaire de haut niveau, HQD, et que les frais corporatifs sont nécessairement peut-être plus près de son champ de vision, s'il y avait un élément particulier qui, cette année, ferait en sorte de rapprocher la réalité de la prévision. Et sa réponse a été « pas à ma connaissance » à la page 83.

On cherchait. Peut-être qu'il y avait des éléments qu'on n'avait pas dans le dossier. Mais je vous sou mets, Madame la Présidente, Mesdames les Régisseuses, qu'on n'a rien vu.

Donc, à l'égard des frais corporatifs. Donc HQD recommande d'établir la prévision des frais corporatifs d'Hydro pour l'année témoin, bon, cent un virgule deux millions (101,2 M\$). Ce montant est obtenu sur la base d'un budget de quatre-vingt-dix-neuf millions (99 M\$) à l'année de base, soit le même niveau que l'année deux mille dix (2010). À ce montant sont ajoutés zéro virgule sept million (0,7 M\$) pour tenir compte de la hausse du coût de retraite et un point cinq million (1,5 M\$) pour tenir compte d'une hausse de un point cinq pour cent (1,5 %) des charges.

Et, là, je suis dans la preuve pour rappeler la recommandation de la FCEI sur la base d'une quote-part de trente pour cent (30 %) puisque c'est la quote-part d'HQD dans les frais corporatifs globaux. La FCEI recommande d'établir les frais corporatifs attribuables au Distributeur à trente virgule quatre millions de dollars (30,4 M\$).

14 h 07

Quant aux services professionnels et aux autres services externes, la FCEI a corrigé en audience sa demande et la recommandation fait en sorte qu'au lieu de soixante-dix virgule trois (70,3) qui est demandé par le Distributeur, on recommande plutôt soixante-huit virgule sept (68,7).

Pourquoi? Bien parce que notamment le contre-interrogatoire des témoins de HQD indique notamment qu'HQD ne peut indiquer ce qu'elle entend faire des deux point cinq millions (2,5 M\$) et argumente que cette partie de l'entente globale. Pour nous on n'a pas de justificatif additionnel. Et on a corrigé donc la recommandation de la FCEI, mais celle-ci demeure telle que corrigée.

Peut-être en terminant, juste un commentaire, c'était le dernier paragraphe où je disais que la FCEI fait un examen détaillé des dépenses. Quant à nous la Régie a le plein pouvoir évidemment, et ce qu'elle fait depuis toujours, de faire une détermination des montants globaux de dépenses qu'elle juge nécessaire pour assumer le coût de la prestation de service.

Or, d'une part pour rappeler ce principe,

deuxièmement en ce qui a trait au tarif de transition, la FCEI considère même, bon cette question a été traitée beaucoup par l'AQCIÉ, mais elle peut impacter les clients que représentent la FCEI. Pour la FCEI dans tous les cas il serait inacceptable que l'ensemble des clients fasse les frais de la transition des contrats spéciaux vers le tarif L.

Les contrats spéciaux sont issus d'une, d'une politique publique du gouvernement pour accroître l'investissement et c'est certainement intéressant et on n'a pas de problème avec ça. Mais dans ce cas-ci puisqu'ils émanent d'une politique publique gouvernementale et non pas du cadre de la Régie, ils devraient demeurer, ils sont nés par une décision de l'actionnaire d'Hydro, ils devraient être assumés par l'actionnaire de façon à ce que les, de faire en sorte que les clients, les autres clients ne supportent pas l'écart entre le tarif L et le tarif de transition s'il y a des coûts associés à ceci, à cet aspect.

Donc à cet égard, la FCEI appuie la demande de l'AQCIÉ. Ceci termine donc notre argumentation, Madame la Présidente. Je vous remercie.

LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie. Je vais avoir une question.

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

Et puis ça porte également sur la position de
l'AQCIE...

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

LA PRÉSIDENTE :

... mais concernant le tarif M. Vous savez que
l'AQCIE a demandé à ce que le tarif M que
l'augmentation quelle qu'elle soit ne soit pas
répartie moitié-moitié sur le premier bloc, sur le
deuxième bloc.

Et évidemment, alors je me demandais si
votre organisme, l'organisme que vous représentez
avait une position à cet effet-là. Parce que ça ne
se reflète pas dans votre preuve. Alors je me
demandais si vous aviez une position.

Me ANDRÉ TURMEL :

Attendez-moi un instant, si vous permettez. Devant
le principe de base c'est qu'on a toujours été,
vous connaissez la position de la FCEI à l'égard de
l'interfinancement. Si la proposition de l'AQCIE a

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 177 -

PLAIDOIRIE
FCEI
Me André Turmel

un impact à l'égard de corriger défavorablement l'interfinancement, nous y sommes opposés à cet égard. C'est ce que je comprends. J'espère que c'est clair.

LA PRÉSIDENTE :

Oui.

Me ANDRÉ TURMEL :

Parfait.

LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie.

Me ANDRÉ TURMEL :

Je vous remercie et je vous souhaite Joyeuses Fêtes à tous.

LA PRÉSIDENTE :

Merci, vous aussi.

(14 h 12)

Ça va être au tour de monsieur Gertler... maître Gertler, je m'excuse. Je vais profiter des quelques minutes pour vous préciser qu'on entend bien terminer les plaidoiries aujourd'hui, même si ça dépasse un peu le trois heures (3 h), ça risque d'aller vers les quatre heures (4 h). Alors, Maître Cadrin, vous n'êtes pas chanceux, vous êtes à la fin de la liste alphabétique mais... l'année prochaine, on ira peut-être dans l'ordre inverse.

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 178 -

PLAIDOIRIE
FCEI
Me André Turmel

PLAIDOIRIE PAR Me FRANKLIN S. GERTLER :

Bonjour. Ça, c'est comme des vacances annoncées, on peut rester alors, on peut prendre tout le temps voulu, là, parce qu'on va...

LA PRÉSIDENTE :

Quand même! On va... prenez le temps que vous souhaitez mais, évidemment...

Me FRANKLIN S. GERTLER :

Non, non, ça va, ça va aller.

LA PRÉSIDENTE :

... on va apprécier les prévisions justes.

Me FRANKLIN S. GERTLER :

Oui. Bon alors, bonjour, bonjour, Madame la Présidente et Mesdames les Régisseuses. Franklin Gertler, pour le ROEE. J'ai remis à madame la greffière un plan assez sommaire, et que je vais traiter mais en y, avec un certain enrichissement à partir de notes et réflexions.

Donc juste un petit mot d'ouverture sur les enjeux du dossier tarifaire 2012-2013 et l'intervention du ROEE. Évidemment, la demande d'Hydro-Québec, le B-0007, porte des conclusions sur différents sujets. Comme c'est notre habitude, l'intervention de la Régie... excusez-moi, selon les indications de la Régie, l'intervention du ROEE

est quand même assez ciblée et porte surtout sur les questions relatives au budget du PGEÉ et également sur des considérations eu égard aux tarifs et aux conditions, par exemple le tarif DT et toute la question de la structure, des structures tarifaires.

Un petit mot sur vos compétences. En vertu de la Loi, parce que je pense que c'est important de bien se rappeler de certaines choses, je souligne la compétence exclusive de la Régie en matière tarifaire. Et ce n'est pas quelque chose de banal, évidemment, en vertu de l'article 31, alinéa 1, premier paragraphe, vous avez cette compétence-là, et c'est détaillé aux articles 48, 52.1 et à l'article 49, auquel 52.1 réfère mais seulement pour 49, alinéa 1, les items ou les paragraphes 6 à 10 et les alinéas 2 et 3; et je vais y revenir.

Mais je note également, en plus de votre compétence exclusive, il y a des caractéristiques qui méritent d'être soulignées de votre compétence. Parce que votre compétence, c'est surtout une responsabilité, vos décisions sont sans appel; évidemment, vous êtes protégés par une clause privative, et vos décisions, si elles sont déposées en vertu de l'article 39, ont la valeur d'une

décision de la Cour supérieure.

Alors ça, on peut voir tout ça de deux façons, on peut dire, bon : « Chouette! il n'y a personne qui va venir nous déranger, on est libres de faire qu'est-ce qu'on veut », mais je vous soumets, évidemment, je plaisante mais je vous soumets que dans ce contexte-là, il importe de regarder, puisque vous êtes essentiellement tout seuls dans cet exercice-là, de regarder de très près vos responsabilités, et parmi celles-là, je vous souligne que votre compétence exclusive doit être conjuguée, évidemment, avec l'article 5.

Puis c'est intéressant, à l'article 5, on parle bien de la responsabilité de la Régie, ce n'est pas, on est d'accord que ça ne confère pas une compétence mais si on regarde la note liminaire dans la Loi, on parle de responsabilité, et je pense que, je vous soumets que c'est la raison d'être et la raison de la présence de nos clients ici du ROEÉ et ses groupes membres, c'est de voir à ce que, véritablement, on :

5. [...] favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective du développement durable et d'équité au plan individuel comme

au plan collectif.

Et je note que le, malheureusement, hormis quelques décisions autour des appels d'offres et des conditions non monétaires, il y a eu quand même très peu de développements par la Régie de la signification vraiment de qu'est-ce que ça veut dire. Et je note, parce que j'avais mentionné l'article 50... excusez-moi, l'article 49, alinéa 1, les paragraphes 6 à 10, et parmi ceux-là, ces éléments-là, on voit que la Régie doit prendre en compte les préoccupations économiques, sociales et environnementales qui vous sont indiquées par le gouvernement. Mais il n'y en a pas, il n'y a pas eu d'indications de cette nature-là.

(14 h 19)

Et je vous soumets que ça ne veut pas dire que l'aspect environnemental ne doit pas être considéré mais bien que vous devez y référer puis fournir vous-mêmes la réflexion sur ces sujets-là.

Et c'est dans ce contexte-là que je vais vous soumettre, ou indiquer un peu plus tard aussi que, selon nous, ça veut dire qu'il ne suffit pas de dire : « Bien, le gouvernement a fixé telle... telle cible... » ou « ... a établi telle... telle politique dans sa Stratégie énergétique en deux

mille six (2006)... », c'est vous qui avez la compétence dans ces matières-là, du côté tarifaire du moins, quels sont les gestes à poser du côté tarifaire pour bien remplir la mission, y compris dans son aspect environnemental.

Et évidemment, pour nous, les quelques mots que je viens de dire doivent venir informer les choix et, votre analyse et vos choix, vos conclusions et vos décisions par rapport notamment aux questions du PGEÉ et également au niveau des tarifs, de la structure des tarifs.

Donc, là, j'entre de façon plus systématique dans mon plan, je vous ai mis une série d'enjeux, avec nos recommandations, puis je vais fournir un petit peu des références à la preuve également.

Alors, d'abord, sur le PGEÉ, je voulais mentionner, au niveau de l'appréciation générale, que nous avons bien noté que madame Courville, puis c'est dans la présentation, le B-0110, à la page 4, c'est les acétates, on avait parlé en termes de :

- Poursuivre l'amélioration des actions en efficacité énergétique en vue de l'atteinte de la cible à l'horizon 2015.

Alors nous, on est d'accord pour l'amélioration des actions mais, comme je viens de le mentionner, il n'est pas sûr que le devoir, les devoirs d'Hydro-Québec ni de la Régie s'arrêtent nécessairement aux cibles de deux mille quinze (2015).

Par rapport justement à l'appréciation générale du ROÉÉ du PGEÉ, nous avons noté, dans notre analyse, une réduction des efforts en matière d'efficacité énergétique dans le marché, pour le marché résidentiel. Et dans notre mémoire, le mémoire du ROÉÉ, qui est le C-ROÉÉ-0011, et je vous réfère aux pages 9 et 10 et aux figures 1 et 2, nous avons noté essentiellement que les résultats du PTÉ indiquent que le secteur résidentiel a un potentiel correspondant au tiers du potentiel de tous les secteurs; pourtant, on constate que la tendance moyen terme du PGEÉ est axée de manière marquée vers le marché affaires au détriment du résidentiel.

Alors comme d'autres intervenants donc, notre recommandation, c'est l'instauration de programmes d'efficacité énergétique pour le secteur résidentiel. Ces programmes permettraient d'obtenir des gains substantiels d'économie d'énergie par exemple via la récupération de chaleur des eaux

grises ou la géothermie.

Et, par ailleurs, comme l'a fait remarquer l'UC dans sa preuve, des sommes importantes destinées à la stratégie clientèle faible revenu n'ont pas été dépensées, tout indique que Hydro-Québec est en mesure d'améliorer donc cette situation.

(14 h 23)

Justement, on voulait dire un mot également sur le PGEÉ et par rapport aux ménages à faible revenu. Et l'enjeu ici, c'est l'optimisation des efforts en matière d'efficacité énergétique et de s'assurer du partage équitable des bénéfices et des dépenses... excusez-moi, des bénéfices de ces dépenses.

Et à ce propos, je vous réfère à la pièce C-UC-0012, à la page 33, en nous appuyant sur l'analyse et les conclusions de l'UC à l'effet que l'approche pour les ménages à faible revenu dans la situation de locataire doit être revue, on trouve étonnant que Hydro-Québec prenne comme position que tenter de résoudre ce problème-là serait une interférence dans les relations contractuelles entre les locataires et les propriétaires.

Maintenant, le PGEÉ et l'approche

communautaire ou collective. Évidemment, juste une note pour fins de clarté, on ne parle pas de l'approche communautaire style négawatts, là, les visites à domicile, ça, c'est l'approche axée sur la communauté, ce n'est pas les visites à domicile.

Alors l'enjeu ici, c'est que certaines mesures d'efficacité énergétique sont initiées à l'égard de clients propriétaires de grandes résidences unifamiliales alors que les gains de ces mesures pourraient également être accessibles pour un ensemble de propriétaires de résidences plus petites, de plus petites dimensions, si elles étaient implantées de manière collective ou communautaire, par exemple pour un quartier ou un pâté de maisons.

Et, évidemment, pour ça, on vous réfère au PGEÉ, Budget 2012, c'est-à-dire le B-0044, et où on traite de ces questions-là aux pages 41 et 42, c'est-à-dire Hydro-Québec traite de ces questions-là, et également aux réponses aux DDR du GRAME, c'est le B-0072, et par rapport aux questions 27, 31, 33.

Dans le mémoire... maintenant les recommandations. Dans le mémoire du ROEÉ, c'est-à-dire le C-ROEÉ-0011, à la page 14, on trouve nos

recommandations à cet égard-là, on vous soumet que comme ce programme débute et on manque d'informations pour en formuler une analyse détaillée, le ROÉÉ demande que le rapport du programme de soutien du développement urbain durable (le DUD) soit disponible dans la preuve d'Hydro-Québec pour la cause tarifaire 2013-2014, incluant les données sur le potentiel de l'avenue collective, c'est-à-dire multiplex ou regroupement de maisons, avec une présentation des gains en efficacité pour chaque projet plutôt que de fournir uniquement les gains moyens.

Maintenant, la géothermie. Évidemment, il a été beaucoup question de l'opportunité dans les programmes de géothermie et j'aimerais vous faire part de l'analyse et des recommandations du ROÉÉ aux termes de la preuve.

Justement, l'enjeu, c'est qu'il y a un très haut taux d'opportunité, surtout pour les bâtiments existants, on parle de soixante pour cent (60 %) pour les bâtiments existants et trente-quatre pour cent (34 %) pour les nouvelles constructions, bien qu'il s'agisse d'une mesure très efficace, avec un TCTR positif, donc on va aller sauver à peu près onze mille kilowattheures

(11 000 kWh) par an, et ce sont des projets qui sont rentables pour la société.

Dans les contre-interrogatoires d'Hydro-Québec, on a vu, dans les notes, et puis on le voit dans les notes sténographiques du Volume 4 du quatorze (14) décembre, à la page 99, en réponse à une question, madame Michèle Labrecque nous informe essentiellement qu'il y a un nombre fixe d'opportunistes et donc il faut structurer le marché des nouvelles constructions, donc subventions aux constructeurs, afin d'augmenter le nombre total de projets et diminuer à ce moment-là la proportion d'opportunistes.

(14 h 30)

Par contre, l'ACEFO dans sa preuve, puis je suis aux notes sténographiques volume 6, page 85, nous recommande simplement de couper ses subventions-là parce qu'à cause du haut taux d'opportunisme.

À la différence de ces deux approches-là, dans la preuve du ROÉÉ, madame Couturier, et je suis dans les notes sténographiques du six (6), c'est-à-dire le volume 6 du dix-neuf (19) décembre deux mille onze (2011) aux pages 105-107. Elle a noté qu'Hydro-Québec s'intéresse principalement aux

nouvelles constructions, mais que l'opportuniste est plus important en proportion et en nombre pour les bâtiments existants et qu'il y a un potentiel intéressant pour le multilogement où on peut à ce moment-là répartir les coûts et bénéfices sur plusieurs clients.

Alors, les recommandations du ROEE à ce niveau-là c'est que le haut taux d'opportuniste sitôt dans la mise en place du programme indique un problème de structure du programme, donc il faut mieux cibler et trouver un moyen d'aller chercher plus de participants, développer une stratégie particulière à partir de clients nouvelles constructions, bâtiments existants, multilogements.

Il faut aussi s'interroger sur les mises en place d'une garantie de prêt ou d'un financement, même la facture d'électricité plutôt que simplement une subvention. Ça revient de façon répétée que la subvention n'est pas nécessairement efficace pour tous les types de clients potentiels.

Maintenant par rapport à la biénergie. Comme on l'a vu dans la preuve du ROEE, qui est assez élaborée sur la question, HQD a une stratégie défensive vis-à-vis la biénergie. Il fait la promotion du DT seulement si les clients mazout

menacent de quitter pour le TAE.

L'autre enjeu c'est évidemment la proposition du nouveau calibrage DT en fonction de la normale climatique Ouranos.

Dans la preuve, selon Hydro-Québec, lors de la cause tarifaire en deux mille dix (2010) Hydro-Québec a analysé la possibilité de subventions, mais a refusé de poursuivre dans ce sens. Et dans la cause présente R-3776, il y a une absence de proposition de la part d'Hydro-Québec d'une restructuration du parc biénergie. On nous dit tout va bien, essentiellement.

Alors dans le mémoire du ROÉÉ et également dans le témoignage, c'est la pièce C-ROÉÉ-0011, et dans le témoignage de Patrick Hébert, c'est notes sténographiques volume 6 aux pages 96 à 100. On voit que quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) des équipements biénergie sont au mazout et le parc est vieillissant. On fait état également d'un risque environnemental et de santé accru pour les vieux équipements. Et qu'étant au mazout le parc, et donc cette source-là de soutien au niveau de la puissance, est sensible aux fluctuations du prix du mazout.

14 h 34

Dans sa preuve en témoignage du quinze (15) de décembre, le RNCREQ - et là excusez-moi, c'est les notes sténographiques Volume 5 et à la page 172 - a recommandé à la Régie d'inciter Hydro-Québec d'offrir des subventions pour faciliter le DT avec d'autres sources d'énergie, donc diversification du parc, sans favoriser l'utilisation d'un carburant fossile. Et le RN nous indique également qu'ils ne jugent pas que la biénergie est rentable lors d'un remplacement d'équipements.

Dans ce contexte-là de la preuve, le ROÉÉ recommande, afin de permettre une meilleure diversification et une plus grande performance du réseau, qu'il y ait une subvention à deux niveaux. Premièrement, une subvention pour favoriser la migration des gens de D vers DT, et une autre subvention moins élevée pour les gens qui sont déjà au DT pour le remplacement d'équipements. Et ce serait, selon nous, approprié de le faire pour tout système d'appoint, y compris des granules, avec une campagne de sensibilisation.

Parce que monsieur Chéhadé, vous vous souviendrez, dans son témoignage a essentiellement dit « bien, les granules ne sont pas disponibles

partout ». Mais, nous n'avons pas suggéré de remplacer « holus-bolus » tous les équipements au mazout avec des granules, mais on dit qu'on peut commencer... on peut emboîter le pas, puis commencer ça où est-ce que c'est possible parce qu'il y a des avantages au niveau environnemental qui sont quand même importants. On le détaille dans notre preuve, dans notre mémoire.

Maintenant, je suis rendu à certains autres thèmes que j'aimerais traiter avec vous qu'on a moins développés, mais qui sont important à souligner. Et je note à cet égard qu'il y a le tarifaire, c'est certain, mais le tarifaire, c'est un « road trip » un petit peu puis les choses continuent d'année en année, puis des morceaux qu'on doit parfaire avec le temps, puis ce n'est pas... on peut pas juste l'isoler puis décider de la cause, on doit évidemment rendre une décision, mais il y a toujours des éléments qui sont au menu pour les autres années.

Bon. Dans notre mémoire, le ROÉÉ, C-ROÉÉ-0011, à la page 6, c'est un peu en note liminaire, on avait mentionné notre inquiétude et nos questionnements par rapport aux incitatifs dans les réseaux autonomes pour le recours au mazout pour le

chauffage et aussi, on a posé des questions, on se pose des questions sur le programme PUEÉ. Et à cet égard, on vous a donné des références dans notre mémoire sur les questions de santé par rapport à l'utilisation et recours au chauffage au mazout.

Et donc la recommandation, c'était à l'effet, dans une perspective de développement durable, les index sur l'environnement et sur la santé du recours au mazout pour le chauffage font partie des coûts devant être internalisés dans le choix de programmes et fixation des tarifs pour les réseaux autonomes. C'est pourquoi le ROÉÉ demande à la Régie d'ordonner à Hydro-Québec, lors du prochain dossier tarifaire, d'inclure dans sa preuve une étude des impacts sur la qualité de l'air local et intérieur et sur la santé humaine des incitatifs pour le chauffage au mazout et le programme PUEÉ.

Alors, quand on pose ces questions-là, à chaque fois on dit, bien, c'est évident que c'est plus efficace que de produire... de chauffer au mazout que de brûler le mazout pour faire de l'électricité pour ensuite chauffer. Ça, c'est au niveau thermique, nous sommes d'accord avec ça. Ce n'est pas là la question. C'est sûr peut-être quel

est le bilan de ça au niveau du gaz à effet de serre? Je ne sais pas, mais on pose la question plus de santé publique, air intérieur, air local parce qu'on sait que...

Je ne connais pas les lieux, mais Hydro-Québec ne semble pas le connaître non plus. On peut avoir un village qui est dans un bassin, puis le groupe diesel est de l'autre côté de la colline. Alors, il n'y a pas de pollution locale ou, t'sais, on les éloigne, mais peut-être si chacun dans un village qui est dans une vallée a son chauffage fournaise au mazout, avec des conditions climatiques, je ne sais pas, mais je pense qu'il faut avoir une réponse plus que de génie qui dit, bon, évidemment, c'est plus efficace. Alors, c'est pour ça cette demande-là.

(14 h 40)

Maintenant, autre sujet, par rapport au réseau intégré et la récupération de la chaleur des eaux usées, on voulait simplement indiquer notre appui pour l'analyse et les propositions de l'ACEFO à cet égard-là.

Maintenant, au chapitre des structures tarifaires et des perspectives du progrès vers le coût marginal, j'ai bien pris note, si j'ai bien

compris, que Hydro-Québec constate que ce n'est pas la hausse différenciée des, ou l'application indifférenciée des hausses de tarifs qui nous amène à un rythme convenable vers des tarifs qui reflètent mieux le coût marginal. En tout cas, ce n'est peut-être pas ça, ils ne l'ont pas dit dans ces mots-là mais je pense que c'est ça qui a été dit.

C'est un peu notre analyse aussi, c'est un peu la, entre guillemets, « conversation » qu'on avait avec monsieur Chéhadé l'autre jour. Et évidemment, c'est là où je vous réfère aux éléments de la preuve suivante, ou dans le dossier; on en avait parlé dans notre demande d'intervention, et juste pour situer le sujet, c'est le C-ROÉÉ-0002, aux paragraphes 15 et 16.

Évidemment, ensuite, il y avait justement le contre-interrogatoire de monsieur Chéhadé dont, d'ailleurs, j'ai appris que j'ai manqué l'annonce qu'il s'en va à la retraite, puis je voulais juste dire, personnellement, je l'ai bien apprécié, je l'apprécie encore, puis il va nous manquer dans les audiences. Et là, je vous réfère, pour monsieur Chéhadé et aussi le Panel 3, notes sténographiques, Volume 3, aux pages 76 à 92, et évidemment le

témoignage de madame Couturier dans le Volume 6, puis malheureusement, je n'ai pas, étant donné qu'on l'a reçu seulement ce matin mais elle a traité de ce sujet dans les notes sténographiques qui sont sorties ce matin.

Et dans les échanges avec monsieur Chéhadé puis dans la preuve d'Hydro-Québec, et les réponses, je veux juste souligner que la question n'est pas est-ce qu'on doit ou ne pas faire rapport sur qu'est-ce qui se fait en Colombie-britannique; ça, c'est un peu un faux argument. C'est sûr qu'on trouve qu'il y a là une province où les conditions sont et la situation pour la production, et la distribution d'électricité sont assez semblables pour que ça soit intéressant de les regarder, mais ce n'est pas là, la question, c'est qu'on doit finalement, puis je crois qu'on vient de l'admettre du côté d'Hydro-Québec, qu'on doit faire quelque chose pour regarder d'autres solutions pour commencer à mener les tarifs vers quelque chose qui reflète mieux le coût marginal.

Maintenant, Hydro-Québec, puis on le comprend, a mentionné, au cours des présentes audiences, qu'elle était intéressée à revoir les structures tarifaires, mais pas d'ici le prochain

dossier tarifaire. Parce que dans ce contexte-là du prochain dossier, elle souhaite plutôt traiter des taux, du taux de rendement et d'autres sujets réglementaires.

Alors, sans prescrire le moment exact, le ROEÉ demande à la Régie de s'assurer que la réflexion prochaine sur les structures tarifaires ne tardera pas trop et qu'elle se ferait de manière efficace et concertée avec l'ensemble des intervenants, que l'information soit mise à la disposition de tous et que tant les structures des tarifs résidentiel, commercial, institutionnel et industriel soient discutés.

Parce que, bon, c'est au menu depuis plusieurs années maintenant puis, bon, comme je l'ai mentionné, ça a beaucoup joué autour du, est-ce qu'on a fait rapport, est-ce que, on doit faire rapport, est-ce que c'est le bon moment, de dire quelque chose, est-ce qu'on fait un rapport adéquat sur qu'est-ce qui se fait en Colombie-britannique, c'est tout, tout ça, ça vient notamment du fait que nous avons administré, avec monsieur Paul Willis, l'expert Paul Willis, il y a quelques années, une preuve d'expert sur qu'est-ce qui s'est fait en Colombie-britannique.

14 h 46

Mais, notre expérience des dernières années c'est que là, la preuve d'Hydro-Québec sur ces questions-là a tendance à être un peu déphasée. De dire bon on n'a rien à prendre ou on doit, on ne peut pas rien faire, on est différent des autres provinces et tout peut se faire par l'efficacité, des programmes d'efficacité énergétique plutôt que par exemple une structure de prix ou de tarifs différents.

Et c'est pour ça qu'on vous dit que le traitement réglementaire de ce sujet-là doit être passé avec soin pour ne pas, pour qu'on ne soit pas simplement en mode de réaction à une proposition d'Hydro-Québec où on a comme campé une position.

Alors, vous avez discuté Maître Rozon à l'audience avec madame Couturier de possibilité d'un groupe de travail. C'est une possibilité. Juste on peut se poser également la question à savoir si c'est une question qui peut vraiment être convenablement traitée dans un dossier tarifaire annuel.

Parce que c'est des questions de, de moyen et long terme et bien là on nous annonce que le dossier tarifaire risque d'être très chargé. Et

alors c'est peut-être quelque chose qui doit être traitée plutôt en mode un peu enquête, une cause générique, « a rulemaking hearing » comme on appelle dans d'autres, au fédéral ou aux États-Unis pour permettre d'explorer les options qui existent pour traiter des structures tarifaires.

Puis là ça me permet de boucler la boucle un petit peu. On vous a répondu que bon dans la stratégie, dans les témoignages d'Hydro-Québec lors de notre contre-interrogatoire, on vous a répondu bien la stratégie énergétique de la province ne fixe pas de date de rendez-vous fatidique avec, bon là vous allez arriver au coût marginal.

Et c'est sûr qu'il y a différentes considérations puis nos clients ne sont pas nécessairement, mes clients ne sont pas nécessairement des, des gens qui veulent voir les prix au prix marginal à toutes fins sans réflexion sur l'impact que ça peut avoir à d'autres niveaux. Ce n'est pas ça.

Mais ce n'est pas une réponse suffisante pour dire que le gouvernement en deux mille six (2006) n'a pas imposé une date limite ou une date butoir pour atteindre une meilleure, une structure qui reflète mieux les, le coût marginal. Je pense

que c'est de la responsabilité d'Hydro-Québec, de la responsabilité de la Régie, nous tous, de faire ce travail-là.

Et bon je pense qu'on voit que la façon que les choses sont parties maintenant on ne peut pas y arriver puis j'espère que ce n'est pas, on n'entend pas là d'Hydro-Québec une plaidoirie pour des augmentations beaucoup plus importantes afin de permettre la stratégie d'appliquer, l'application différenciée des augmentations, de résoudre le problème au niveau du coût marginal.

Enfin, dernière, dernier sujet sur les perspectives réglementaires. Si nous avons bien compris je ne sais pas si Hydro-Québec invite la Régie ou entrevoit la possibilité avec la Régie de mettre à l'ordre du jour pour la prochaine cause tarifaire l'étude d'un mécanisme de partage ou incitatif en cas d'excédent ou présumément de déficit.

Et deux petites remarques à ce niveau-là. D'abord je remarque puis bon je n'ai pas fait, je n'ai pas poussé l'analyse, mais je remarque que la prise en considération d'un mécanisme incitatif dans la loi c'est à l'article 49, alinéa 1, quatrième paragraphe et ça s'applique seulement

pour le transport de l'électricité et pour le gaz.

Alors je ne sais pas s'il y a là un signal que les mécanismes incitatifs on n'y pense pas vraiment pour Hydro-Québec dans ses activités de distribution. Autre chose de façon peut-être plus fondamentale

14 h 52

Dans la preuve du panel 1, justement, Hydro-Québec a invité la Régie à mettre à l'ordre du jour dans la prochaine cause tarifaire un mécanisme de partage. Et il ajoute que la question, c'est : Dans l'année courante, est-ce qu'on peut avoir un mécanisme qui permet en cas de rendement X de revenir sur les tarifs de l'année en cours? Ça, c'est madame Courville, évidemment. C'est la page... C'est dans les premières notes sténographiques du neuf (9) décembre à la page 139.

Cette réflexion s'inscrit dans une réflexion sur le cadre réglementaire où Hydro-Québec indique clairement vouloir revoir le cadre pour axer sur une réglementation plus prévisible et de limiter les discussions sur des paramètres et des équations paramétriques. Ça, c'est madame Courville aux pages 134 à 139. Je résume.

Et c'est un peu tôt, je ne me prononcerai

pas, on ne se prononcera pas sur la question. Mais encore une fois, avant de se retrouver devant une proposition ferme d'une approche mécanique à cette question-là par un mécanisme incitatif, je pense, et je vous sou mets qu'il faudrait considérer les options, est-ce que ça va être à l'avantage de tous, quels sont les objectifs, est-ce qu'ils sont, les objectifs, qui prennent en considération tous les joueurs.

Alors, on pense qu'il s'agit d'une question sur laquelle, encore une fois, il serait probablement propice d'avoir un groupe de travail. Est-ce qu'il peut y avoir des modèles plutôt que de mécanisme incitatif relativement à... mécanique? Est-ce qu'il peut y avoir des comités conjoints, d'autres façons de traiter ces sujets-là?

Je ne suis pas... Parce que... Puis, là, je sais qu'on n'a pas parlé de faire quelque chose d'identique à qu'est-ce qui se fait pour Gaz Métro. Mais il y a des pour et des contre. C'est sûr que ça permet avoir des discussions ouvertes puis peut-être de trouver des solutions ensemble, mais au point de vue de la transparence, ça pose certains problèmes, ces mécanismes incitatifs. Et je pense que, étant donné qu'on parle justement d'Hydro-

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 202 -

PLAIDOIRIE
ROÉÉ
Me F.S. Gertler

Québec qui a pour clients tous les Québécois, il y aurait lieu peut-être de se poser des questions à ce niveau-là.

Alors, en guise de conclusion, je vous demanderais de considérer et faire droit aux diverses conclusions et recommandations du ROÉÉ dans la présente cause. Puis il me reste juste à vous remercier de votre attention puis de vous souhaiter des bonnes vacances bien méritées à tous. Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Merci. La formation n'aura pas de questions. Je vous remercie beaucoup, Maître Gertler.

Me FRANKLIN S. GERTLER :

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Il est trois heures moins trois (2 h 57). Ce que je vous propose, c'est de prendre une pause jusqu'à quinze heures quinze (15 h 15). Maître Neuman, vous êtes sur la liste pour commencer à quinze heures quinze (15 h 15). Merci.

SUSPENSION DE L'AUDIENCE

REPRISE DE L'AUDIENCE

15 h 15

PLAIDOIRIE PAR Me DOMINIQUE NEUMAN :

Bonjour, Madame la Présidente; bonjour, Mesdames les Régisseuses. Dominique Neuman pour Stratégies énergétiques et l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique. J'ai déposé des notes écrites pour mon argumentation. Et vous inquiétez pas, je ne vais pas tout lire au complet. Dans certains cas, il y a des citations, justement, que je vous ai mises dans le texte pour éviter d'avoir à les lire au complet. Donc, c'est en partie le but de l'écrit.

Donc, j'attire votre attention tout de suite à la page 2 de ce texte. Donc, d'abord au niveau des principes. La justesse de la prévision de la demande en électricité soulève un enjeu d'équité intergénérationnelle. En effet, toute prévision incorrecte a pour effet d'établir des tarifs qui seront soit trop élevés soit trop bas et de reporter à une génération future de clients, dans les deux années qui suivent, des réajustements tarifaires compensatoires.

Cela peut avoir pour effet, pour au moins

l'une de ces deux générations, de fausser le signal de prix susceptible d'influencer des choix appropriés d'efficacité énergétique. Dans sa décision D-2006-34 au dossier tarifaire 2006-2007 d'Hydro-Québec Distribution, la Régie de l'énergie avait d'ailleurs statué que :

Ne pas facturer les coûts réels de fourniture d'électricité au moment de sa consommation entrerait en contradiction avec l'objectif du Plan global en efficacité énergétique du Distributeur et avec la notion de développement durable, le signal de prix étant un des moyens les plus efficaces pour encourager l'économie d'énergie.

Cela irait,

à l'encontre du principe réglementaire qui alloue les coûts encourus pour une année dans les tarifs de la même année. Cette pratique réglementaire, appliquée à tous les distributeurs, vise à associer les coûts à la génération d'abonnés qui en a fait l'usage.

Donc à la page 3. Hydro-Québec Distribution souligne, en réponse à une question écrite de la Régie de l'énergie, que :

[...] les catégories de consommateurs L et Contrats spéciaux comprennent peu de clients et leur consommation respective est très importante. Des variations non anticipées dans la consommation d'un petit nombre de clients ont d'importantes répercussions sur les écarts totaux de ventes prévues. Aux contrats spéciaux, le client Rio Tinto Alcan, dont la consommation dépend de l'hydraulicité de ses réservoirs, crée les écarts les plus importants.

HQD nous indique à cet égard une forte baisse de deux virgule cent soixante-seize térawattheures (2,176 TWh) de sa prévision de mai deux mille onze (2011) de la demande industrielle pour les contrats spéciaux par rapport à sa prévision de mai deux mille dix (2010), principalement en raison d'une consommation beaucoup plus faible que prévue du client Rio Tinto Alcan découlant d'un renversement prévu, pour deux mille douze, deux mille treize

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
SÉ/AQLPA
- 206 - Me Dominique Neuman

(2012-2013), du contexte hydraulique de ce client par rapport à ce qui avait été évalué au dossier tarifaire 2011-2012.

(15 h 20)

AQLPA et Stratégies énergétiques avaient alors demandé par écrit à Hydro-Québec Distribution si celle-ci envisageait d'effectuer une prévision particulière des besoins de ce client en lien avec des études d'hydraulicité.

Le Distributeur nous a répondu négativement, soulignant qu'il ne disposait pas d'informations sur l'hydraulicité du parc de production de Rio Tinto Alcan. La prévision du Distributeur pour la consommation de ce client ne pouvait donc reposer, selon le Distributeur, que sur les prévisions d'achat fournies par celle-ci. Je vous donne la référence aux réponses à SÉ/AQLPA d'Hydro-Québec Distribution.

À cela, l'Union des municipalités du Québec a rétorqué, avec raison, que l'information sur l'hydraulicité du parc de Rio Tinto Alcan est pourtant publiquement disponible.

Dans la première partie de la recommandation numéro 1 de son mémoire numéro 2, l'Union des municipalités du Québec invite donc la

Régie de l'énergie à demander au Distributeur de raffiner sa méthode de prévision des ventes du client Rio Tinto Alcan en utilisant toute l'information disponible sur l'hydraulicité des réservoirs de Rio Tinto Alcan en plus des prévisions d'achats fournies par ce client.

AQLPA et Stratégies énergétiques appuient cette première partie de la recommandation numéro 1 de l'UMQ en raison de la disponibilité pour le Distributeur et du caractère public de l'information sur l'hydraulicité du parc de Rio Tinto Alcan.

Toutefois, l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique et Stratégies énergétiques recommandent à la Régie de l'énergie et à Hydro-Québec de s'en tenir à la prévision de cette hydraulicité telle que disponible en mai de l'année précédant l'année témoin.

Nous n'appuyons donc pas la seconde partie de la recommandation numéro 1 de l'UMQ selon laquelle les prévisions de mai utilisées lors de la préparation du dossier tarifaire devraient continuer d'être modifiées et mises à jour dans le cours de ce dossier jusqu'au dernier moment avant

son dépôt, soit jusque vers la fin juillet.

Il a en effet été déjà bien établi par la Régie que la cohérence du dossier tarifaire requiert d'en geler toutes les données prévisionnelles à la date charnière de mai et de s'abstenir de les mettre à jour par la suite en cours de dossier, en gardant à l'esprit que l'écart prévisionnel réel, quant à la demande en électricité, ne pourra alors plus être corrigé que par la voie d'un compte de frais reportés liquidable dans les deux ans qui suivent. Et je vous cite certaines décisions de la Régie qui ont établi ce principe.

Donc, notre recommandation nouvelle 2-01. Nous recommandons à la Régie de l'énergie d'accueillir la première partie de la recommandation numéro 1 du mémoire numéro 2 de l'UMQ aux fins de demander au Distributeur de raffiner sa méthode de prévision des ventes du client Rio Tinto Alcan en utilisant toute l'information disponible sur l'hydraulicité des réservoirs de Rio Tinto, en plus des prévisions d'achats fournies par ce client.

Nous recommandons toutefois à la Régie et à Hydro-Québec de s'en tenir à la prévision de cette

hydraulicité telle que disponible en mai de l'année précédant l'année témoin.

J'aborde maintenant la question de la sous-prévision systématique des mises en chantier au secteur résidentiel. Au présent dossier, monsieur Jacques Fontaine, témoin de l'AQLPA et de Stratégies énergétiques, a souligné qu'au cours de chacune des neuf dernières années, l'écart entre la prévision des mises en chantier résidentielles utilisées aux fins des causes tarifaires et les mises en chantier résidentielles réelles s'est toujours caractérisé par une prévision inférieure à la réalité, souvent de façon significative. Je reproduis le tableau à cet effet issu de la preuve de monsieur Fontaine.

15 h 23

Hydro-Québec Distribution continue de noter elle-même cette sous-prévision - et je vous cite la référence au bas de la page 6.

La même constatation avait déjà été faite l'an dernier devant la Régie de l'énergie lors de la cause tarifaire - il faut lire non pas deux mille un (2001), deux mille deux (2002), mais plutôt deux mille onze (2011), deux mille douze (2012) - Hydro-Québec Distribution où elle notait

que :

La FCEI et S.É./AQLPA considèrent que les ventes au tarif D sont sous-estimées de manière récurrente depuis quelques années, ce qui a, entre autres, pour effet d'induire à la hausse ledit tarif. Ces intervenants expriment leurs doutes sur les observations et les hypothèses du Distributeur. Notamment, S.É./AQLPA estime que les écarts de prévisions proviennent principalement d'évaluations biaisées du nombre de mises en chantier.

Le Distributeur avait alors rétorqué que, si l'on tenait compte d'une période de long terme de prévisions sur vingt (20) ans, le biais n'était pas significatif. Je vous cite le paragraphe 19 de la décision de l'époque de la Régie où on cite le Distributeur comme référant à une période de long terme qui était de mil neuf cent quatre-vingt-dix (1990) à deux mille neuf (2009).

Au présent dossier, monsieur Yves Nadeau explique davantage la position du Distributeur, et je vous le cite à partir des notes sténographiques,

il dit :

[...] je vous dirais qu'il n'y a pas d'indication à l'effet que le Distributeur, dans sa prévision de mises en chantier, a un biais systématique.

Pour avoir un constat de biais systématique, il faut non pas regarder simplement un cycle d'expansion comme celui que l'on connaît depuis le début des années deux mille (2000), mais un cycle complet qui inclut un cycle de contraction, donc de ralentissement marqué des mises en chantier.

Nos analyses ont clairement démontré que quand on prend un cycle complet, expansion-contraction, le Distributeur n'a pas de biais de sous-estimation, puisque c'est ce qui à quoi vous faites référence ici.

Nous soumettons respectueusement que monsieur Nadeau fait erreur en prenant appui sur des prévisions de long terme étalées sur vingt (20) ans pour conclure à l'absence de biais dans sa prévision à court terme pour la présente année.

Monsieur Antoine Gosselin, témoin de la FCEI, énonce en effet avec justesse le principe selon lequel... le principe que l'on ne peut utiliser une prévision à long terme pour en inférer des conclusions quant au biais éventuel d'une prévision à court terme annuelle.

Dans le même sens, monsieur Jacques Fontaine, témoin de SÉ/AQLPA, souligne que :

[...] lorsqu'on fait une prévision à très long terme, on peut négliger le fait d'être dans un cycle donné soit de croissance ou de décroissance, parce qu'à ce moment-là, on dit, sur vingt ans, ça va s'annuler et on va avoir les bons chiffres. Mais lorsqu'on fait une prévision à très court terme, on ne peut pas prendre le même raisonnement. Il faut, dans une prévision à court terme, se situer à l'endroit où on est, où on pense être dans le cycle, alors il faut prendre une méthode qui réagit plus rapidement, qui est moins stable et qui tient compte du fait de l'existence d'un cycle, et qui essaie

de le calculer ou de l'évaluer.

15 h 26

Monsieur Fontaine maintient donc que la prévision annuelle à court terme par Hydro-Québec Distribution des mises en chantier résidentielles est statistiquement biaisée et nécessite par conséquent un correctif.

Le fait que plusieurs autres prévisionnistes se soient également trompés quant à leur prévision des mises en chantier ne dispense pas le Distributeur de rechercher des correctifs à sa prévision systématiquement biaisée.

Monsieur Yves Nadeau, témoin d'Hydro-Québec Distribution, souligne en effet que les prévisionnistes doivent savoir faire usage de leur propre jugement. Et je vous le cite dans les notes sténographiques.

Monsieur Jacques Fontaine, témoin de SÉ-AQLPA, souligne dans le même sens que toutes les prévisions d'autres prévisionnistes ne sont pas nécessairement effectuées dans le même but et que, dans chaque cas, l'on doit savoir faire usage de son propre jugement.

Il ajoute et je vous cite :

Hydro-Québec nous affirme que sa sous-estimation systématique du nombre de mises en chantier est comparable à la sous-estimation émanant d'autres prévisionnistes. En réponse à cela, nous croyons

et c'est monsieur Fontaine qui parle

nous croyons au contraire qu'il s'agit ici précisément d'un cas où le prévisionniste d'Hydro-Québec Distribution devrait faire appel à son jugement de prévisionniste et constater que la méthode utilisée jusqu'à présent ne fonctionne pas et ne permet pas d'obtenir une prévision adéquate.

En ce qui concerne la possibilité de l'existence d'un biais de sous-estimation des mises en chantier prévues, la Régie de l'énergie avait de surcroît affirmé l'an dernier que :

[20] ... même si un tel biais n'existe pas, la Régie considère que la prévision des ventes peut être améliorée, notamment pour le tarif D. À la lumière des écarts entre les

ventes normalisées 2010 et les ventes autorisées 2010, ainsi qu'à la suite d'une analyse comparative des ventes réelles et des ventes prévues sur la période 2003-2010, la Régie estime qu'il faut revoir ou modifier les données et les paramètres du modèle prévisionnel du Distributeur.

La Régie avait alors demandé au Distributeur de mettre à jour ses modèles de prévision des différents secteurs de clientèles pour la prochaine demande tarifaire.

Or Hydro-Québec Distribution ne s'est pas conformé à cette décision de la Régie au sens où celle-ci avait été édictée. Hydro-Québec Distribution, au présent dossier, n'a procédé à aucune mise à jour de son modèle destiné à prévoir le nombre de mises en chantier résidentielles; elle s'est contentée de mettre à jour la consommation électrique unitaire d'une résidence-type, ce qui ne constituait pourtant pas un enjeu l'an dernier.

Nous invitons donc respectueusement la Régie de l'énergie à réitérer sa demande à Hydro-Québec Distribution afin que celle-ci mette à jour son modèle de prévision des mises en chantier, vu

la sous-estimation systématiquement survenue à cet égard depuis deux mille trois (2003).

Hydro-Québec Distribution dispose d'outils méthodologiques pour corriger une telle sous-estimation systématique.

À titre illustratif, l'on note qu'Hydro-Québec Distribution a déjà proposé une révision de sa méthode d'établissement des prévisions industrielles en ajoutant une provision visant à compenser la surestimation de celles-ci survenue au cours des dernières années.

Elle disposerait similairement de diverses techniques lui permettant de corriger sa sous-estimation systématique des mises en chantier prévues, comme le souligne monsieur Jacques Fontaine, témoin de SÉ-AQLPA.

Monsieur Fontaine souligne lui-même qu'un simple ajustement de la prévision des mises en chantier en fonction des dernières données annuelles réelles disponibles améliorerait de beaucoup la performance du modèle prévisionnel.

15 h 30

Et je vous cite l'étude de monsieur Fontaine à cet égard dans son rapport. Donc, notre recommandation 2-1 qui est modifiée. Quand je dis

« modifiée », je fais référence au texte initial qui se trouvait dans le rapport de monsieur Fontaine. Donc, vous verrez à quelques reprises dans la présente argumentation, quand je ne mets pas le mot « modifiée », c'est que c'est le même texte; quand je mets le mot « modifiée », c'est qu'elle a été reformulée.

Donc, nous recommandons à la Régie de l'énergie d'inviter Hydro-Québec Distribution à revoir sa méthodologie de prévisions des mises en chantier de manière à corriger leur sous-estimation systématique.

J'aborde maintenant la sous-prévision systématique des indicateurs du contexte économique démographique et énergétique. Le dossier d'Hydro-Québec Distribution révèle une sous-prévision systématique des éléments de ce contexte économique, démographique et énergétique servant à la prévision de sa demande. La prévision d'Hydro-Québec Distribution n'est pas centrée. Elle continue de se retrouver dans la partie inférieure de la fourchette des prévisions des autres prévisionnistes consensuels.

La Régie de l'énergie avait interrogée le Distributeur à cet égard, ce à quoi il avait

répondu en laissant entendre qu'après les révisions des prévisionnistes d'octobre deux mille onze (2011), sa prévision se trouvait davantage centrée. Et je vous reproduis le texte intégral de la question et de la réponse de la Régie.

Monsieur Jacques Fontaine, dans son rapport, démontre toutefois qu'il n'en est rien. La prévision du Distributeur des indicateurs économiques, démographiques et énergétiques n'était centrée ni en mai deux mille onze (2011) ni en octobre deux mille onze (2011), se situant dans les deux cas de quatre à cinq fois plus proche de la partie inférieure de la fourchette des autres prévisionnistes que de sa partie supérieure. En audience, monsieur Fontaine, témoin de SÉ/AQLPA, souligne :

Nous ne sommes donc pas convaincu que la prévision du Distributeur soit neutre. Tout en reconnaissant à l'instar du cas des mises en chantier que nous avons discuté précédemment que tout prévisionniste doit faire appel à son jugement propre et ne pas s'estimer lié par les autres prévisionnistes.

Afin de mieux vérifier cette question nous recommandons à la Régie de l'énergie d'inviter Hydro-Québec Distribution à lui faire rapport l'an prochain quant à la neutralité de sa prévision de la demande, soit l'équilibre entre la probabilité d'être trop faible ou trop élevé, et le cas échéant, à mettre en place des correctifs.

D'où notre recommandation donc qui est au même effet, qui est dans le carré 2-2 de la page 15.

(15 h 33)

À la section 3 qui porte sur les modifications au test du coût total, du coût total en ressources et au test du participant dans le plan global en efficacité énergétique deux mille douze (2012) d'Hydro-Québec Distribution.

D'abord le TCTR. Le Distributeur propose d'enlever dans le calcul du TCTR la part que défraient les clients opportunistes. Le témoin de l'AQLPA et SÉ, monsieur Jacques Fontaine, a vérifié que la California Public Utility Commission, la CPUC, qui constitue la principale autorité nord-américaine en la matière, a elle aussi opté pour

ces orientations en deux mille sept (2007). D'où notre recommandation à la Régie de l'énergie d'accepter la modification proposée par HQD à la définition du test du coût total en ressources de ses programmes d'efficacité énergétique. Ce test devrait cesser de tenir compte des coûts assumés par les participants opportunistes au programme.

Je passe à la page suivante, page 17.

Cependant, le Distributeur propose également que les coûts assumés par les clients opportunistes soient aussi exclus du calcul du test du participant. Hydro-Québec Distribution invoque en audience que l'exclusion des opportunistes du test du participant répond à un souci de cohérence avec cette même exclusion dans le test du coût total en ressources. Et je vous réfère à un passage du témoignage de madame Françoise Mettelet en audience. Sur cette question, nous appuyons les propos de notre témoin, monsieur Jacques Fontaine, qui est en désaccord avec cette proposition. Nous croyons que le test du participant doit en effet correspondre à la somme de tous les gains des participants, incluant les clients opportunistes.

Selon monsieur Fontaine, l'exclusion des coûts des opportunistes du test du participant

serait complètement illogique et incohérente avec la logique du système. Je vous cite à la fois les passages dans le rapport et dans le témoignage oral de monsieur Fontaine.

Tel que cité dans le rapport de monsieur Fontaine, la California Public Utility Commission confirme elle aussi que les gains bruts, incluant ceux des opportunistes, doivent être pris en compte pour calculer les réductions des factures dans le test du participant.

Et je ne les ai pas reproduites, mais il y a des citations à cet effet provenant de la CPUC dans le rapport de monsieur Fontaine, avec référence à l'appui.

Nous recommandons donc à la Régie de l'énergie de rejeter la modification proposée par HQD à la définition du test du participant de ses programmes d'efficacité énergétique. Ce test du participant devrait continuer de tenir compte des coûts assumés par tous les participants au programme, qu'ils soient ou non opportunistes.

15 h 36

Je passe maintenant aux éléments spécifiques dans les charges d'Hydro-Québec Distribution en deux mille douze (2012), à la

section 4.

D'abord, je vais traiter de la non-applicabilité proposée du seuil de cinq millions (5 M\$) pour définir comme élément spécifique des charges associées à un projet d'immobilisation de plus de dix millions (10 M\$).

Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique et Stratégies énergétiques appuient fortement la proposition d'Hydro-Québec Distribution à l'effet que le seuil de cinq millions de dollars (5 M\$) habituellement applicable pour définir un élément spécifique soit inapplicable aux charges qui sont associées à un projet d'immobilisation de plus de dix millions (10 M\$).

Notre témoin, monsieur Jacques Fontaine, souligne en effet qu'avec le passage au référentiel comptable IFRS, il sera de plus en plus fréquent que des charges temporaires associées à des investissements viennent s'ajouter aux charges d'exploitation alors que jadis elles auraient pu être capitalisables au sein du coût de ces investissements eux-mêmes.

D'une part, les IFRS ne permettront plus de capitaliser les coûts d'avant-projet, de recherche

et d'autres coûts préparatoires antérieurs à la date charnière d'acceptation du projet d'immobilisation. Il est donc souhaitable que ces coûts préparatoires soient le plus largement admissibles à être reconnus comme éléments spécifiques, donc sans seuil de ces coûts en autant que le seuil des investissements auxquels ils sont associés soit de plus de dix (10 M\$).

Par ailleurs, en audience le treize (13) décembre, en réponse à SÉ/AQLPA, le panel numéro 3 d'Hydro-Québec Distribution a précisé que les coûts préparatoires antérieurs à la date charnière d'acceptation du projet d'immobilisation, incluant d'éventuels coûts de recherche, seraient bel et bien reconnus comme éléments spécifiques à titre de coûts découlant de projet d'investissements même s'ils précèdent de tels projet. Et je vous fournis la référence.

De la preuve, il ressort que les charges associées à des investissements, par leur nature, n'ont pas la stabilité et permanence nécessaires pour être traitée comme des charges régulières. D'où notre recommandation.

Nous recommandons à la Régie de l'énergie... que la Régie de l'énergie accepte la

proposition d'Hydro-Québec Distribution selon laquelle le seuil minimal de cinq millions (5 M\$) ne serait plus requis lorsque le projet d'immobilisation auquel des charges sont associées est lui-même de plus de dix (10 M\$), pour que celles-ci soient considérées comme un élément spécifique.

Je passe à la section 4.2 sur le traitement des charges associées au PGEÉ comme étant un élément spécifique.

Le témoin de SÉ/AQLPA, monsieur Jacques Fontaine, relate dans son rapport que, dans le dossier de basculement aux IFRS d'Hydro-Québec TransÉnergie et Distribution, le Distributeur est d'avis que la partie capitalisable du PGEÉ se limite à ses coûts de recherche, de publicité, de commercialisation et d'administration.

Mais, monsieur Fontaine relate également que le témoin expert de SÉ/AQLPA dans ce même dossier, monsieur Jean Picard, a déposé un rapport selon lequel c'est l'ensemble du PGEÉ dont l'immobilisation devrait normalement être refusée par les vérificateurs externes d'Hydro-Québec car ne générant pas d'avantage économique futur au Distributeur.

Monsieur Fontaine relate que les vérificateurs externes d'Hydro-Québec ont toutefois récemment déclaré être satisfaits que les programmes du PGEÉ seraient rentables pour le Distributeur. Il appartiendra donc à la Régie au dossier R-3768-2011 de statuer sur l'ampleur exacte de la partie du PGEÉ qui sera ou non capitalisée.

La Régie de l'énergie ignore donc, à ce stade du présent dossier, quelle sera la part du PGEÉ qui sera passée aux charges ni si le coût cette partie sera de nature à devenir stable.

15 h 40

En preuve écrite ainsi qu'à l'audience du treize (13) décembre deux mille onze (2011), le panel 3 d'Hydro-Québec Distribution a confirmé que les coûts non capitalisables du PGEÉ seraient traités comme un élément spécifique pendant deux ans, puis passés aux charges de base s'ils deviennent stables.

Mais le Distributeur a précisé que même après cela, ces charges du PGEÉ resteraient suivies, c'est madame Lynne Raymond et monsieur Stéphane Verret qui se sont prononcés en ce sens.

Ceci minimise le risque que leur passément aux charges de base ne provoque leur décroissance

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
SÉ/AQLPA
- 226 - Me Dominique Neuman

et que l'on cesse de les décider selon les critères économiques, sociaux et environnementaux qui ont historiquement été pris en compte dans l'établissement du PGÉE. Le Distributeur nous rassure à cet égard et je vous réfère à une citation de monsieur Marcel Boyer en audience.

Ceci répond favorablement aux préoccupations qui avaient été formulées en tant que recommandation numéro 4-2 par monsieur Jacques Fontaine dans son rapport à ce sujet.

Nous modifions donc cette recommandation de manière à ce que celle-ci se lise dorénavant comme suit :

Donc la recommandation 4-2 modifiée : Nous recommandons à la Régie de l'énergie de prendre acte de l'affirmation d'Hydro-Québec Distribution selon laquelle les coûts non capitalisables du PGÉE seraient traités comme un élément spécifique de charge pendant deux ans, puis passés aux charges de base s'ils deviennent stables, mais que même en un tel cas, ils continueraient d'être suivis.

Je passe à la section 4.3 qui sont des recommandations quant à certains budgets de charges d'éléments spécifiques.

Donc à l'instar du témoin de SÉ-AQLPA,

monsieur Jacques Fontaine, nous recommandons d'accepter comme éléments spécifiques les charges correspondant aux travaux préparatoires ou les charges découlant des projets CATVAR et LAD, sous réserve que ce dernier projet soit autorisé par la Régie dans un autre dossier, ces coûts n'étant plus capitalisables selon les IFRS.

Les charges liées au programme d'inspection et de retraitement des poteaux de bois augmenteront sensiblement en deux mille douze (2012) et se stabiliseront par la suite autour de seize millions (16 M\$) par année. Un bilan du déploiement de son programme d'inspection systématique et de retraitement des poteaux sera déposé par le Distributeur lors du dossier tarifaire deux mille treize (2013).

Nous recommandons à la Régie de l'énergie d'approuver le budget d'élément spécifique des charges liées au programme d'inspection et de retraitement des poteaux de bois, sous réserve de la revue de ce programme lors du dossier tarifaire deux mille treize, deux mille quatorze (2013-2014) d'Hydro-Québec Distribution.

Et finalement les charges liées à l'électrification du transport collectif permettent

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
SÉ/AQLPA
- 228 - Me Dominique Neuman

au Distributeur de favoriser l'électrification de ce mode de transport, du transport collectif. SÉ-AQLPA ont déjà, dans des dossiers antérieurs, souligné l'importance de ces développements à venir.

Comme les coûts préparatoires antérieurs à l'étape-charnière d'approbation du futur projet d'Hydro-Québec Distribution d'investissement visant à assister l'électrification des transports collectifs ne sont plus capitalisables selon les IFRS, nous recommandons à la Régie de l'énergie d'approuver le budget demandé de un virgule quatre millions (1,4 M\$) de charge d'élément spécifique préparatoire à cet égard, sous réserve de vérifier pourquoi ce budget a baissé par rapport aux trois millions (3 M\$) de deux mille onze (2011).

(15 h 43)

D'où nos recommandations d'approuver ces budgets que je viens de mentionner.

Donc ceci complète nos représentations.

LA PRÉSIDENTE :

La Formation n'aura pas de questions. Je vous remercie beaucoup.

Me DOMINIQUE NEUMAN :

Je vous remercie beaucoup. Avec la permission de la

R-3776-2011
20 décembre 2011

PLAIDOIRIE
SÉ/AQLPA
- 229 - Me Dominique Neuman

Régie, je souhaiterais déposer électroniquement ce document que vous avez, et vous aurez remarqué qu'il y avait quelques coquilles au fur et à mesure, donc je les ai corrigées à la main...

LA PRÉSIDENTE :

Je pense qu'elles sont automatiquement déposées dans le SDI, Maître Neuman.

Me DOMINIQUE NEUMAN :

Oui mais... O.K., d'accord, alors c'est déjà le cas. Alors donc, je vous... je serai là encore demain mais je vous souhaite déjà un Joyeux Noël et une Bonne Année.

LA PRÉSIDENTE :

Joyeux Noël à vous aussi.

Me DOMINIQUE NEUMAN :

Merci.

LA PRÉSIDENTE :

Le dernier mais pas le moindre, Maître Cadrin?

PLAIDOIRIE PAR Me STEVE CADRIN :

Merci beaucoup, Madame la Présidente. On m'a dit à la pause que je serais jugé en fonction de ma concision.

LA PRÉSIDENTE :

Je ne sais pas qui vous a dit ça.

Me STEVE CADRIN :

Je ne donne pas de nom.

LA PRÉSIDENTE :

O.K.

Me STEVE CADRIN :

Et également que je ne devais pas parler trop vite : le sténographe me fait signe; ça, on sait c'est qui, c'est plus facile.

Alors écoutez, tout d'abord, Steve Cadrin, pour l'Union des municipalités du Québec.

Effectivement, en passant le dernier, bon, la journée arrive à sa fin et donc je ne m'attarderai pas très longtemps, je ne reprendrai pas, évidemment, les conclusions et les recommandations apparaissant dans les deux mémoires, pas par manque d'intérêt mais parce qu'il est tard alors, et vous avez déjà lu et écouté nos analystes sur le sujet.

Je me permets par contre de faire quelques petits commentaires pour, en réponse aux arguments qui ont été soulevés par mon confrère, maître Fraser, ce matin. Je vous avoue que j'avais préparé une absence de plaidoirie aujourd'hui, j'attendais de voir ce qui serait plaidé par mon confrère, maître Fraser, et à l'instar de maître Pelletier, bien, génération spontanée, alors quelques petits commentaires, rien de très très compliqué à faire.

Et également, j'essaierai d'être aussi éloquent que mon confrère, maître Pelletier : Maître Rozon, j'attends votre bulletin à la fin.

Donc je commencerai rapidement en vous parlant de Rio Tinto Alcan. On dirait qu'à chaque fois qu'on en parle un petit peu, on finit par en parler beaucoup. Il y avait une recommandation qui traitait de ce sujet-là alors on en a parlé. Il y a quelques commentaires qui ont été faits ce matin, j'oserais dire des commentaires qui dépassent le cadre peut-être de même ce qui avait été peut-être mis en preuve dans une certaine mesure, mais ceci étant dit, là n'est pas la question, discutons-en du problème de Rio Tinto Alcan.

Donc on a parlé des contacts avec les Grands clients. Maître Fraser nous expliquait ce matin que c'est des contacts qui étaient réguliers, des contacts qui étaient hebdomadaires. On a reproché à monsieur Marcel-Paul Raymond de ne pas connaître la fréquence exacte de ces échanges qui pouvaient avoir lieu entre le Distributeur et Rio Tinto Alcan ou des Grands clients, donc on sait que, en réalité, c'est hebdomadaire, selon ce que nous a dit maître Fraser.

Également, un reproche également à monsieur

Raymond de confondre la prévision du dossier tarifaire avec la gestion opérationnelle au cours de l'année. En fait, je vous suggérerai qu'il n'y a pas de confusion, je vais vous expliquer pourquoi dans quelques instants.

Donc replaçons le contexte. Tout d'abord, vous allez trouver dans la preuve C-UMQ-0021, c'était la présentation, à la page 12, le fameux petit tableau qui était disponible sur Internet au mois d'avril deux mille dix (2010), donc au grand public, et petit tableau qui a servi à illustrer le propos, je dirais plutôt, de monsieur Raymond qu'autre chose, pour mentionner que déjà, on prévoyait une des plus faibles hydraulicités, une des quatre plus faibles hydraulicités de l'histoire alors au niveau de Rio Tinto Alcan.

Alors il y avait déjà des commentaires assez négatifs au niveau de la problématique de l'hydraulicité en avril deux mille dix (2010) disponibles publiquement. Évidemment, on s'attend très bien à ce que Hydro-Québec Distribution, et monsieur Raymond en a fait le commentaire, qu'il y avait probablement des échanges plus fréquents que simplement ce qui apparaissait sur Internet à l'occasion, donc évidemment on devait le savoir

avant avril deux mille dix (2010), c'est bien sûr, on n'en doute pas un instant.

Et également, on présume aussi que Hydro-Québec Distribution fait ses propres vérifications, analyses et vérifications notamment de la neige qui a pu être tombée au cours de la saison hivernale parce que dans le cas de ces réservoirs-là, il y a une problématique d'hydraulicité mais reliée notamment aux réservoirs de neige ou, enfin, aux « stocks de neige », j'utiliserais l'expression anglophone un peu.

15 h 47

Alors donc, en avril on a une très bonne idée, on avait peut-être l'idée en mars, même peut-être même en partie en février. Donc, si hebdomadaire, cette rencontre ou cette discussion-là avec Rio Tinto Alcan, alors pourquoi attendre pour corriger le tir en août deux mille dix (2010) comme on avait fait part dans notre preuve.

À ce niveau-là on n'a pas eu beaucoup d'explications sur le délai qui a pu apparaître en cours d'année et on parlait effectivement du délai dans la gestion opérationnelle. Voilà donc un côté donc de la question qui est discutée directement. Donc pourquoi attendre quatre mois, voire peut-être

même plus, parce qu'on a su possiblement bien avant la fin de l'hiver et le mois d'avril qu'il y avait cette problématique-là au niveau de la neige qui était tombée spécifiquement en deux mille dix (2010) pour parler de cette problématique-là d'hydraulicité qui a déjà eu son temps d'antenne dans le cadre de différents dossiers à date.

Mais même sur le plan tarifaire on a les quatre premiers mois de l'année deux mille dix (2010) qui sont déjà écoulés à ce moment-là et la faible hydraulicité de Rio Tinto Alcan, lorsqu'on regarde la réaction opérationnelle qui va avec, on se pose la question comment est-ce que c'est pris en compte pour l'année tarifaire subséquente, pour l'année tarifaire deux mille onze (2011) lorsqu'on fait nos prévisions pour deux mille onze (2011).

Donc on a les quatre premiers mois de deux mille dix (2010) qu'on a pris en compte et là on voit que l'hydraulicité n'amènera pas de corrections ou de modifications au niveau du Distributeur avant l'été, à la fin de l'été, en fait je dirais au mois d'août deux mille dix (2010).

Donc, on se pose des questions à ce niveau-là. C'est là où on demande de raffiner un peu la

façon de prévoir ou la façon de discuter avec Rio Tinto Alcan. Ou à tout le moins nous le démontrer parce qu'on présume effectivement qu'il y a peut-être eu des choses qui se sont discutées, des décisions qui se sont prises. Malheureusement, on n'en a pas eu la démonstration. Il n'y a pas grand-chose qui a été dit ou présenté en preuve dans le présent dossier pour nous expliquer correctement la critique qu'on faisait ou répondre à la critique qu'on faisait à ce niveau-là.

Donc, évidemment, la problématique d'hydraulicité va exister et va exister également, et on le verra évidemment, jusqu'à l'année suivante parce que le stock de neige ne se renouvellera pas avant l'hiver deux mille onze (2011). Et on va se comprendre donc, dans les mois de l'hiver deux mille onze (2011) donc on sait qu'on a un problème d'hydraulicité. On sait qu'on ne pourra possiblement pas le corriger. Pas possiblement, on ne pourra pas le corriger avant l'hiver deux mille onze (2011) et on sait également que ça représente un pourcentage important de l'hydraulicité desdits réservoirs.

Donc je ne ferai pas mon technicien plus loin que ça, j'arrête à ce stade-ci parce que je

vais m'y perdre moi-même, comme le disait d'ailleurs également maître Pelletier que j'essaie de copier comme vous avez pu le remarquer.

Donc il y a une influence importante, comme je vous disais, au niveau des mois de janvier, février, mars, avril deux mille onze (2011). Donc il y a un intérêt au niveau également de la prévision, au niveau de la création, pas de la création mais du dépôt du dossier tarifaire pour l'année deux mille onze (2011), il va de soi.

Un autre commentaire qui avait été fait également au niveau de la convention d'énergie différée. Alors pourquoi, pourquoi maintenant, et caetera. Et on a parlé à ce moment-là de votre élastique qui serait étiré dans un certain sens.

15 h 51

Alors, on a contredit cet élément-là avec certaines analyses avec des chiffres qui avaient été avancés par monsieur Raymond. La réponse était l'élastique étirée. Alors, je cherche encore une réponse plus, je dirais, plus musclée à ce niveau-là, je n'en trouve pas.

D'autant plus qu'on a démontré également - et ça, vous allez trouver, évidemment, toujours dans le document de présentation, pour simplifier

la discussion, le document de présentation que l'UMQ avait fait lors de la présentation de sa preuve, UMQ-0021, aux pages 13 à 17, les explications de peut-être les avantages économiques de reporter dans le temps cette décision-là plutôt que dès à présent mettre le tout en place.

Donc, encore une fois, démonstration qui a été faite, qui n'est pas vraiment contredite, qui n'a pas fait l'objet de questionnement du tout à ce niveau-là également.

J'arrive et je termine avec un petit élément parce que là, encore une fois, je tente de copier vaillamment mon confrère, maître Pelletier. J'ai un cadeau de Noël, mais très court, une page. Alors, pour la régie, madame la greffière, mon confrère, le sténographe.

Alors, donc dans la cadre de la présentation de mon analyste - et je l'appelle comme ça affectueusement - monsieur Raymond, on a demandé de discuter de la question des engagements qui avaient eu réponse le vendredi pour lequel on avait eu certaines réponses le vendredi, toutes les réponses le vendredi. On avait d'ailleurs félicité le Distributeur à cet effet-là.

Et au niveau des chiffres qui nous avaient

été lancés, bien, j'ai trouvé que la preuve avait été un peu vite peut-être pour poursuivre. Et donc, je vous réfère plus spécifiquement donc au résumé aux discussions qui ont été faites par monsieur Raymond, mais qui sont aux notes sténographiques le dix-neuf (19) décembre deux mille onze (2011), aux pages 57 à 61, pour vous dire que je ne vous dis rien de nouveau là dans le fond. C'est juste que les chiffres sont peut-être arrivés rapidement, j'ai trouvé. Donc, j'ai voulu reprendre tout simplement les chiffres qui avaient été avancés et qui découlent des discussions que nous avons eues.

Donc, au niveau des compteurs, on s'entend au niveau du projet LAD, il y a un remplacement d'un certain nombre de compteurs en deux mille douze (2012), en présumant que vous allez accepter le projet tel que prévu des trois cent trente mille (330 000) compteurs à être remplacés en deux mille douze (2012), il va de soi. Donc, on a posé quelques questions sur le recyclage ou la récupération desdits compteurs.

Alors, on a eu des informations plus détaillées au niveau de la preuve d'Hydro-Québec Distribution. Échantillonnage, on parle de deux millions (2 M\$) pour huit mille (8 000) compteurs;

étalonnage trois point neuf millions (3,9 M\$) pour vingt-quatre mille (24 000) compteurs; maintenance onze millions (11 M\$) pour quarante-deux mille (42 000) compteurs, le tout pour le fameux seize virgule neuf millions (16,9 M\$) qui apparaît dans la preuve pour un soixante-quatorze mille (74 000) compteurs au total.

Le prix moyen par compteur a fait l'objet d'une petite discussion dans la preuve au niveau des notes sténographiques. Je vous donne la référence des notes sténographiques, treize (13) décembre deux mille onze (2011), page 203. Je discutais moi-même du deux cent vingt dollars (220 \$), on n'avait pas de grosse problématique, mais pour être plus spécifique, la réponse se trouve dans la pièce B-0029 dans le dossier R-3770-2011. Je vous dis tout de suite que vous allez avoir une petite division à faire, mais vous allez y arriver, je pense. Et je fais exprès pour ne pas donner la cote HQD juste pour que mon confrère, maître Fraser, travaille plus à sa traduction.

15 h 54

Alors, ceci étant dit, donc achat ça représente environ cent neuf dollars (109 \$), bien pas environ, ça représente cent neuf dollars

(109 \$) par compteur, pour l'achat des compteurs et l'installation cent treize dollars (113 \$) par compteur.

Alors, vous continuez avec moi le suivi dans le petit document. Compteurs réutilisés en LAD, on se fait répondre relativement à ça au niveau des engagements en maintien, donc on a dix mille (10 000) compteurs qui se trouvent là, en croissance, c'est six mille (6000) compteurs.

Alors qu'en théorie selon les réponses que nous avons obtenues et la discussion d'ailleurs que nous avons eue sur le sujet, trois cent trente mille (330 000) compteurs sont changés, dont vingt pour cent (20 %) sont récupérables parce qu'ils sont de la bonne technologie pour être récupérables et donc réutilisables en deux mille douze (2012). Donc, ça nous donne soixante-dix mille (66 000) compteurs.

Tout ça pour vous dire qu'en coût réel donc seize virgule neuf millions (16,9 M\$) révisé, ce que j'ai appelé comme ça. Alors, j'ai fait le petit exercice qui avait été fait de façon je dirais un peu aléatoire et rapide par monsieur Raymond qui vous parlait quelque part entre huit et dix millions (8-10 M\$) pour citer les notes

sténographiques.

Alors, les compteurs utilisés réellement excluant la croissance, normalement on aurait dû avoir soixante mille (60 000) compteurs qui auraient été réutilisés pour un six virgule huit millions (6,8 M\$) de dépenses et compteurs neufs, quatorze mille (14 000) compteurs multipliés par deux cent vingt-deux dollars (222 \$) pour le coût total, donc, acquisition et installation, pour trois virgule un millions de dollars (3,1 M\$).

Donc, ce que nous voyons c'est que seize virgule neuf (16,9 M\$) selon nous si la réutilisation et la récupération se faisaient de façon complète et aucune raison ne nous a été donnée pour ne pas récupérer la totalité des vingt pour cent (20 %) de compteurs qui seraient réutilisables.

Bien on en a beaucoup moins d'ailleurs, on le voit dans la preuve, dans les réponses aux engagements. Selon nous c'est un coût de neuf virgule neuf millions de dollars (9,9 M\$) qui devrait apparaître à cet endroit-là.

Évidemment ce ne sont pas des grands chiffres, mais on a tout un dossier en parallèle qui traite également de cette question-là et on a

beaucoup de questions croisées évidemment.

Puis on a des coûts qui nous proviennent dans le fond d'une lecture à distance de ce dossier de lecture à distance dans la tarifaire actuellement parce qu'on doit prendre pour acquis que ça serait accordé, donc ce projet-là tel que présenté.

Et on avait une problématique au niveau de la cohérence. On ne retrouve pas les chiffres de la façon, pour nous, enfin une cohérence démontrée entre les deux dossiers. Et là on voit qu'il y a peut-être un double discours à ce niveau-là.

Ça nous pose un peu problème. Ce n'est pas le prélude à ce qu'on va mentionner spécifiquement dans l'autre dossier. On a déjà fait d'autres analyses sur ce sujet-là, mais déjà au niveau tarifaire il y a des éléments qui ne semblent pas suivre selon ce que l'on a constaté, selon les engagements transmis, ils ne semblent pas suivre la route.

Alors, je vous avais dit que je ne serais pas très long. Je n'ajouterai rien d'autre et je vous souhaiterai de Joyeuses Fêtes en présumant que vous n'avez pas de questions.

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 243 -

PLAIDOIRIE
UMQ
Me Steve Cadrin

Me LOUISE ROZON :

J'ai un commentaire. En fait, je voulais juste vous remercier pour votre plaidoirie, c'était très bien. J'ai un petit faible pour les avocats qui plaident sans texte écrit. Alors, c'est quelque chose qu'on apprécie quand il y a la possibilité, avec juste un plan, de tenter de nous convaincre du bien-fondé des points que vous nous soulevez. Alors voilà, Maître Cadrin.

Me STEVE CADRIN :

Très content de vous avoir séduit. Et en vous remerciant, blague à ma part pour les notes sténographiques ici et les gens qui écoutent. Alors merci beaucoup. Passez de belles Fêtes.

LA PRÉSIDENTE :

Je vous remercie. Passez des bonnes Fêtes. Ça met fin à cette partie. Il nous reste demain la réplique du Distributeur à dix heures (10 h 00) et c'est la dernière partie.

Alors, je vous convie à être là et puis je vais vous souhaiter une belle soirée.

AJOURNEMENT

R-3776-2011
20 décembre 2011

- 244 -

PLAIDOIRIE
UMQ
Me Steve Cadrin

Nous, soussignés, ODETTE GAGNON et JEAN LAROSE, sténographes officiels dûment autorisés à pratiquer avec la méthode sténotypie, certifions sous notre serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle de la preuve en cette cause, le tout conformément à la Loi;

Et nous avons signé :

ODETTE GAGNON
Sténographe officielle

JEAN LAROSE
Sténographe officiel